

## Grave incident au Liban du Sud

24 « casques bleus » enlevés par une milice pro-israélienne

De notre envoyée spéciale

Beirut. — Un très grave incident, opposant l'Armée du Liban-Sud — milice créée et financée par Israël — à la FINUL (Force intermédiaire des Nations unies pour le Liban), s'est produit, vendredi 7 juin, dans la bande frontalière du Liban du Sud. Les soldats du général Lahad ont enlevé en deux temps vingt-quatre membres du contingent finlandais de la FINUL, dont ils veulent échanger la libération contre celle de onze de leurs camarades détenus par le mouvement Amal à la suite d'une attaque de la résistance libanaise contre un de leurs postes à Kantara. Les deux officiers finlandais qui figuraient parmi les otages ont cependant été libérés dans la soirée.

Le moins qu'on puisse dire est que l'affaire n'est pas claire. Selon le porte-parole de la FINUL à Nakoura, M. Timor Goksel, onze militaires de l'ALS auraient été désarmés par des soldats finlandais après l'occupation de Kantara, au terme d'un incident dont la raison n'est pas connue. La FINUL aurait relâché les onze hommes, mais d'autres combattants de l'ALS, accourus à la rescousse, se seraient emparés de cinq finlandais, dont deux officiers, en les accusant d'avoir « attaqué » leurs compagnons. Les onze militaires libérés auraient ensuite rejoint un autre village où ils seraient à nouveau capturés, cette fois par des combattants du mouvement Amal qui contrôlent le secteur. M. Goksel a ajouté qu'une unité de l'ALS avait, ensuite, enlevé dix-neuf autres soldats finlandais dans la localité d'Adaisse, près de la frontière israélienne, alors qu'ils venaient, à bord d'un autobus, rejoindre leur poste au Liban après des vacances en Israël.

Cette affaire, « la plus grave », a déclaré M. Goksel — qui est toujours opposé à l'ALS au sein même de la FINUL — illustre en tout cas les rapports très tendus qui se sont instaurés entre le contingent des « casques bleus » et l'ALS, considérée par les soldats de l'ONU comme une milice n'ayant aucun titre pour faire régner l'ordre où que ce soit. De multiples incidents les ont d'ailleurs déjà opposés à l'Armée du Liban-Sud. Les militaires de l'ONU n'autorisent pas les soldats du général Lahad à franchir leurs frontières en armes, sauf s'ils sont accompagnés d'un officier israélien.

Depuis quelques jours, les attaques de la résistance libanaise contre les postes de l'ALS se multiplient et vingt-quatre soldats du général Lahad avaient été capturés par Amal il y a quelques jours lors d'une opération autour du village de Bent-Jbeil. En représailles à cette action, d'importantes unités militaires israéliennes avaient effectué une vaste opération de nettoyage dans la région, autant, semble-t-il, pour soutenir le moral de leurs alliés que pour prévenir d'autres attaques. Cependant, selon des sources autorisées, l'« enlèvement » attribué à Amal était, en fait, une « couverture » à la défection volontaire des vingt-quatre éléments de l'ALS. Ceux-ci, tous chiites, auraient eu recours à ce subterfuge pour éviter des représailles à leurs familles.

A l'approche du retrait israélien, de nombreux soldats chiites de l'ALS ont déjà déserté ou chercheraient à le faire. Le fait qu'ils n'aient plus accès à aucun poste de responsabilité de l'ALS confirme, en tout cas, le peu de confiance qu'ont leurs chefs à leur égard.

Cette prise d'otages n'encourage pas Israël à accélérer son retrait total. Jérusalem, qui accuse la FINUL de collusion avec la résistance libanaise, pourrait profiter de cet incident pour exiger du contingent des « casques bleus » qu'il reconsidère son opposition à l'ALS. « Après tout, nous avons récemment déclaré le général Rabin, ministre israélien de la Défense (le Monde du 1<sup>er</sup> juin), pourquoi la FINUL accepterait-elle une milice [le mouvement Amal] et en exclurait-elle une autre ? »

FRANÇOISE CHIPAUX.

## Opposition : la cérémonie de l'union

La « convention libérale » réunit à la même tribune MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre



JACQUES CHIRAC VALÉRY GISCARD D'ESTAING J'N'EN PENSE PAS MOINS

Dans les rangs de l'opposition, le rassemblement n'a pas précédé le grand-messe de l'union célébrée samedi 8 et dimanche 9 juin à Paris, lors de la Convention libérale organisée par M. Valéry Giscard d'Estaing et les clubs Perspectives et Réalités qui fêtent leur vingtième anniversaire. A la veille de cette réunion, l'heure était plutôt aux mises au point et aux petites phrases assassines comme si chacun avait voulu affirmer son indépendance et sa propre identité avant de sacrifier au rite et de se ranger aux côtés d'un ancien président de la République qui s'efforce d'apparaître comme le fédérateur de l'opposition.

Le RPR, soucieux de devenir ses partisans, avait présenté dès le 1<sup>er</sup> juin son « pacte pour la France » qui, selon M. Jacques Toubon, son secrétaire général, pouvait être au centre du projet commun de l'opposition appelé en principe à voir le jour à l'automne prochain.

M. Barre n'a pas attendu non plus pour dire la méfiance que lui inspirent les « promesses démagogiques et irréalistes » formulées par des hommes qui, s'ils n'y prenaient garde, tomberaient dans les mêmes travers que les socialistes. Le Parti républicain, tout en reconnaissant que les propositions du RPR vont dans le bon sens — celui du libéralisme bien sûr — affichait un certain scepticisme et prônait la prudence. Après le RPR, qui s'est demandé si la présence de M. Barre à la Convention libérale restait « justifiée », le Parti radical valoisien s'est interrogé, à son tour, sur « le risque de coup de

canif dans le contrat » signé entre le RPR et l'UDF dans la mesure où le parti de M. Chirac a « de façon très vive et très anticipée, livré à l'opinion et de façon péremptoire un programme sur lequel il y a quelques interrogations ».

En quelques jours l'opposition laissait voir ses divisions, laissait éclater des ambitions contradictoires, ne manifestait guère volonté d'union, en dépit des assurances données par M. Valéry Giscard d'Estaing, qui se glissait sans mal dans le rôle d'arbitre tantant de calmer le jeu et de sauver l'esprit d'équipe (le Monde du 6 juin).

Après ces joutes oratoires, on était fondé à se demander quel crédit pouvait être accordé à la manifestation de dimanche. Bien sûr les trois principaux chefs de file de l'opposition seront à la même tribune, et il ne manquera pas de photographies pour immortaliser cet instant. Mais au-delà du cliché, que restera-t-il ? Le souvenir d'une « mascarade » ou, comme veut le croire M. Giscard d'Estaing, la « commencement de la preuve » que l'opposition est capable de travailler ensemble.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.  
(Lire la suite page 12.)

M. FABIUS AU SALON DU BOURGET

## Des industriels partagés entre Eurêka et IDS

Le premier ministre, M. Laurent Fabius, président, samedi après-midi 8 juin, la traditionnelle démonstration en vol du Salon du Bourget, à l'issue d'un déjeuner de quatre mille couverts auquel participent de nombreux représentants de gouvernements étrangers, parmi lesquels le premier ministre de l'Inde, M. Rajiv Gandhi, en visite officielle de trois jours en France.

Deux chefs d'entreprise française seront dominés, par leurs déclarations publiques sur le programme américain IDS de défense spatiale antissiles et sur le projet européen de recherches technologiques Eurêka, le 36<sup>e</sup> Salon international de l'aéronautique et de l'espace, au Bourget, qui s'achève dimanche 9 juin.

Ces deux hommes pèsent lourd dans l'industrie française : un chiffre d'affaires de 14 milliards de francs et 28 000 travailleurs pour M. Jean-Luc Lagardère, PDG du groupe Matra, et plus de 25 milliards de francs et 35 000 employés pour M. Henri Martre, PDG de l'Aérospatiale. Deux entreprises concurrentes.

Face à des sujets d'actualité comme IDS et Eurêka, qui ont nourri les conversations dans les stands français et étrangers du Bourget, les propos de ces deux capitaines d'industrie ne pouvaient pas passer inaperçus, surtout lorsqu'ils semblaient s'opposer, ou, tout au moins, se démarquer l'un de l'autre. Le premier, surfoi de ses réussites de longue date à la tête de Matra, s'est montré un partisan fougueux d'une double participation de son groupe à IDS et à Eurêka. Le second, instruit par son passé

récent de délégué général pour l'armement, s'est révélé plus en retrait, très attaché à Eurêka et plutôt soucieux de continuer, au titre de l'Aérospatiale, à moderniser la dissuasion nucléaire.

Deux « écoles », sans doute. Mais ces deux thèses traduisent bien la phase de réflexion intense, et donc d'hésitations, au sein du gouvernement français, qui a entrepris une série de consultations avec des responsables industriels, scientifiques et militaires sur la validité (supposée) du nouveau concept de défense spatiale et sur le dialogue technologique (nécessaire) entre adeptes du projet IDS et partisans du programme Eurêka.

La course à l'innovation et à l'invention technologique s'est considérablement accélérée depuis quelques années, et il est vrai que la recherche dite de pointe donne lieu à une compéti-

tion imitoyable, dans le militaire comme dans le civil ou le spatial, entre les grandes puissances industrielles qui sont talonnées par la concurrence de pays de moindre importance pour tout ce qui touche, désormais, aux productions dites bas de gamme, moins complexes.

M. Lagardère est catégorique : « Les politiques de défense donnent une énorme concentration de matière grise orientée sur l'innovation. IDS peut relancer l'innovation technologique. On ne peut pas dire à l'avance qu'on s'interdit d'y participer. Je suis intéressé, tout comme je suis favorable à Eurêka. Mettre Eurêka et IDS en concurrence est une ineptie, il faut les mettre en complémentarité de façon à ne pas couper les efforts des deux continents. »

JACQUES ISNARD.  
(Lire la suite page 14.)

## Les Irlandais réconciliés par la boxe

Le champion Barry McGuigan fait oublier leurs divisions aux protestants et aux catholiques

De notre correspondant

Londres. — Voilà des mois qu'Irlande du Sud et du Nord, catholiques et protestants, se préparent à commémorer ce samedi 8 juin — en compagnie des Anglais — dans un même élan de ferveur, sur un terrain de football londonien...

Non, on n'est pas venu en un tel lieu, désormais marqué du sceau de la honte, pour exorciser les démons des « hooligans », dans la pénitence de l'après-Bruxelles (si ce n'est que la vente et la consommation de boissons alcoolisées devaient être interdites dans le stade, conformément aux récentes décisions du gouverne-

ment britannique. Mais il ne s'agit pas moins d'un acte de rédemption.

Frères ou cousins réputés ennemis, vingt-cinq mille personnes, dont plus de la moitié ont traversé pour l'occasion le mer d'Irlande, devaient se rassembler samedi soir dans une étonnante démarche communautaire pour assister à un pugilat...

Mais là pas question d'affrontements dans la foule. Seul, sans doute, un sens commun et très britannique de l'humour et du sport pouvait produire une situation aussi merveilleusement absurde, en dépit de la sombre histoire anglo-irlandaise. Depuis quelques années, la magie fait son œuvre, un lutin doué de tous les talents exprime à

coups de poings dévastateurs la sourde volonté de tout un peuple de mettre fin à la violence. Barry McGuigan, qui dispute ce samedi le titre de champion du monde de boxe, le sait très bien, même si, modeste et raisonnable, il ne souhaite pas charger ses épaules de poids plume d'une trop lourde responsabilité.

Heureusement que McGuigan est un sage car d'autres que lui, peut-être, auraient déjà perdu la tête. « Les exploits de Barry McGuigan n'ont rien à voir avec la violence dans laquelle on le tient ; il a fait plus que quiconque pour jamais faire pour rapprocher les communautés de la province. »

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 3.)

**Usine Citroën :**  
département occasion.

**15 jours**  
**15 à 15%**

**Du 30 mai au 15 juin**

**Exemples :**  
Prix de vente 35.000 F x 15% = Reprise 5.250 F  
Prix de vente 50.000 F x 15% = Reprise 7.500 F  
Prix de vente 80.000 F x 15% = Reprise 12.000 F

L'Usine Citroën - département occasion - vous reprend votre ancien véhicule pour une valeur égale au minimum\* à 15% du prix d'achat d'une Citroën d'occasion à très faible kilométrage.

\* et bien plus si son état le justifie. Tarif 021 du 20/12/84.

10, place Etienne-Pernet 75015 Paris. Tél. : 531.16.32  
50, bd Jourdan 75014 Paris. Tél. : 589.49.89  
59 bis, av. Jean-Jaurès 75019 Paris. Tél. : 208.86.60

**I'M BACK IN A MINUTE!**

**HIGH SPEED**  
en France et Angleterre



# Dates

## RENDEZ-VOUS

**Dimanche 9 juin.** — *Mohi* : Election présidentielle. M. Zhan Ziyang en RFA et aux Pays-Bas.

**Lundi 10 juin.** — Fin de la visite de M. Gandhi à Paris. Il se rend ensuite à Alger. *RDA* : Visite de M. Laurent Fabius. *Varsovie* : Visite du ministre des affaires étrangères japonais. *Paris* : Visite du général Eyadéma, chef de l'Etat togolais. Visite du président Bourguiba.

**Mardi 11 juin.** — *Luxembourg* : Réunion des ministres de l'Agriculture des Dix. *Washington* : Visite de M. Gandhi.

**Mercredi 12 juin.** — Signature à Madrid et à Lisbonne du traité d'adhésion à la CEE. *Varsovie* : 20<sup>e</sup> plénum du CC du Parti ouvrier polonais.

**Judi 13 juin.** — *Florence* : Rencontre Mitterrand-Craxi.

**Samedi 15 juin.** — *Egypte* : Visite de M. Gandhi.

**Sports**

**Dimanche 9 juin.** — *Tennis* : Finale des internationaux de France à Roland-Garros.

**Mardi 11 juin.** — *Sports équestres* : CSIO d'Aix-la-Chapelle (jusqu'au 16 juin).

**Mercredi 12 juin.** — *Cyclisme* : Critérium du Midi libre (jusqu'au 16 juin). *Canoe-kayak* : Championnats du monde de slalom à Autbourg (RFA) (jusqu'au 16 juin).

**Samedi 15 juin.** — *Automobile* : 24 Heures du Mans. *Athlétisme* : Grand Prix à Prague.

**Dimanche 16 juin.** — *Automobile* : Grand Prix de formule 1 du Canada à Montréal.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75007 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 649572 F  
Tél. 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Favre (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
500.000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouta.  
Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Salca.

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57437  
ISSN : 0395-2037

**ABONNEMENTS**

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois		
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F	
TOUS PAYS ÉTRANGERS	PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)	1	2	3	4	
BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F	
IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les virements en capital et d'imprimerie.

**PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER**

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 180 pes. ; E.-U., 1,10 \$ ; Grèce, 95 dr. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DA ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 110 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Yougoslavie, 110 din.

## IL Y A CENT VINGT ANS, NAPOLEON III EN ALGERIE

# Le rêve arabe de l'empereur des Français

Il y a cent vingt ans, le 7 juin 1865, Napoléon III achevait son second et son plus long voyage (cinq semaines) en Algérie. En 1860, un premier déplacement avait été écourté par la mort de la sœur de l'impératrice mais l'avait enthousiasmé. Pour modérer la fringale de terre des quelques cent mille colons européens déjà installés en Algérie, il y avait rétabli le régime militaire, plus apte à ses yeux « à faire le bonheur de nos ennemis de la veille » soit près de trois millions de musulmans.

Jeune, le fils de l'éphémère roi Bonaparte de Hollande et d'Hortense de Beauharnais avait étudié avec nostalgie l'expédition, déjà fabuleuse dans les esprits, de son oncle en Egypte. Il avait pronostiqué que la simple colonisation d'exploitation par des Européens pratiquée en Algérie, contrairement aux idées plus relevées de « régénéscence » du peuple conquis développées au pays du Nil par Bonaparte, ferait de l'ancienne colonie ottomane un « boulet » pour la France.

Arrivé au pouvoir, celui qui n'est encore que le prince-président se rend en personne à Amboise, où l'émir Abdelkader, ancien chef de la résistance algérienne à la pénétration française, est retenu captif par la deuxième République, au mépris des promesses du duc d'Aumale, fils de Louis-Philippe, qui reçut sa reddition. Il le fait libérer et songe même un temps à le nommer vice-roi d'Algérie.

C'est à un « royaume arabe » que Napoléon III pense lors de son second voyage en Algérie. Venu seul cette fois, l'impératrice étant régent à Paris, l'empereur débarque de son bateau, l'*Algie*, à Alger le 3 mai 1865 pour un séjour de cinq semaines — le plus long sans doute qu'un chef d'Etat français en exercice ait jamais fait, en temps de paix, hors du territoire métropolitain.

Accueilli par vingt mille curieux, Napoléon III, après avoir transmis le salut de leurs compa-

triotres aux Français d'Algérie, enchaîne très vite avec une manière de mise en garde : « Traitez les Arabes, au milieu desquels vous devez vivre, comme des compatriotes ! » Traduisant en un geste ce ton martial, le souverain enfourche un cheval pour traverser la vaste place du Gouvernement — l'actuelle place des Chouhadas — au pied de la Casbah, et se rendre au palais d'Hiver, devenu siège du Conseil supérieur islamique d'Algérie après l'indépendance, en 1962.

Sans doute, en jetant un regard sur les immeubles luisants taillés dans la basse ville mauresque, Napoléon III, comme Alphonse Daudet dans *Tartarin de Tarascon* (publié en 1872), regrette-t-il « la ville orientale (...), quelques choses tenant le milieu entre Constantinople et Zanzibar », partiellement remplacée par « de larges rues (et) une place macadamisée où des musiciens de la ligne jouaient des polkas d'Offenbach ».

### Soleil et palmes

Dès le lendemain de son arrivée, Napoléon III, dévoré par la curiosité de voir l'intérieur du pays, monte en calèche pour inspecter les collines du Sahel, accompagné notamment par Ismaël Urbain (le *Monde* daté 28-29 octobre 1984). Cet humble personnage, qui fut notamment correspondant du *Temps* en Algérie, mais aussi un haut fonctionnaire de l'administration coloniale, est le principal conseiller occulte du monarque en matière algérienne. Méfils de Guyane, élevé à Marseille, adepte du socialisme saint-simonien, il s'est converti à l'islam en Egypte puis est venu en Algérie. N'ayant rien, malgré les apparences, d'un aventurier, et tout d'un honnête homme curieux des autres et en avance sur son temps, il canalise notamment au cours du long périple impérial en Algérie, l'exaltation arabophile de l'empereur vers

des solutions concrètes destinées à faire en sorte que la présence française en Afrique du Nord sauvegarde la société arabe en l'amenant doucement vers la modernité au lieu de la brusquer ou, pis encore, de la refouler vers le Sahara.

Entre son premier et son second voyage entre-Méditerranée, Napoléon III a déjà répondu aux partisans de la colonisation européenne à outrance qu'« il refuse d'infliger [à la population arabe] le sort des Indiens de l'Amérique du Nord, chose impossible et inhumaine », voulant au contraire faire prospérer « cette race [arabe] intelligente, fière, guerrière et agricole ».

Tout au long du mois de mai, l'empereur, infatigable, parcourt l'Algérie, se rendant pratiquement partout, sauf à Tlemcen, Orléansville (aujourd'hui El-Chlef) et Sétif, entraînant sa suite chamarrée et tout ébloui de soleil, de palmes et de vastes espaces, de la Mitidja à Oran, d'Alger à Blida, de Sidi-Bel-Abbès, rebaptisée Bel-Abbès-Napoléon, en Grande Kabylie, d'Ouest en est, du nord au sud, en train, en bateau, en voiture à cheval.

Le 21 mai, entre Oran et Alger, entrant dans Relizane, ville de colonisation toute fraîche créée (en 1857) autour de son kiosque à musique, le cortège impérial est entouré de quelque dix mille hommes de la tribu des Flittas, têtes nues, se lamentant. Que veulent ces gens ? Flottement dans l'entourage. Finalement, on apprend l'explication : les Flittas réclament le retour de leurs parents exilés en Corse pour résister à l'envahisseur français. La grâce est aussitôt accordée, déclenchant la ferveur populaire dans un usage de poussière où le souverain voit sans doute la couleur de la gloire. La scène, en tout cas, fera florès chez les marchands d'images d'Epinal.



« Les Arabes embrassent les mains de leurs Majestés à leur passage dans les rues d'Alger. » (Compte rendu illustré de 1860.)

Dans les ruines romaines de Lambèse, où jadis un autre empereur est venu du Nord, Napoléon III, comme Hadrien, contempera longuement le Grand Sud, l'inconnu. Près de la mystérieuse pyramide du Médracem, le futur vaincu de Sedan fait dresser une immense tente où Ismaël Urbain, an comble de la faveur, apprend à la petite cour en voyage que les si commodes chiffres arabes ont été introduits en Europe au X<sup>e</sup> siècle par Sylvestre II, premier pape français et admirateur de la civilisation arabo-islamique.

Décidément séduit par le côté à la fois seigneurial et rustique, digne et vir, de ce qu'il a vu de la société musulmane en Algérie, le fondateur du second Empire rentre en France la tête bourdonnante de projets visant à mettre sur un pied d'égalité politique et économique la métropole, et sa province ultramarine. « L'Algérie n'est pas une colonie (...) mais un

royaume arabe (...) et je suis aussi bien l'empereur des Arabes que celui des Français ! » proclame-t-il dix jours après son retour, en dépit du mécontentement des colons qui voulaient un rattachement pur et simple à la nation mère.

Ce projet généreux, imaginatif, porteur en tout cas de la volonté de traiter de la même manière Arabo-Berberes conquis et Européens conquérants, aurait dû notamment se traduire, sur le terrain, par une promotion de la « colonisation-développement » — en quelque sorte une coopération technique avant la lettre — au détriment de la colonisation-exploitation.

La défaite de 1870 emportera ce « rêve arabe » de la France que Lyautey, sous une forme un peu différente, réalisera un demi-siècle plus tard dans l'Empire chérifien.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

## IL Y A CENT ANS

# L'armée russe attaque l'Afghanistan

Il y a cent ans, encouragées par la défaite de l'armée britannique à la grande bataille de Maiwand à la fin de la deuxième guerre anglo-afghane (1878-1880) qui précipite le retrait des forces anglaises de l'Afghanistan, les armées du tsar Alexandre II reprennent, à travers le désert de Karakum leur marche vers le Sud, suspendue momentanément après l'occupation du khatan de Khiva en 1873.

Le général Skobelev, héros de la guerre de Crimée, commande l'armée impériale. Les protestations de Londres ne réussissent pas à arrêter cette nouvelle expédition dont l'objectif immédiat est l'oasis de Merv, considérée par les experts militaires comme l'avant-poste de la ville stratégique de Hérat, à l'ouest de l'Afghanistan. Au dix-neuvième siècle, on y voit la « porte de l'Inde ». Dans le souci de protéger ce joyau de l'empire, l'Angleterre veut tenir l'armée russe le plus loin possible de la frontière.

### « Lâche » contre « voleur »

Lorsque, en février 1884, Saint-Petersbourg annonce l'annexion pure et simple de Merv, à Londres la tension devient extrême. En effet, pour la première fois les deux grands empires coloniaux se trouvent presque face à face. Les deux pays décident de former une commission mixte afin de délimiter la nouvelle frontière. Elle doit se réunir sur le terrain à l'automne 1884. Mais lorsque Sir Peter Lumsden, se présente avec la délégation anglaise sur les lieux, il apprend que son homologue russe, le général Zelenici, « étant tombé malade, ne pourra pas venir au rendez-vous avant le printemps de l'année suivante ».

Cependant, l'armée russe continue à déplacer par étapes ses positions dans la direction de la frontière afghane, son objectif immédiat étant désormais l'oasis de Pendjeh. Ce point stratégique important se trouve aux confins de la région de Badghis, qui fait partie depuis toujours de la province d'Hérat, son nom figurait déjà dans les firmans de Tamerlan. C'est le but ultime de l'expédition russe. Mesurant le danger d'une confrontation armée, le commissaire britannique s'empresse, sans même attendre l'autorisation de son gouvernement, de s'éloigner des lieux du conflit, recommandant au commandant de la garnison afghane, le général Ghaussadim, « d'éviter tout accrochage » avec les forces russes.

Mais le général Alexander Komarof provoque son adversaire, le traitant de « menteur » et de « lâche ». Ghaussadim, outragé, qualifie dans sa réponse le général russe de « voleur cherchant d'usurper le territoire appartenant légalement aux Afghans ».

Les forces russes occupent en novembre 1884 le village de Pube-Khatoun, avant-poste de Pendjeh. La tension monte. Londres n'arrive pas, le 14 mars 1885, à Saint-Petersbourg qu'« une attaque contre Pendjeh pourrait mettre fin à toute négociation et aurait des conséquences très graves sur les relations entre les deux pays ».

Quelques jours plus tard, la Grande-Bretagne fait savoir au gouvernement du tsar que « toute tentative de la part de la Russie de s'approcher de Hérat ou de l'occuper sera considérée par le gouvernement de Sa Majesté comme équivalant à une déclaration de guerre ».

Le ministre russe des affaires étrangères assure alors l'ambassadeur britannique, Sir Edward Thornton, qu'il n'a « aucune information » au sujet d'un plan visant à attaquer Pendjeh. Quant à Hérat, les Russes « n'ont pas la moindre intention d'avancer en direction de cette ville ». Deux jours plus tard, le 30 mars 1885, 4 000 soldats russes, équipés d'armes modernes et soutenus par de l'artillerie lourde, attaquent à l'aube la petite garnison afghane de 2 000 hommes disposant d'armes anciennes. En dépit de leur infériorité en hommes et en matériel, selon le témoignage des Anglais et des Russes eux-mêmes, les Afghans luttent avec beaucoup de courage et de détermination, après avoir subi des pertes considérables, ils se replient sur leur seconde ligne de défense, à Mâruehâq.

La nouvelle de l'occupation de Pendjeh par les Russes déclenche une crise politique en Europe. Par cet acte d'agression, Moscou a, en effet, violé les termes de l'accord anglo-russe de 1873 qui l'engageait à respecter la frontière du nord de l'Afghanistan. En outre, le roi d'Afghanistan, l'émir Abdur Rahman (1880-1901), au moment de l'avance russe sur Pendjeh, se trouve en visite officielle à Rawalpindi. C'est le vice-roi des Indes, Lord Dufferin, lui-même, qui lui annonce la nouvelle.

### « L'Emir de fer »

L'émir, qui est venu solliciter des garanties britanniques au sujet de sa frontière, demande à Londres d'honorer les engagements pris lors de son accession au trône en 1880. Abdur Rahman, que les historiens nommeront sans raison « l'Emir de fer », fait

savoir à son interlocuteur que si les Anglais ne prennent pas des dispositions pour empêcher l'évacuation des Russes du territoire occupé, il retournera immédiatement dans son pays pour « mobiliser son peuple et repousser les agresseurs ».

Le gouvernement britannique se trouve dans une situation très délicate et redoute que l'émir ne l'entraîne dans une confrontation directe avec le tsar.

La presse russe, déjà, évoque triomphalement sa « marche sur Hérat ». Le journal *Navosti* demande au gouvernement de ne pas céder à la pression britannique mais de « percer une fenêtre vers l'Inde », car Hérat pourrait être une halte appropriée pour nos armées avant qu'elles poursuivent leur marche vers l'océan Indien et la réalisation de notre destin historique ».

### Des merveilles détruites

Malgré leurs discours belliqueux, les deux puissances coloniales s'apprêtent au compromis. Le roi du Danemark, choisi pour arbitre, exige qu'elles reconnaissent la situation existant sur le terrain au 16 mars 1885, c'est-à-dire que les Russes acceptent de se retirer de Pendjeh. Pour leur permettre de sauver la face, l'arbitre couronné propose un échange de territoires.

Les Russes céderont la passe de Zulfiqar, sur le fleuve Hari Roud, à l'Afghanistan contre l'oasis de Pendjeh. Tout est décidé dans les chancelleries européennes à l'aide des vieilles cartes et, bien entendu, sans le moindre souci de la volonté des populations de ces régions.

La crise de Pendjeh va coûter cher aux Afghans. Les Anglais,

toujours soucieux de la sécurité de l'Inde, offrent à l'émir leur collaboration pour renforcer les défenses de la ville stratégique d'Hérat. Une mission technique visite la région et propose la destruction d'une grande partie des fameux monuments historiques et artistiques, uniques dans toute l'Asie centrale. Ceux-ci, construits par les rois Timourides, au quinzième siècle, comportent des écoles (*madrasas*), une grande mosquée (*massalla*) aux coupoles de faïence bleue, des minarets géants, enfin le mausolée de la reine Gauhar Shâd, entouré d'un grand parc planté d'arbres plusieurs fois centenaires.

La plupart de ces bâtiments sont méthodiquement détruits sous la surveillance d'officiers du génie britannique « afin de dégager la route », dans l'attente d'une invasion qui n'aura jamais lieu.

La Russie a enfin pris conscience du fait que dorénavant le moindre mouvement dans la direction de Hérat provoquera un redoutable affrontement. En outre, l'immensité des déserts de l'Asie centrale qui les séparent de l'Inde britannique rend la tâche de ses armées presque impossible. C'est devant la frontière afghane que se dissipe le grand rêve des tsars de tremper enfin leurs bottes dans les eaux chaudes de l'océan Indien.

Mais leurs héritiers envahiront à leur tour, en décembre 1979, le sol du petit peuple voisin — qui se trouve, par la disgrâce de la géographie, sur le chemin de leurs rêves.

SAID QASSIM RESTYA.

\* Voir : *The Price of Liberty, the tragedy of Afghanistan, 1984*, Bardi Editore, Salita de Crescenzi 16, Rome 00186.

١٥٥٠ من الأصل







# Étranger

## LE PLAN DE RÈGLEMENT JORDANO-AMÉRICAIN AU PROCHE-ORIENT

### Je ne suis pas optimiste, affirme M. Yasser Arafat

Le roi Hussein de Jordanie s'est déclaré « déçu », vendredi 7 juin, par « l'attitude négative » d'Israël face à son initiative de paix au Proche-Orient. « Mais nous espérons que nous parviendrons malgré tout (...) à une paix juste et durable dans notre région », a ajouté le souverain haïmémite, interrogé par la chaîne de télévision britannique ITN à l'issue d'un entretien de plus d'une heure et demie avec le premier ministre britannique, Margaret Thatcher.

Répondant à une question sur les réserves exprimées par Israël quant à la réelle volonté des dirigeants de l'Olp de reconnaître l'Etat hébreu, le roi Hussein a dit : « J'ai parlé en leur nom à Washington. (...) Nous étions totalement d'accord avant mon départ sur la déclaration que je ferais. Sur chaque mot. »

M. Yasser Arafat a cependant affirmé au *Wall Street Journal* qu'il n'était pas prêt, pour le moment, à reconnaître les résolutions 242 et 338 de l'ONU, contrairement à ce qu'avait indiqué le roi Hussein à Washington.

Dans un entretien publié vendredi par le quotidien des milieux d'affaires, et qui constitue la première réaction publique du dirigeant palestinien aux efforts de la Jordanie pour relancer le processus de paix, M. Arafat explique qu'il ne se prononcera en faveur de ces résolutions que si les Etats-Unis reconnaissent de leur côté le droit des Palestiniens à l'« autodétermination ».

Ces deux résolutions posent le principe de la paix avec Israël en échange des territoires occupés et évoquent les Palestiniens qu'en termes de réfugiés. Leur acceptation par l'Olp équivaudrait à une reconnaissance implicite d'Israël. « Ils [les Etats-Unis] veulent toujours que ce soit à moi de parler, dit M. Arafat. C'est à mon tour d'écouter les

Américains. Qu'ils disent un seul mot : autodétermination pour le peuple palestinien. »

M. Arafat a encore indiqué qu'il « n'est pas optimiste » quant aux chances de relancer le processus de paix au Proche-Orient.

#### M. Shamir : pas de négociations avec l'Olp

A Paris, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Yitzhak Shamir, s'est prononcé vendredi en faveur de pourparlers préliminaires israélo-jordanien en vue de « déterminer les modalités de la participation des Arabes palestiniens » à d'éventuelles négociations de paix au Proche-Orient.

Au terme d'un entretien avec M. Roland Dumas, son homologue français, M. Shamir a réitéré son opposition à tout contact avec l'Olp et s'est déclaré disposé à engager « des négociations directes avec le roi Hussein sans conditions préalables », afin de s'entendre sur la participation des Palestiniens, qui « ne doivent pas être, a-t-il souligné, des membres de l'Olp ».

Venant de Londres, M. Shamir est arrivé, jeudi, à Paris. Il a assisté en compagnie du président François Mitterrand à l'inauguration de l'exposition « De la Bible à nos jours, trois mille ans d'art », première grande manifestation artistique israélienne en France, et a visité le stand israélien au Salon aéronautique du Bourget. Il devrait quitter Paris dimanche pour Stockholm. Qualifiant d'« ami » son entretien avec M. Dumas, il a indiqué qu'il avait également porté sur « le Liban et l'aide humanitaire » à apporter à ce pays. — (AFP.)

## Brésil

### Les examens du corps présumé de Josef Mengele ont commencé

Sao-Paulo (AFP, AP). — Les examens du corps exhumé au Brésil, qui pourrait être celui de Josef Mengele, ont commencé vendredi 7 juin, a annoncé le chef de la police de Sao-Paulo. Les spécialistes de la morgue ont nettoyé les os et vont commencer à assembler le squelette.

Le sous-directeur de l'institut médico-légal, le docteur José Antonio de Mello, a indiqué que la procédure de la machine à écrire, présentée par des caractéristiques correspondant aux informations transmises d'Allemagne sur les signes distinctifs de Josef Mengele. Parmi ces signes distinctifs, l'un surtout est « très particulier et pourra facilement être vérifié au cours de l'examen du squelette : Mengele est en effet né avec une malformation à l'un de ses index », a ajouté M. De Mello.

D'autre part, la police brésilienne a annoncé qu'elle avait trouvé une photographie du fils du criminel nazi, Rolf, au domicile du couple autrichien vivant à Sao-Paulo. Le commissaire Romen Tuma a, par ailleurs, déclaré être en possession d'un manuscrit rédigé par Mengele. Des examens seront pratiqués sur ce document, afin de déterminer à qui appartiennent les empreintes digitales laissées sur ce manuscrit.

[A New-York, le « chasseur de nazis » Simon Wiesenthal a déclaré vendredi qu'il était maintenant prêt à croire que le corps exhumé jeudi pourrait être celui du criminel de guerre. Il a expliqué avoir changé d'avis (le Monde du 5 juin) après avoir appris la manière dont les enquêteurs avaient été mis sur la piste brésilienne.]

M. Hans Eberhard Klein, procureur de Francfort et chargé du dossier, a, lui, accordé « une certaine vraisemblance » à la mort par noyade de Mengele.

● ERRATUM. — Les auteurs des révélations sur la mort de Josef Mengele au Brésil sont Wolfgang et Liselotte Bommert et non Boffert, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 8 juin. D'autre part, le président de la Confédération israélienne du Brésil s'appelle Benno Milnitsky.

## Pérou

### EXPLOSION DEVANT LE PALAIS PRÉSIDENTIEL

Lima (Reuters). — Une charge de dynamite posée devant le palais présidentiel le vendredi 7 juin a fait sauter deux véhicules au moment où la ville était plongée dans l'obscurité faute d'électricité. L'explosion a fait un blessé. Quatre personnes ont été arrêtées. D'autres explosions se sont produites devant le palais de justice et à proximité des ambassades des Etats-Unis et d'Argentine.

Au moment de l'explosion, un banquet était offert en l'honneur du président argentin, M. Raúl Alfonsín, en visite au Pérou. Aucune indication n'a été donnée sur l'origine de ces attentats. Les coupures d'électricité sont, en revanche, vraisemblablement imputables aux guérilleros maoïstes du Sentier lumineux, qui ont souvent recours à ce type d'actions en dynamitant des pylônes d'alimentation.

## A travers le monde

### Costa-Rica

● ENVOI D'UNE MISSION D'ENQUÊTE DE L'OEA. — L'Organisation des Etats américains (OEA) va envoyer une mission d'enquête au Costa-Rica à la suite de l'incident frontalier survenu avec le Nicaragua le 31 mai dernier.

Cette mission, dont l'envoi a été décidé par le Costa-Rica — a été décidée à l'unanimité, sans composition du secrétaire général de l'Organisation, M. Joao Baena Soares, et de représentants du Mexique, du Venezuela, de Colombie et de Panama (les quatre pays membres du groupe de Contadora). L'annonce de cette mission d'enquête a été accueillie avec « satisfaction » par le Nicaragua. — (AFP.)

### Namibie

● LE GOUVERNEMENT INTÉRIEURE SERA INSTALLÉ LE 17 JUIN. — M. Willie Van Niekerk, ministre de l'Éducation nationale et ancien administrateur général sud-africain de la Namibie, a annoncé, vendredi 7 juin, l'installation le 17 juin d'un « gouvernement intérimaire » dans le cadre d'un « règlement interne ». Cette instance sera composée de représentants de la Conférence multipartite (MPC) de Windhoek. Ce projet est dénoncé par le Swapo (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain). — (Reuters.)

### Turquie

● PEINES DE PRISON REQUISES CONTRE CINQUANTE-SIX INTELLECTUELS. — Le procureur

## Liban

### Le « port privé » du Sud

De notre envoyée spéciale

Nagoura. — Est-ce en prévision d'un départ précipité des habitants en cas de troubles ? Est-ce, au contraire, dans l'espoir de voir la bande frontalière vivre, sans problèmes majeurs, en autarcie ? En tout cas, le port de Nagoura, au Liban-Sud, a été ouvert. Dans une élégante maison de Rmaiche, M. Nicolas Haddad, l'heureux propriétaire de ce nouveau « port privé » à la libanaise, jure ses grands dieux qu'il lui réserve surtout une fonction humanitaire, l'évacuation vers Beyrouth des chrétiens réfugiés qui sont restés insensibles aux appels à s'installer au Sud. A raison de 210 livres par voyage (1), plus de 400 pour une voiture et 13 000 pour un camion, ce bienfait ne sera pas perdu. Même compte tenu du fait qu'une part du gain attendu ira à l'ALS (Armée du Liban-Sud), et une autre aux Forces libanaises (maïsses chrétiennes), puisque les bateaux accosteront dans « leur » cinquième bassin du port de Beyrouth qu'ils contrôlent.

Ouvert le 20 mai, le port de Nagoura, aménagé par une société israélienne, fonctionne sous la garde de l'ALS, dans le voisinage tertiaire de la frontière d'Israël. Des militaires en armes, payés par le propriétaire, surveil-

leront les navires pendant la traversée. Celle-ci s'effectuera toutefois très au large des côtes pour éviter les tirs de batteries du PSP (Parti socialiste progressiste druze) installées au-dessus de la route étiérée Safé-Beyrouth. Deux bateaux doivent faire la navette chaque jour et il n'y a déjà plus de place disponible avant le 12 juin. Les Israéliens exhortent-ils un contrôle sur ce port ? « Absolument pas, répond, presque effusqué, M. Haddad. Ils ont voulu le faire et nous avons dû travailler pour obtenir notre liberté. »

M. Haddad, il est vrai, parle beaucoup avec les Israéliens. Avant notre entretien, quatre hommes du Mossad, débarqués de Mercedes sans plaque, ne sont-ils pas venus en amis prendre un café ? La conversation « en hébreu pour les choses importantes, en arabe pour les banalités d'usage » — nous précise discrètement un visiteur — a été animée. M. Haddad craint-il le départ des Israéliens ? « Nous sommes prêts à défendre notre région », dit-il simplement. En attendant, les affaires sont les affaires et l'organisation du port l'occupe pleinement.

F. C.

(1) Une livre libanaise vaut à peu près 50 centimes.

● Les familles des quatre Français enlevés au Liban reçoivent par M. Mitterrand. — Des membres des familles du journaliste Jean-Paul Kauffmann, du chercheur Michel Saurat et des diplomates Marcel Carton et Marcel Faustin ont été reçus, vendredi après-midi 7 juin, par le président de la République.

A sa présidence de l'Élysée, M. Joëlle Kauffmann s'est déclarée « très réconfortée de savoir que le président prend l'affaire en main lui-même ». « Il faut que cela se sache dans les pays, là-bas », a simplement ajouté l'épouse du journaliste, enlevé le 22 mai à Beyrouth, le même jour que Michel Saurat. M. Joëlle Kauffmann, la mère de Michel Saurat, la mère de Marcel Fontaine et le frère de Marcel Carton ont été reçus ensemble par le chef de l'État.

● L'ambassadeur d'Autriche à Beyrouth et le directeur de l'UNRWA (Agence de l'ONU chargée des réfugiés palestiniens) au Liban, qui avaient été appréhendés et forcés à passer, vendredi 7 juin, dans le camp de Borj-Barajneh par les miliciens d'Amal, ont été libérés au bout d'une heure, a annoncé le ministère des affaires étrangères à Vienne. Les deux hommes, MM. Georg Zwickner et Robert Gallager, avaient été obligés d'entrer à Borj-Barajneh par les miliciens qui voulaient qu'ils négocient la libération de chutes détenues dans le camp.

L'UNRWA a affirmé, de son côté, qu'au moins trois membres de l'agence avaient été également retenus à l'intérieur du camp, outre l'ambassadeur autrichien.

## Tchad

### Paris accorde une rallonge budgétaire à N'Djamena

La France va accorder une aide supplémentaire de 4,5 millions de francs au gouvernement tchadien pour lui permettre de faire face à ses engagements financiers vis-à-vis des maquisards du Sud, qui se sont ralliés, a-t-on appris, vendredi 7 juin, à N'Djamena.

Cette décision a été annoncée par M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'État aux relations extérieures, qui effectuait un séjour dans la capitale tchadienne à l'occasion des cérémonies commémorant la prise du pouvoir par M. Hissène Habré, le 7 juin 1982. Paris versera également une aide budgétaire de 15 millions de francs à l'État tchadien, ce qui porte le total de l'aide française au Tchad à 286,5 millions de francs pour 1985.

La politique de « pacification » dans le Sud mené par M. Hissène Habré ne pouvait avoir d'effets durables que si N'Djamena était en mesure de verser aux « codos » (commandos) ralliés les primes promises et, surtout, une solde régulière, afin d'éviter qu'ils ne retournent en « brousse ».

Le chef de l'État tchadien, d'autre part, invité la population à se mobiliser pour « bouter Kadhafi hors du Tchad », traitant le chef de l'État libyen de « dictateur de Syrie nourrissant des intérêts sordides ». — Les Libyens veulent annexer le Tchad et faire de nous des esclaves », a-t-il souligné, jeudi 6 juin, dans un discours radiodiffusé. — (Reuters, AFP.)

militaire a requis, vendredi 7 juin, à Ankara, des peines de trois à six mois de prison contre cinquante-six intellectuels turcs signataires d'une pétition « pour le plein fonctionnement de la démocratie ». — (AFP.)

## Zaire

● MANIFESTATIONS ANTI-LIBYENNES. — Des manifestations de soutien au maréchal Mobutu et d'hostilité au colonel Kadhafi ont été organisées, vendredi 7 juin, à Kinshasa et dans plusieurs autres villes. Le parlement, l'armée, le syndicat et la « population » ont envoyé des messages de soutien au chef de l'État zairois à la suite des propos tenus par le dirigeant libyen, le 12 mai, à Benjumbura, où il avait appelé la population zairoise à éliminer physiquement le maréchal Mobutu. — (AFP, AP.)

## La réunion ministérielle de l'OTAN à Estoril : un échec relatif pour Washington

De notre correspondant

Lisbonne. — Un échec relatif de la politique américaine en matière de défense : telle est la conclusion de la réunion des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN, qui s'est déroulée à Estoril jeudi 6 et vendredi 7 juin. Les Etats-Unis n'ont pas réussi, en effet, à obtenir l'accord des alliés sur une éventuelle rupture du traité SALT 1 (le Monde du 8 juin). La plupart des représentants des pays européens, de même que le chef de la diplomatie canadienne, ont certes reconnu l'existence des infractions soviétiques aux engagements du traité, mais ils ont considéré que la rupture pourrait détériorer le climat des négociations sur le désarmement qui ont lieu actuellement à Genève.

Cette volonté de ménager les nouveaux dirigeants soviétiques a d'ailleurs été présente tout au long de la réunion. « L'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev est un pas important vers l'amélioration des relations Est-Ouest », a précisé le secrétaire général de l'OTAN lors de son discours d'ouverture. Dans le communiqué final, on fait, d'autre part, appel à la bonne volonté du gouvernement de Moscou pour aider l'OTAN à maintenir la paix. Significativement, le même communiqué insiste sur les objectifs « strictement défensifs » de l'organisation. « Face à la modernisation et au renforcement constant de l'arsenal nucléaire et classique soviétique, nous maintenons une dissuasion crédible reposant sur des forces classiques et nucléaires suffisantes (...). En sauvegardant la paix, notre stratégie de dissuasion a prouvé sa valeur. Elle la conserve entièrement. Son objectif est de prévenir la guerre et de nous permettre de résister à l'intimidation », lit-on notamment dans ce texte, où les partenaires des Etats-Unis renouvellent, par ailleurs, leur soutien à la position américaine dans les négociations de Genève.

Des divergences entre Washington et ses alliés se sont manifestées, d'autre part, à propos de l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan. Aucune référence explicite et surtout aucun soutien de l'alliance atlantique à ce programme spatial n'apparaissent dans le communiqué final. Après la France, cer-

tains pays, notamment le Danemark, la Norvège et la Grèce, ont exprimé les plus grandes réserves à l'égard du projet. Faute d'un accord, on s'est réfugié dans un silence prudent.

Selon M. Shultz, l'attitude de ces pays européens n'a rien de dramatique. « Après tout, a souligné le secrétaire d'État américain, cette réunion nous a permis de connaître la position de plusieurs pays qui ne s'étaient pas encore manifestés. Aussi, nos contacts ont-ils été assez positifs. D'autres personnalités faisaient remarquer que le projet de « guerre des étoiles » avait déjà reçu l'appui des ministres de la défense de l'OTAN, réunis au Luxembourg le mois de mars dernier... »

En dehors de ces questions, sans doute les plus polémiques, les seize ministres des affaires étrangères ont apporté leur soutien aux efforts menés par la RFA en vue d'améliorer ses relations avec la RDA. Ils ont également évoqué la situation en Pologne et en Afghanistan. A propos de ce dernier pays, ils ont exprimé le souhait d'un retrait rapide des troupes soviétiques.

Comme c'est l'habitude, les ministres ont occupé une large partie de leur temps avec des rencontres bilatérales. MM. Shultz et Moran, par exemple, se sont longuement entretenus à propos des relations militaires entre les Etats-Unis et l'Espagne. M. Shultz a accepté une proposition de son collègue espagnol, qui souhaitait négocier une réduction du contingent militaire nord-américain stationné en Espagne. Pourtant, selon M. Shultz, ces négociations ne doivent avoir lieu qu'après le référendum sur l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN, prévu pour le mois de mars 1986. M. Moran considère, en revanche, qu'il faudrait s'en occuper dès maintenant.

JOSÉ REBELLO.

[A Moscou, nous indiquons notre correspondant, Dominique Diémoz, l'agence Tass présente comme « une nouvelle découverte » pour Washington le résultat des travaux des ministres de l'OTAN, et attribue à l'absence des « milieux les plus puissants d'Europe occidentale » le refus de certains alliés des Etats-Unis d'approfondir l'IDS. La France de ce samedi matin, pour sa part, l'écarterait sur le respect des accords SALT 2, à propos desquels le président Reagan s'est déclaré prochainement.]

## LA PRÉPARATION DU SOMMET DE MILAN

- Les ministres des affaires étrangères de la CEE sont réunis à Stresa
- Un nouveau Comité d'action pour l'Europe lance un appel au conseil européen

Les ministres des affaires étrangères de la CEE se réunissent, ce samedi 8 et dimanche 9 juin à Stresa (Italie), pour préparer la préparation du sommet convoqué pour les 28 et 29 juin, à Milan, et qui sera dominé par la réforme institutionnelle de la Communauté. Cette réunion des ministres, en principe semestrielle et informelle mais à laquelle la proximité du conseil européen confère une importance exceptionnelle, devait être largement consacrée à l'élaboration politique de l'Europe, à la coopération technologique et à la révision de certaines procédures de fonctionnement de la Communauté.

A Paris, M. Mitterrand a reçu, vendredi, les présidents des assemblées parlementaires des Dix, auxquels s'étaient joints leurs collègues espagnol et portugais, réunis à l'invitation de MM. Mermaz et Poher, respectivement président de l'Assemblée nationale et du Sénat. « Il faut avancer à Milan, a déclaré le chef de l'État. La France, pour sa part, s'engage pleinement pour contribuer à cette réussite (...), pour que les générations suivantes n'assistent pas au déclin de ce que nous sommes. Une nécessité plus grande que nous l'imposons. »

A Bonn, nous indiquons notre correspondant Henri de Breuille, un nouveau Comité d'action pour l'Europe, fondé à l'initiative d'anciens membres du Comité Jean Monnet pour l'Europe, vient de se créer, et a tenu sa première réunion, jeudi et vendredi, avant d'être reçu à déjeuner à la chancellerie par M. Kohl. Ses membres comprennent des personnalités politiques, syndicales et du monde des affaires de tous les pays de la Communauté. On y relève notamment, à côté de personnalités comme l'ex-chancelier Schmidt, l'ancien premier ministre britannique Edward Heath et l'ancien premier ministre néerlandais, M. Joop den Uyl, les noms des dirigeants de tous les principaux partis politiques allemands. Et, du côté français, ceux de MM. Jacques Delors, président de la Commission européenne, Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, et Marcel Bouteux, président d'EDF.

Convoqués par le Comité, « par son incapacité à décider, n'assume pas les responsabilités qui lui confient les traités », le Comité demande au conseil européen de porter remède à cette situation, et de « renforcer le processus de décision au sein du conseil des ministres », ajoute notre correspondant. Il souligne qu'on ne combattra effectivement le chômage en Europe que si l'on est capable de retrouver les voies du dynamisme économique. Pour y parvenir, le Comité invite les responsables à tout mettre en œuvre pour atteindre trois objectifs, à ses yeux prioritaires : la constitution d'un véritable marché unique (supposant, notamment, l'ouverture des marchés publics et la résolution du problème des normes) ; l'éducation d'une Europe technologique, concentrant et rationalisant ses efforts dans les secteurs porteurs d'avenir ; enfin, l'adoption de mesures concrètes pour renforcer le système monétaire européen.

● M. Flesch président des libéraux européens. — Ancien ministre des affaires étrangères du Luxembourg, M. Colette Flesch a été élue, vendredi 7 juin, présidente de la Fédération des libéraux et démocrates de la Communauté européenne (LDE). A l'occasion de son congrès annuel, qui se tenait à Groningue (Pays-Bas), depuis mercredi. Elle succède à M. Willy de Clerq (Belgique), nommé à la Commission européenne. — (AFP.)

سكوا من الأصل



stérielle  
mil :

pour Washington

« Les pays arabes ont obtenu à l'Assemblée générale de l'Onu le plus grand nombre de votes pour l'adoption de la résolution sur le boycott de l'Etat d'Israël. »

« Selon les statistiques, l'Arabie saoudite est le pays qui a obtenu le plus grand nombre de votes pour l'adoption de la résolution sur le boycott de l'Etat d'Israël. »

« La décision de l'Assemblée générale de l'Onu est la plus importante prise par l'Organisation des Nations unies depuis sa création. »

« Comme l'Arabie saoudite est le pays qui a obtenu le plus grand nombre de votes pour l'adoption de la résolution sur le boycott de l'Etat d'Israël, elle est considérée comme le pays qui a le plus grand nombre de votes pour l'adoption de la résolution sur le boycott de l'Etat d'Israël. »

ADOLPHE

« La décision de l'Assemblée générale de l'Onu est la plus importante prise par l'Organisation des Nations unies depuis sa création. »

ANNÉE DE MILAN

les étrangers  
à Sirena

les étrangers  
à Sirena

« Les étrangers à Sirena... »

« Les étrangers à Sirena... »

« Les étrangers à Sirena... »

« Les étrangers à Sirena... »

« Les étrangers à Sirena... »



Françoise Delafosse et Pierre Homsy

## A la recherche de l'excellence en publicité.

**L**e monde de la publicité évolue. Les agences se différencient de plus en plus. Comme les banques ou les restaurants, elles n'offrent pas toutes le même service ni la même qualité. Il nous a semblé utile pour les annonceurs et pour ceux qui ne nous connaissent pas encore très bien de préciser notre philosophie.

La perfection n'existe pas en publicité. On ne peut que l'approcher au plus près. Cette approche constante de la perfection, nous l'appelons l'excellence. Pour nous, elle tient en quelques points principaux.

### 1 - Créer des campagnes qui durent.

Une image de marque, ça se construit. Avec du talent mais aussi avec de la persévérance et du temps. Pas en faisant des "coups publicitaires" qui sont souvent dangereux et trompeurs. Nos campagnes durent plusieurs années parce qu'elles reposent sur des concepts qui positionnent fortement les produits et en définitive font les marques vedettes. Nos annonceurs y gagnent doublement. Leurs marques s'implantent solidement et ils réalisent souvent une économie importante sur les frais techniques en années 2, 3, 4, comme ce fut le cas pour les campagnes Marie Brizard, "33" Export, Camel, etc.

### 2 - Faire du sur-mesure à partir des produits.

Chez nous, c'est le produit qui est toujours la vedette de la campagne. La publicité que nous créons ne comporte rien de gratuit. Quand nous utilisons l'humour, le comparatif ou le suggestif, c'est toujours au bénéfice de la marque ou du produit.

### 3 - Aider les annonceurs à gagner de l'argent.

La publicité doit permettre aux annonceurs de valoriser fortement leur image de marque. Une publicité bien faite permet à l'annonceur de rentabiliser son investissement en donnant une "valeur ajoutée" à ses services ou à ses produits.

### 4 - Mettre en face des annonceurs des publicitaires professionnels qui ont fait leurs preuves.

Le rôle d'une agence de publicité est avant tout de faire de la bonne création. C'est pourquoi nous avons fortement investi dans ce domaine. La création est placée sous la supervision de Françoise Delafosse. Les équipes créatives de très haut niveau constituent un potentiel capable de diriger 3 agences de notre taille. Quelle que soit la taille de leurs budgets ou le service qu'ils demandent, nos clients sont assurés de trouver à l'agence, outre la Direction, des seniors qui sont des professionnels de talent. C'est pour tout annonceur un gain de temps et une sécurité.

### 5 - Créer des campagnes qui obtiennent des résultats commerciaux. Et pas seulement des prix publicitaires.

Nous n'envoyons nos travaux à aucun de ces "concours" car nous croyons avant tout au score d'impact des campagnes objectivement établi ainsi qu'aux résultats obtenus par les produits que nous défendons : progression de leur image, augmentation de leur demande par les consommateurs.

### 6 - Acheter l'espace au meilleur prix.

Notre agence est unanimement reconnue pour la qualité de son media planning et de son achat d'espace. Dans ce domaine, les besoins des annonceurs sont différents. Certains veulent les prix les plus bas. D'autres souhaitent le meilleur rapport qualité/prix, ou recherchent du rédactionnel. D'autres encore sont sensibles à la créativité media.

Or, nous sommes la seule agence en France qui réalise la quasi totalité de l'achat d'espace de ses clients. De grands groupes, qui ne sont pas nos clients en création, nous confient leur achat d'espace. Pourquoi ? Parce que nous sommes compétitifs quel que soit le problème média d'un annonceur.

### 7 - Refuser les campagnes spéculatives qui sont faites au détriment des clients acquis.

Refuser les campagnes spéculatives n'est pas une position facile à tenir, mais c'est pour nous avant tout une question de principe et de logique. Nous pensons que la publicité est aujourd'hui adulte. Alors, pourquoi choisir une agence sur une campagne spéculative quand on choisit un avocat ou un chirurgien sur ses succès et sa réputation ?

Lorsque les agences acceptent de faire des campagnes spéculatives, elles y consacrent leurs meilleures équipes. Cela au détriment des clients acquis.

### 8 - Proposer un système unique qui fait de notre agence une agence unique.

Est-ce qu'une agence qui appliquerait nos méthodes avec rigueur, qui déboucherait certains de nos collaborateurs, pourrait réaliser d'aussi bonnes performances ?

Nous ne le pensons pas. Le succès de notre agence est basé sur la fidélité de nos clients qui apprécient un système, un conseil de haut niveau, et aussi une ambiance de travail.

Notre objectif est d'attirer les meilleurs annonceurs, ceux qui comprennent la publicité, qui travaillent avec leur agence en partenaires et qui exigent la très haute qualité. Nous savons qu'avec de tels annonceurs, nous aurons des campagnes efficaces, de bons résultats financiers et une croissance assurée.

Enfin, nous voudrions répéter ici un principe à ne jamais perdre de vue : la compétence régulière et sûre d'une agence ne doit pas se mesurer à 3 ou 4 campagnes réussies mais à l'ensemble de sa production.

Pour recevoir la brochure qui contient la totalité de notre production, adressez simplement votre carte de visite à l'Agence Homsy Delafosse et Associés S.A.

216 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris ou bien téléphonez à Pierre Homsy, au 544.38.67.

Nous avons 50 produits à défendre. Nous avons 50 campagnes à montrer.

*Homsy Delafosse & Associés S.A.*



## Étranger

# Pologne : créateurs en dépit de tout

## Le monde foisonnant de la « culture non officielle »

Après avoir réagi à « l'état de guerre » par un sévère boycottage des activités officielles, les créateurs et artistes continuent à mettre en échec la « normalisation » culturelle.

Des 4 000 membres que comptait l'ancienne Union des comédiens (ZASP) dissoute le 1<sup>er</sup> décembre 1982, seuls 2 000 ont rejoint aujourd'hui la nouvelle. Quantitativement, le résultat n'est pas mauvais, mais la qualité fait défaut.

Les Polonais se répètent avec jubilation ce dialogue, devenu célèbre, entre le président de la nouvelle association et une des comédiennes les plus connues du pays, Irena Eichler. « Venez donc à notre organisation, vous dunt le nom et l'autorité nous sont si précieux... »

— Je ne peux pas, cher collègue, croyez-moi.  
— Et pourquoi ?  
— Parce que mon nom et mon autorité me sont si précieux !

La situation est similaire dans le monde des lettres. Des 14 000 membres de l'ancienne Union des écrivains (ZLP) dissoute en août 1983, seulement 610 ont demandé à adhérer à la nouvelle organisation. Les « nouveaux écrivains », pour arriver à un effectif de 750 membres, ont révisé les statuts et facilité l'adhésion des débutants.

La troisième des organisations artistiques, celles des beaux-arts (ZPAF) dissoute le 20 juin 1983, qui comptait 11 000 membres, a été remplacée par trois organisations différentes : peintres, sculpteurs et graveurs. Aucune, sans doute par modestie, n'a rendu public le nombre de ses adhérents.

Les autorités, après avoir dissous les trois organisations et épuisé tous les moyens de persuasion, ont adopté l'attitude des parents impatients attendant que passe l'âge ingrat. Officiellement, cette politique est définie, c'est Waldemar Świryn, secrétaire du comité central chargé de la culture : « Pour l'instant, nous sommes peu nombreux, mais il faut que la minorité organisée devienne majorité intellectuelle. Le chemin semble long, tant la

minorité organisée manque de notoriété.

Un « incident fâcheux » a marqué le passage de l'ère du boycottage à celle de la culture « indépendante ». Douze des sympathisants les plus dévoués de la normalisation, choisis parmi les écrivains, comédiens et peintres les plus actifs dans leur soutien au régime, ont été convoqués au commissariat central de Varsovie pour « interroger dans le cadre d'un crime contre les intérêts fondamentaux de l'Etat ». Après deux heures d'attente, un officier est venu s'excuser de ce « malentendu déplorable » qui ne saurait s'expliquer que par le fait que des formulaires de convocations à blanc avaient été volés dans les bureaux du commissariat.

La « culture non officielle » a trouvé tout d'abord refuge dans les églises, dont certaines sont devenues des centres d'arts.

### Dans les catacombes

En 1984, quatre grandes expositions d'arts plastiques ont lieu dans les églises de Varsovie, de Gdansk et de Cracovie. « Apocalypse — lumières dans le noir » dans les catacombes de Saint-Alexandre à Varsovie, où 68 peintres, sculpteurs et graveurs ont exposé, en décembre, 180 œuvres. Les signes de la croix, à l'église en travaux de la rue Zygmunt à Varsovie, a réuni 80 auteurs et 200 œuvres. En octobre, à l'église Saint-Maximilien de Nowa-Huta, faubourg industriel de Cracovie, la plus grande exposition de la peinture « indépendante » a permis à 100 artistes de présenter plus de 250 toiles et gravures. En août à l'église des dominicains à Gdansk, proche des chantiers navals, Lech Waleś a inauguré l'exposition « Les artistes, aux ouvriers des chantiers de Gdansk » qui a réuni les œuvres de créateurs de sept grandes villes polonaises.

Les comédiens jouent devant l'autel des drames et montages poétiques, fondés sur le grand répertoire national des poètes romantiques Adam Mickiewicz, Juliusz Słowacki et Cyprian Kamil Norwid. Parfois ce répertoire, bien que fortement imprégné de

religion, doit être « légèrement retouché » pour ne pas offenser la majesté des lieux.

Une des troupes les plus connues, le Théâtre du huitième jour, chassé il y a un an de sa propre salle à Poznań, continue d'exister grâce au mécénat de l'église, et a mis au point un répertoire modifiable selon les « obstacles prévisibles » — salle contenant « trop de crucifix », public « trop bigot », curé « trop jésuite ». Ce dernier cas, à en croire les membres de la troupe, est le plus délicat. « Une fois, un vieux curé nous a demandé si nous étions croyants. Nous avons répondu non, et ajouté que l'auteur joué ce soir-là était un juif russe, Ossip Mandelstam ».

Mais vous êtes ou moins des bons Polonais ? s'inquiète le curé...  
— Chacun de nous a été ou moins une fois interné, arrêté ou placé en garde à vue.  
— Et vous n'êtes toujours pas croyants ?

Ces manifestations modestes ont été couronnées par un spectacle de la plus grande portée artistique dont même la presse officielle du parti s'est crue obligée de rendre compte, bien qu'en termes très réservés. Le *Cercueil* (Wiercownik) d'Ernest Bryll, joué en scène par Andrzej Wajda et joué par Krystyna Janda, Olgierd

Lukaszewicz et Daniel Olbrychski à l'église de la rue Zygmunt à Varsovie, est, peut-être avant tout, un événement littéraire. Ernest Bryll, auteur dramatique contemporain à succès, a écrit sa pièce dans la tradition très polonaise des « mystères de la Passion », conçu pour être joué à l'intérieur de l'église. Comme les œuvres du Moyen Âge polonais qui sacrifiaient la fidélité à l'Evangile aux références à l'actualité, Wiercownik est avant tout une pièce contemporaine.

### Les cassettes subversives

Peintres et sculpteurs recherchent eux aussi leur place dans le monde de la culture non officielle.

En 1984, on a vu se multiplier les expositions privées, organisées dans des ateliers ou les appartements des artistes. 23 expositions de ce genre ont réuni à Varsovie les œuvres de 53 artistes. 50 autres ont été exposées dans des galeries privées, 10 expositions « itinérantes » de Gdansk, Cracovie, Poznań et Wrocław ont été accueillies dans des ateliers varsoviens.

De nombreux comédiens signent de leur voix et même de leur nom les cassettes éditées par les éditions clandestines « Nova » et « CDN », enregistrant dans des

studios clandestins des montages poétiques, des émissions dramatiques ou des lectures de livres. La bibliothèque complète de ces « cassettes subversives » compte plus de 100 titres, dont de nombreux récitals de chansons. Les vedettes des clandestins sont des jeunes chanteurs Jacek Kaczmarski, Krzysztof Krol et Przemysław Gintrowski, mais aussi les anciens des hits-parades : Piotr Szczepanik, Wojciech Młynarski et Jan Pietrzak.

Les groupes rocks et punks ne restent pas à l'écart de la politique. En 1983, le public du plus grand festival polonais du rock « Le rock dans l'ile », à Wrocław, chauffé par les chansons à double sens des groupes « Lombard » et « Lady Pank », a scandé pendant vingt minutes « Solidarność ! Solidarność ! ». En 1984, au cours d'un autre festival rock, le « Rock Arena », à Poznań, tous, musiciens, techniciens et organisateurs, ont appelé au boycottage des élections.

Mais le combat des punks reste peu connu, et le journal clandestin *Myśl* de Wrocław juge nécessaire de lancer cet appel pressant à ses lecteurs : « Quand tu vois un punk dans la rue, ne le regarde pas comme s'il était un malfaiteur. Lui aussi a sa dignité et ses convictions, souvent les mêmes que toi. Lui non plus n'a pas voté aux élections régionales ».

Dans l'univers de la « culture non officielle », une place tout à fait particulière revient au livre. En 1984, les huit maisons d'édition dirigées par les clandestins ont publié 549 ouvrages, en moyenne un livre et demi tous les jours... A en croire les périodiques clandestins de critique littéraire (9 titres à Varsovie, Cracovie, Gdansk, Wrocław et Poznań), les honoraires versés aux auteurs sont légèrement plus élevés que dans les éditions d'Etat (les « clandestins » n'ont pas de frais bureaucratiques) et le livre est publié en deux mois, alors que dans le secteur officiel l'auteur doit attendre quatre à cinq ans (s'il n'est pas un porte-parole du gouvernement ou un vice-premier ministre, dont les livres paraissent en trois mois). La majorité des titres sont des romans et poèmes des écrivains

publiant uniquement « sous le manteau » (Zbigniew Herbert, Marek Nowakowski, Tadeusz Konwicki), de ceux qui écrivent pour les maisons d'éditions officielles adressant aux clandestins les livres refusés par la censure (Marian Brandys, Ryszard Krynicki, Wiktor Woroszyński), et enfin, chose tout à fait remarquable, des ouvrages de débutants (Pawlak, Jarota, Oryszyn) qui n'ont jamais essayé de présenter leurs manuscrits dans une édition d'Etat et qui, chez les clandestins, en sont à leur deuxième ou troisième livre.

Les grands événements littéraires de 1984 ont été, selon les critiques non officiels, un recueil de poèmes de Zbigniew Herbert, *Rapport de la ville asséchée*, et un roman de Jarosław Marek Rymkiewicz, *Dialogues polonais de l'été 83* (1).

Les critiques littéraires officiels, après avoir longtemps ignoré la « littérature antisocialiste », lui donnent à présent le nom plus élégant de « livres du second circuit ». Les uns déplorent que « certains grands écrivains aient choisi la voie de la division », les autres, plus pratiques, citent dans leurs essais les titres, oubliant seulement d'indiquer l'éditeur.

Le dernier-né de la culture non officielle est la vidéo-cassette. La maison d'édition Nova en est à son troisième titre, le premier était un film interdit par la censure : *Interrogatoire*, de Ryszard Bugajski avec Krystyna Janda. Dans les nouveautés « annoncées » (cela existe aussi) Nova promet d'autres films polonais interdits (*Jo Fièvre et la Femme seule*, d'Agneszka Holland, *la Mère des rois*, de Janusz Zaorski et *Rivière fidèle*, de Tadeusz Chmielewski). Enfin on verra paraître bientôt le premier logiciel clandestin, un jeu de simulation destiné aux micro-ordinateurs : « Les zozos et le défilé du 1<sup>er</sup> mai ». Belle distraction après quatre ans de normalisation !

VINCENT WOLSKI.

(1) Le livre indépendant a eu également son best-seller, un livre qui se prêtait pour la nuit à des amis inscrits sur une liste d'attente : *Konspira* (des extraits en ont été publiés par le Monde daté 17-18 mars 1985).

## Les universités sur la défensive

Les diverses activités qui ignorent la censure et les cadres officiels font désormais partie intégrante de la vie sociale et culturelle. Elles sont le poumon sans lequel bien des Polonais auraient le sentiment d'étouffer.

Parallèlement, se livre un autre « combat », moins spectaculaire, et seulement défensif, sur le terrain de l'enseignement officiel, en particulier de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'enjeu peut paraître étrange : il s'agit, pour la grande majorité du monde universitaire, de tenter de préserver une loi pourtant votée dans les premiers mois de l'état de guerre, en mai 1982, mais que le pouvoir estime à présent dangereusement libérale. Le paradoxe n'est qu'apparent, car cette loi constituait l'aboutissement partiel des propositions formulées par les universitaires et les étudiants à l'époque « légale » de Solidarność. Elle garantissait aux établissements d'enseignement supérieur une certaine autonomie, une certaine liberté aussi dans le choix des domaines d'études et de recherches, et dans l'élection des recteurs et des différents organismes représentatifs des professeurs et des étudiants. Si ce texte a été voté alors même que presque toutes les libertés civiles avaient été suspendues par l'état de guerre, c'est qu'à l'époque le pouvoir pressentait son coup de force comme un mal nécessaire, tout en proclamant son attachement à la poursuite du « renouveau ».

Mais cette loi, déjà anachronique, allait bien vite être corrigée par des restrictions présentées comme provisoires en été 1983. L'année suivante, le ministre de l'enseignement supérieur, agissant sur ordre direct du général Jaruzelski, allait marquer une limite supplémentaire en refusant d'entériner l'élection d'un nouveau recteur de l'université de Varsovie, le professeur Szaniawski, connu pour ses liens avec Solidarność.

### « Passer à l'offensive »

Suivit alors une phase d'observation et d'attente. Tandis que les menaces se faisaient de plus en plus lourdes, un certain nombre d'universitaires tentaient de préserver ce qui pouvait encore l'être : après tout, l'enseignement supérieur — étudiants et professeurs — avait été à peu près complètement épargné par les purges et les divers processus de vérification des cadres. Ne serait-il pas possible, estimaient certains, y compris parmi les déterminés, de trouver une sorte de *modus vivendi* avec les autorités, quitte à s'abstenir dans l'avenir de les irriter inutilement en éliminant trop clairement « engagées » ?

Le pari était que le pouvoir, par souci de tranquillité intérieure et de respectabilité extérieure, n'estimerait pas de son intérêt de porter le fer de la normalisation à l'intérieur des enceintes universitaires.

De fait, les dirigeants semblaient hésiter assez longtemps, mais il faut croire que le ressentiment était trop fort à l'égard des intellectuels en général et des universitaires en particulier — ou que la logique d'une remise au pas générale ne souffrait pas d'exception.

Dans un document publié en mai dernier, à la veille d'un plénum du comité central, le bureau politique exprimait son « inquiétude » face à l'« effervescence » qui continuait à agiter les milieux intellectuels. « La culture, les lettres et les beaux-arts sont sous la pression des ennemis du socialisme », constataient amèrement les dirigeants du parti. « Dans les universités et les écoles polytechniques, le processus d'éducation des étudiants dans l'esprit socialiste laisse beaucoup à désirer », et à peine 20 % des étudiants adhèrent aux organisations officielles. Conclusion : il faut « renforcer l'influence de l'Etat, c'est-à-dire du parti, sur le fonctionnement de l'enseignement, approfondir les prérogatives du pouvoir en matière de politique des cadres, élargir le mécanisme de l'Etat en ce qui concerne les créateurs ». (C'est-à-dire les rendre plus dépendants). De plus, « les sciences fondées sur le marxisme-léninisme doivent élargir leur influence pour accélérer la formation des esprits ».

Quelques jours plus tard, le général Jaruzelski lui-même appelait à « passer à l'offensive » dans ce domaine, et il devenait dès lors clair que le projet de modification de la loi sur l'enseignement supérieur, que le pouvoir gardait sous le coude depuis plusieurs mois, retrouverait toute son actualité. Le texte du projet, désormais connu, confirme les craintes des milieux universitaires. Les amendements prévus, — qui risquent fort d'être votés par le Parlement à la faveur des vacances d'été, — donnent le dernier mot, dans tous les domaines, aux autorités centrales. Professeurs, étudiants et responsables élus — avec agrément du ministre — sont tenus de faire preuve d'une loyauté synonyme d'obéissance. Et le ministre aura toute latitude pour chasser de l'enseignement supérieur tout enseignant ou étudiant suspect d'« activités antisocialistes ».

En fait, signe du net raidissement actuel, cette disposition vient d'être appliquée avant même son entrée en vigueur. Le licenciement soudain, courant avril, du professeur Geremek, médiévisé de renom, très connu pour son rôle de conseiller de Lech Waleś, et qui fut longtemps à ce titre un interlocuteur des gouvernements, a été ressenti comme un signe de très mauvais augure, d'autant qu'il est intervenu le jour même de l'arrivée à Varsovie du numéro un soviétique, M. Gorbatchev. Le porte-parole du gouvernement a ensuite justifié cette décision en affirmant que le professeur Geremek aurait tenu des propos « antisoviétiques » au cours d'une conférence — ce qui

n'est pourtant guère dans le tempérament d'un homme, audacieux sur le fond, mais qui pèse soigneusement ses mots, surtout en public. En fait, le pouvoir a voulu faire un exemple, d'autant mieux choisi que M. Geremek comptait parmi les quelques représentants « officiels » de Solidarność que les ministres occidentaux (notamment britannique et italien) de passage à Varsovie tiennent à rencontrer.

Ce geste brutal rompait — et ce délibérément — avec une sorte de tradition qui voulait que si les universitaires opposants prenaient souvent le chemin de la prison (M. Geremek y a fait deux séjours), leur activité professionnelle restait épargnée. La mesure a suscité une protestation quasi unanime du sénat de l'Université de Varsovie et de plusieurs centaines de membres de l'Académie des sciences, mais le pouvoir a immédiatement répliqué en suspendant tous les ordres de mission à l'étranger des signataires de cette protestation.

### Des ouvriers protestent

L'heure est donc, dans tous les domaines, à la discipline et aux sanctions. Mais le monde universitaire, plutôt que de laisser passer l'orage, a préféré se mobiliser. Des meetings de protestation contre le projet de loi se sont tenus à Varsovie, Wrocław, Cracovie, Gdansk, la Diète (Parlement) a même reçu une lettre signée par cent trente ouvriers

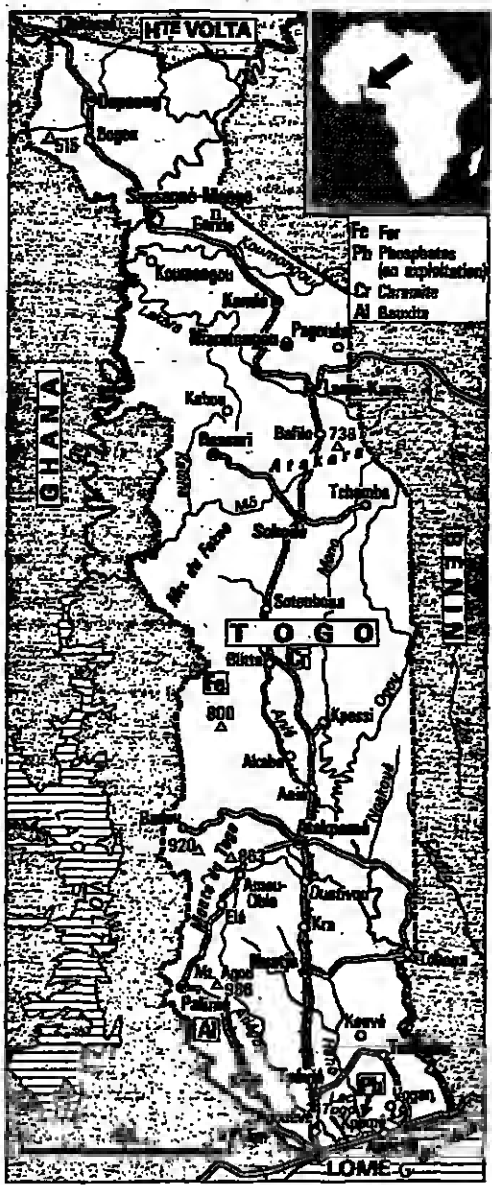
d'une usine de Wrocław, comme pour souligner que l'union des intellectuels et des ouvriers, qui avait fait la force de Solidarność et exaspéré le pouvoir, restait à l'ordre du jour. Et le professeur Lipinski, membre fondateur du KOR (comité de défense des ouvriers), protégé par son très grand âge — il a quatre-vingt-seize ans, — tonna de son côté contre les agissements du pouvoir, qui rappellent les périodes les plus sombres de la Pologne populaire, et laissent craindre « que la science polonaise ne partage bientôt le sort réservé à la science tchécoslovaque après 1968 ».

En Occident, aussi, des universitaires polonais — en particulier le philosophe Leszek Kołakowski — ont alerté leurs collègues. Un grand nombre de chercheurs occidentaux, une vingtaine de prix Nobel, ont donc « pétitionné » à leur tour, pour la défense des libertés universitaires en Pologne. Les nms et les autres ont-ils la moindre possibilité d'enrayer ce que certains décrivent comme « un lent processus de sovietisation de la Pologne » ? De telles démarches ont-elles la moindre chance de succès auprès d'un pouvoir qui semble depuis belle lurette avoir fait son deuil de l'« image » qu'il donne de lui à l'extérieur ? L'affaire peut sembler mal engagée. Mais il est déjà arrivé que l'équipe dirigeante actuelle, après avoir bien montré ses muscles et sa puissance, opère un repli tactique. Rien, pour l'instant, ne l'annonce.

JAN KRAUZE.



# Togo: l'Afrique sans ses tourments (I)



**R**ÉPONDANT au voyage officiel de M. Mitterrand dans son pays, en janvier 1983, le général Eyadema, président du Togo, fera une visite d'Etat en France du 10 au 13 juin. Ce sera là une nouvelle démonstration de l'excellence des relations entre Paris et Lomé. Même s'il a paru boudier le dernier sommet franco-africain, il n'a pas pu brouiller le dernier lien. Le chef de l'Etat togolais est un des partenaires les plus sûrs de la France, en raison de ses sentiments amicaux et à cause de l'habileté politique qui lui a permis de se maintenir au pouvoir depuis le 13 janvier 1967.

Tout en cultivant l'« authenticité » africaine dans ses chants et certains de ses comportements, le Togo mène une politique de coopération sans complexe et sans arrière-pensée avec la France. Il a su s'adapter en 1981 aux changements intervenus à Paris, au point de devenir un des interlocuteurs préférés des responsables en activité depuis la victoire de la gauche.

L'esprit de coopération s'étend à la première puissance mondiale, l'Allemagne, dont la France et la Grande-Bretagne prirent la place après la première guerre mondiale, l'une au Togo actuel, l'autre au Ghana. Privilegeant les relations avec l'Europe occidentale, le Togo, où furent signées successivement les trois conventions entre les représentants de la Communauté économique européenne et ceux des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), pratique une diplomatie de la neutralité qui lui permet d'être en bons termes aussi bien avec les Américains qu'avec les Nord-Coréens.

C'est surtout en Afrique noire que le Togo s'attache à un rôle de conciliation qui peut se comparer à celui joué par la Tunisie dans le monde arabe et maghrabin. Etiré en longueur avec plus de 2 000 kilomètres de frontières terrestres, le Togo a toutes les raisons de souhaiter la paix et la stabilité régionales. Le président Eyadema y a contribué en effectuant, souvent avec succès, plusieurs missions de médiation.

Petit pays dix fois moins grand que la France avec une population évaluée maintenant à trois millions d'habitants, le Togo voudrait être « la Suisse de l'Afrique ». Il est déjà devenu un carrefour de rencontres internationales dont les invités les plus divers apprécient le sens de l'hospitalité.

Le Togo échappe à un des tourments de l'Afrique, l'instabilité politique accompagnée de violences dans la lutte pour le pouvoir. Malgré son jeune âge, le président Eyadema est en passe de devenir un des « doyens » du continent. Sa voix est écoutée, et il joue sur la scène africaine un rôle plus important que les dirigeants souvent éphémères d'Etats aux ressources plus considérables. Au moment où les pays arabes s'inquiètent de l'éventuelle création d'une ligue des Etats d'Afrique noire et d'une possible reprise des relations diplomatiques avec Israël dans le sillage du Zaïre, le Togo est couronné par différents émissaires.

APRÈS une période de turbulences, dans les années qui suivirent l'indépendance, les conflits internes, à cause de rivalités tribales, autre plaie de l'Afrique, se sont en partie apaisés. L'opposition en exil ne manque pas de dénoncer les atteintes aux droits de l'homme. Malgré le caractère personnel du pouvoir, il semble que celles-ci soient moins le résultat d'une politique délibérée à l'échelon supérieur que de l'insécurité ou du zèle intempestif des administrations subalternes. Amnesty International a été amenée à enquêter sur plusieurs « affaires » de nature à nuire à l'image de respectabilité que veut donner le régime. Par comparaison avec ce qui se passe dans certains pays du tiers-monde, les résultats sont relativement encourageants sur le plan des libertés et de la sécurité des personnes.

Enfin, grâce à une politique de développement rural et à l'existence de ressources minières, le Togo, sans être riche, échappe à la grande misère. La chute des cours du phosphate, en 1976, l'avait mis en difficulté. Il s'est engagé dans une politique d'assainissement économique qui fera l'objet d'un autre supplément consacré à ce pays dans nos éditions du 13 juin 1985.

## « La revalorisation de nos matières premières est essentielle pour notre pays » nous déclare le président Eyadema

**C**ELUI que Paris va accueillir avec les fastes d'une visite d'Etat est né en 1936 dans une famille modeste du nord du Togo. Il fut remarqué et éduqué par des missionnaires protestants avant de s'engager dans l'armée française. Ses états de service, en Indochine et en Algérie, lui ont valu la Légion d'honneur. Quand il offre les digestifs à ses hôtes après un banquet, il peut être un amusant conteur ; en privé, il sait aussi trouver les mots qu'il faut lorsqu'il veut convaincre un visiteur de sa bonne foi à propos d'affaires qui lui tiennent particulièrement à cœur. Mais, pour une interview officielle, il est d'une concision toute militaire si on veut l'entraîner sur un terrain qu'il n'a pas choisi.

« Qu'attendez-vous de votre prochaine visite en France ?

— Entre nous et la France, il n'y a pas de problèmes. Il s'agit d'une visite de retour après celle que le président Mitterrand a effectuée au Togo en janvier 1983. Le président de la République française est un infatigable défenseur des intérêts du tiers-monde ; il l'a montré récemment encore à Bonn. Il connaît nos difficultés et nos désirs. Entre 1973 et 1975, la hausse du phosphate nous a incités à investir. Nous avons promis l'eau potable et l'électricité à notre peuple, sachant que c'est là-dessus que nos enfants nous jugeront. Malheureusement, après 1975 le prix de la tonne de phosphate a chuté de 75 à 23 dollars. Le président Mitterrand sait que la revalorisation de nos matières premières est pour nous quelque chose d'essentiel. Me visite s'inscrit dans le cadre des liens historiques et traditionnels avec la France.

— En France, justement, il y a des opposants togolais qui dénoncent le culte de la personnalité et les atteintes aux droits de l'homme dans leur patrie.

— Oui, je sais qu'il y a des gens qui essaient de tromper la bonne foi de nos amis français. Mais qui sont ces gens-là ? Ce sont des gens qui ont recruté des mercenaires pour me tuer en 1977. Heureusement nous avons été prévenus par certains pays amis. Ce complot n'avait pas de justification. Certains de ses auteurs ont été jugés et condamnés à mort. Je les ai graciés. Je ne leur avais pas donné la vie ; ce que Dieu leur a donné,

je n'ai pas le droit de le leur retirer.

— Mais savez-vous combien de détenus politiques il y avait dans les prisons togolaises quand l'armée est intervenue en 1963 ? Ils étaient au nombre de 2 507 ! Aujourd'hui, nous avons en tout et pour tout 3 détenus politiques, condamnés en 1979 (1). Les autres sont des détenus de droit commun. Ce que raconte l'opposition est mensonge pur et simple. On a présenté comme assassinés des hommes qui sont toujours en vie et travaillent au Togo, ou bien des gens qui sont morts de maladie chez eux. Amnesty International est venue et a pu enquêter en toute liberté, que voulez-vous de plus ?

— Et le culte de la personnalité ?

— Qu'appellez-vous le culte de la personnalité ?

— Par exemple, certains refrains des groupes d'animation qui se produisent à l'occasion de congrès.

— Ces groupes chantent et dansent. Il vaut mieux s'amuser que s'entre-tuer. Si des étrangers viennent au Togo pour des congrès, ce n'est pas nous qui leur demandons de venir, c'est sans doute qu'ils y prennent plaisir.

— Des élections législatives ont eu lieu en mars avec plu-

sieurs candidats par siège à pourvoir. Est-ce le signe que le pouvoir législatif pourrait jouer un rôle ?

— Il y a quelques années, quand nous avons voulu restaurer le Parlement, les gens sont descendus dans la rue pour manifester leur mécontentement contre le rôle négatif des députés par le passé. Nous avons eu à une époque quatre partis sur des bases ethniques et régionales pour une population de 600 000 habitants. Les gens se suivaient des méfaits des partis et n'en voulaient plus. Vous pouvez fouetter votre cheval pour le forcer à aller jusqu'au marigot, mais vous ne pouvez l'obliger à boire s'il n'en a pas envie.

— Mais, depuis, la méfiance du peuple s'est dissipée. Nous avons dit que les candidats à la députation pouvaient se faire connaître librement. Le parti ne s'est pas mêlé de cette question des candidatures. Finalement, il y a eu 216 candidats retenus et 77 élus. Nous les avons installés le 6 mai. Aussitôt ils ont demandé la modification de deux articles de la Constitution, dont l'article 29, qui prévoit que le président de l'Assemblée est désigné pour cinq ans. Il y a quelques jours, le comité central du parti a siégé, et nous avons décidé d'accepter cette demande. Un projet de loi sera voté en octobre.

— Mais la multiplicité des candidatures n'a pas remis en question l'existence d'un parti unique, les candidats n'étaient pas des opposants déclarés.

— Tous les gens étaient libres de se présenter s'ils le voulaient.

— Cela signifie-t-il que le multipartisme est de nouveau possible ?

— S'il y avait un parti d'opposition, il faudrait qu'il saisisse le ministre de l'intérieur. Ce n'est pas le cas.

— Mais s'il y avait une demande de création d'un autre parti, quelle serait la réponse ?

— S'il y avait une demande, il faudrait que le comité central siège pour se prononcer. Encore une fois, c'est le peuple lui-même qui a refusé le multipartisme, qui avait divisé le pays.

— Il y a aussi d'importantes questions internationales qui sont d'actualité pour le Togo. Allez-vous renouer avec Israël ?

— Nous n'avons pas encore étudié cette question au sein de nos instances.

Propos recueillis par  
JEAN DE LA GUÉRIÈRE.  
(Lire la suite page 9.)

(1) Il s'agit de trois condamnés du procès des mercenaires, dont deux condamnés à mort graciés, MM. Kodjovi de Souza et Kouzo Sanvece (NDLR).

## SONACOM

LE BON CHOIX, COMMERCIAL  
VOTRE PARTENAIRE POUR L'IMPORT-EXPORT

UNE EXPANSION FULGURANTE AVEC  
DYNAMISME ET FLEXIBILITÉ  
AVEC NOUS TOUT EST POSSIBLE

COMMERCE GÉNÉRAL PRODUITS  
ET DENRÉES ALIMENTAIRES

- RIZ
- SUCRE
- SEL
- LAIT SUCRÉ, NON SUCRÉ
- SAVON DE MÉNAGE

RÉGIE DES ALCOOLS

- WHISKIES (J. & B., J. WALKER, VAT 69, PASSEPORT, CHIVAS, HAIG etc.)
- GIN (GORDON, BEEFEATER.)
- VINS ET AUTRES ALCOOLS, SCHNAPPS

RÉGIES DES TABACS

- Toutes marques de cigarettes, cigares et tabacs  
MARLBORO, BENSON, ROTHMAN, CRAVEN,  
DUNHILL, GAULOISES, NATIONALES.

AGENT EXCLUSIF NISSAN

- Toute la gamme des véhicules NISSAN pièces détachées.

Société Nationale de Commerce,  
29, Boulevard Circulaire BP. 3009  
Tél. : 21-31-18 - 21-50-16 - Télex : 5281  
LOMÉ République Togolaise

## Hotel 2 Février Sofitel Lomé/Togo

★★★★★

VOTRE HOTEL POUR :  
INCENTIVES  
CONGRES  
SEMINAIRES



12 salons de 40 à 150 places, Salle de conférence  
450 places, cuisine en traduction simultanée  
Salle de presse, salle de cinéma, Studio télévision  
Matériel Audio-Visuel.

368 chambres et suites, Restaurants, Bar,  
Café, Discothèque, Animation,  
Prairie Tennis.

Hôtel 2 Février Sofitel

B.P. 151 Lomé, Togo  
Tél. : (228) 21.00.03 - Télex : 5347  
Réservation centrale groupes France  
Tél. : (6) 077.93.20 - Télex : 691 320 F



## Togo

# A la recherche de l'unité nationale

Le touriste qui, à Lomé, expédie une carte postale vers la France se voit généralement présenter pour l'affranchir un grand timbre émis le 24 janvier 1984, à l'occasion du dixième anniversaire de l'indépendance du Togo. Le meilleur hôtel de la capitale porte aussi le nom de Sarakawa, cette petite localité du nord du pays passée dans la mythologie nationale parce que c'est là que s'écrasa, il y a onze ans, un DC-3 des forces armées togolaises ayant pour passager le président Eyadéma, qui sortit indemne de la catastrophe.

Parce que cet événement est lieu de quelques jours après la nationalisation de la Compagnie togolaise des mines du Bénin, à la suite d'un différend entre le chef de l'Etat et l'administrateur de cette société, la responsabilité en fut attribuée à la « haute finance internationale ». Simple accident ou sabotage, le président Eyadéma eut de la chance, et c'est cette image d'homme « protégé par Dieu » qu'il s'agit d'entretenir maintenant que les querelles avec les capitalistes occidentaux sont terminées.

### La bataille de l'information

Les ditvrambles à la gloire du « Timonier », du « Guide de la nouvelle marche », surprennent toujours le visiteur, qu'un long commerce avec l'Afrique n'a pas habituée à ces excès. Les « anciens » parmi les expatriés et même nombre de Togolais, faisant par ailleurs preuve d'esprit critique, se chargeront de lui expliquer que tout cela fait partie de la tradition africaine du « culte du chef ». Il paraît que la glorification du président est indispensable pour le maintien de l'unité nationale, particulièrement difficile dans un Togo où demeure viv l'antagonisme entre la « bourgeoisie compradore »

du Sud et les populations du Nord, longtemps humiliées et exploitées par celle-ci.

Si l'intervention de l'armée contre le régime de Sylvanus Olympio, en janvier 1963, fut avant tout une réaction du Nord contre un Sud tout-puissant, le général Eyadéma s'est appliqué à le faire oublier en dotant savamment les postes à responsabilité dans l'administration. Ses partisans font valoir qu'il s'est efforcé de maintenir un équilibre, sans esprit de revanche, et que sa présence est un facteur de paix civile.

Toutefois, à l'étranger, l'opposition n'a pas décliné. Un des passages obligés des invités du gouvernement togolais est la Maison du parti, où est organisée une petite exposition pour répondre à ces opposants. Outre les « preuves » du « complot des mercenaires » déjoué en 1977 — cantines, armes et munitions — on y voit des photographies de prisonniers enchaînés découverts dans les prisons de l'ancien président Olympio.

Tout comme ses adversaires, le président Eyadéma a compris que les droits de l'homme sont une arme dans la bataille de l'information. Le Togo est un de ces pays auxquels il reste beaucoup de chemin à parcourir pour accéder au rang de démocratie véritable, mais où le pouvoir ne peut pas faire n'importe quoi dans le secret total. Il accepte de se laisser ausculter par des observateurs étrangers, notamment par Amnesty International, qui ne l'a pas ménagé à plusieurs reprises. Une des affaires les plus troublantes fut la mort d'Antoine Métebi, ancien vice-président de la République sous le régime de Nicolas Grunitzky. Accusé de détournement de fonds, il fut victime d'une « crise cardiaque » en prison. Il est hautement probable que les mauvais traitements infligés par ses gardiens contribuèrent à cet arrêt du cœur.

Mais il est difficile d'en conclure que le chef de l'Etat est directement responsable de la mort d'un homme qui ne constituait pas un adversaire à sa taille.

Un autre décès controversé, en avril, fut celui du colonel Koffi Kongo. Brillant officier, ancien élève de Saint-Cyr, il était fort populaire parmi les populations du Sud. Mis aux arrêts de rigueur pour une faute professionnelle lors de manœuvres conjuguées avec l'armée française (il aurait omis d'accueillir les observateurs français), il fut retrouvé mort dans son lit à son domicile. La rumeur publique affirme que le chef de l'Etat avait pris ombrage de sa renommée. De bons observateurs, bien au fait de l'histoire du pays, affirment que, si Koffi Kongo avait eu l'effort d'un chef suprême, il aurait montré lors d'une occasion qui se présente à lui dans les années 60 et qu'il n'a pas voulu saisir.

### Appel à la jeunesse

Imbroglio typiquement africain, où se mêlent grande et petite politique, l'affaire Kongo pouvait révéler les suspensions à l'égard du président Eyadéma. Il l'a compris et a préféré prendre les devants en invitant Amnesty International à interroger les proches du défunt et le corps médical. Le témoignage a débarrassé le plus probable est celui d'un Français, un officier médecin personnel du chef de l'Etat depuis plusieurs années, qui a examiné le corps peu après le décès. Aucune autopsie n'a été pratiquée, la famille s'y refusant ; mais, d'après les observations d'un homme dont il est difficile de mettre la parole en doute, rien ne permet de croire que la mort n'était pas naturelle.

Dans ce petit pays, où tout le monde se connaît, et où les choses essentielles se décident en fonction

des relations personnelles, l'évolution des institutions politiques n'a qu'un intérêt en partie théorique. Néanmoins, le président Eyadéma est de plus en plus attaché à présenter une façade acceptable dans le contexte africain.

Créé en 1969, le Rassemblement du peuple togolais (RPT) est « la colonne vertébrale du pays, avec pour toile de fond les principes essentiels d'unité et de solidarité nationales ».

La primauté absolue du parti unique a été affirmée lors de son deuxième congrès en novembre 1976. Il est dirigé par un bureau politique central, qui en comprend vingt-trois.

Un troisième congrès, en 1979, a précédé de quelques semaines la naissance d'une 11<sup>e</sup> République. Le 30 novembre 1979, les Togolais furent appelés aux urnes pour renouveler le mandat du chef de l'Etat, élire des députés présents sur une liste unique et adopter une nouvelle Constitution consacrant un exécutif fort. En principe, la promesse faite par l'armée de rendre le pouvoir aux civils est totalement tenue avec l'adoption de cette nouvelle Constitution qui confirme la « relève ».

### Une diplomatie active

L'étape la plus récente dans la « nouvelle marche » a été l'élection de la seconde législature en mars. Plus de 450 candidatures furent enregistrées pour 77 sièges de députés et 22 de suppléants. Après différentes tractations et des primaires, de 2 à 7 candidats restèrent en lice dans chaque circonscription.

Malgré divers incidents électoraux, ce scrutin « a montré qu'il est possible de faire de la démocratie

dans un régime de parti unique ».

Le résultat le plus intéressant de cette expérience est une certaine relève par la jeunesse au sein du Parlement. Plusieurs députés appartenant aux nouvelles générations ont été élus, et il est possible qu'ils ne se contentent pas d'une fonction de chambre d'enregistrement, mais essaient de jouer un rôle d'initiative et de proposition dans les limites étroites de leur marge de manœuvre.

Pour le chef de l'Etat togolais, la consolidation de l'unité nationale passe aussi par la construction d'une bonne image internationale du pays. Depuis son arrivée au pouvoir, le 13 janvier 1967, il s'est donné pour objectif de diversifier les relations avec l'étranger, tout en privilégiant la coopération avec la France.

Globalement pro-occidental, le Togo est également en excellents termes avec la RFA, qui a gardé une certaine influence en raison de son passé d'ancienne puissance tutélaire. Cela n'a pas empêché Lomé de confier certaines missions de confiance aux Nord-Coréens, peut-être suppléants aujourd'hui par les Chinois.

Mais c'est surtout sur la scène africaine que le Togo mène une diplomatie active, même s'il a apparemment renoncé à abriter le siège de l'Organisation de l'unité africaine, comme il en a un moment caressé l'espoir. Lomé est le siège de plusieurs institutions africaines.

Le président Eyadéma fait partie des chefs d'Etat africains qui déplorent l'évolution néfaste de l'OUA, qui a fait s'effriter dans les querelles politiques au lieu de se consacrer au développement économique du continent.

Petit pays sans grand potentiel militaire, évidemment vulnérable avec ses 2 000 kilomètres de frontières terrestres pour un territoire dix fois plus petit que la France, le Togo a tout intérêt à la paix régio-

nale. Le général Eyadéma, qui avait tenu il y a quelques années des propos sur la « frontière naturelle » de son pays qui pouvaient inquiéter le Ghana, se montre maintenant beaucoup plus prudent sur une question qui continue néanmoins à occuper l'esprit de beaucoup de ses compatriotes.

Dans une autre affaire délicate, davantage d'actualité, l'expulsion des immigrés africains par le Nigéria, la même prudence prévaut. « Nous n'avons pas à porter de jugement sur l'attitude du Nigéria », a dit le chef de l'Etat togolais au cours du « Club de la presse » de Radio-France internationale, diffusé le 2 juin.

### Médiations en Afrique

Des querelles entre le Zaïre et le Congo aux luttes fratricides du Tchad entre M. Goukouni Oueddei et M. Hissène Habré, une note du ministère de l'Information attribue neuf médiations réussies au président du Togo. Pendant longtemps le général Eyadéma a paru agir dans le giron des « grands » d'Afrique noire, tels les présidents Houphouët-Boigny ou Mobutu. Mais, tout en restant fidèle à ses amitiés, l'élève s'affranchit des maîtres à mesure que l'exercice prolongé du pouvoir lui donne de l'assurance.

Il y a peu, le président Eyadéma est allé donner des consignes de modération au président Sankara, instigateur d'exécutions au Burkina-Faso. Ce n'était pas seulement un conseil d'« ancien » que le général donnait à un jeune officier, peut-être inexpérimenté, c'était l'avis d'un chef d'Etat qui, les années passant, peut caresser l'espoir de succéder aux vieux « sages » de l'Afrique encore au pouvoir.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## GROUPEMENT TOGOLAIS D'ASSURANCES



C'est dans les années soixante que les pays africains acquièrent leur indépendance. Celle-ci ne s'accompagna pas immédiatement de l'autonomie des entreprises d'assurances et pendant plusieurs années ces entreprises restèrent entre les mains de sociétés étrangères. Une situation qui fut à l'origine d'importants transferts de capitaux depuis l'Afrique vers les pays occidentaux.

Par la suite sous la vigoureuse impulsion des politiques nationalistes qui s'implantèrent çà et là, on vit apparaître — vers 1974 — les premières sociétés d'assurances de droit national africain. C'est ainsi que dès 1973, le général Grassein Eyadéma, président fondateur du rassemblement du peuple togolais, président de la République, décidait la création du Groupement Togolais d'Assurances. Cette initiative faisait directement suite à la prise de conscience par le président fondateur du rassemblement du peuple togolais de l'intérêt qu'il y avait pour une jeune économie à créer une société d'assurance de droit national togolais. Le Groupement Togolais d'Assurances devait pour la première fois ouvrir ses portes le 7 janvier 1974.

Les objectifs au moment de la création étaient clairs ; essentiellement d'ordre économique et social. Le Groupement Togolais d'Assurances devait tout d'abord jouer un rôle économique. Il lui fallait pour cela réussir à drainer l'épargne publique vers les établissements d'investissements. Le Groupement Togolais d'Assurances devait aussi jouer un rôle social : assurer aux victimes d'accidents de la circulation (ou à leurs ayants droit) une juste prestation, celle-ci prenant la forme des dommages-intérêts.

Aujourd'hui les objectifs fixés en 1974 au Groupement Togolais d'Assurances ont été pleinement atteints. A tel point que cette société constitue en 1985, tant sur le plan national qu'international, un des plus beaux fleurons de l'économie togolaise.

La constitution du capital social du Groupement Togolais d'Assurances associe trois groupes d'actionnaires : tout d'abord l'Etat et les sociétés d'Etat qui sont présents pour 62,90 % (Trésors publics, S.N.I., O.P.A.T., C.N.S.S.). Les sociétés européennes représentent 33 % du capital (G.F.A.-Paris, S.C.O.R.-Paris, Münchener Ruck, Wiener Ruck, Frankona Ruck, M. Helmut Troitzsch). Enfin les personnes privées togolaises représentent 2,55 % (M.M. Abab Kenneth, Samarou Kossi Ninise, Olympio Clain-Clain, Adjei Jauree Amede, Gagalo Messan).

L'analyse des activités du Groupement Togolais d'Assurances peut être faite en trois chapitres :

1) **Activités commerciales et chiffre d'affaires.**  
Le chiffre d'affaires 1984 s'élève à 2 327 733 066 francs CFA. Cette somme correspond au montant des primes émises et accessoires, nettes d'annulations avant réassurance.

En 1983, le même chiffre d'affaires s'élevait à 1 979 007 267 francs CFA. La progression équivaut donc à 17,62 %, une analyse plus fine montre néanmoins des évolutions différentes selon les branches. Ainsi, les primes émises sont en diminution de 6 577 092 francs CFA par rapport à 1983, soit 8,26 %, provenant essentiellement de la baisse des affaires qui sont apportées par les établissements bancaires. En revanche, concernant la branche I.A.R.D.T., les primes émises sont en augmentation de 355 102 891 francs CFA par rapport à 1983, soit 18,69 %, provenant de l'automobile, des transports et des risques divers.

L'évolution sur dix ans du chiffre d'affaires I.A.R.D.T. par branches traduit une importante progression passant de 238,3 millions de francs CFA

1975 à 2 254,5 millions de francs CFA en 1984. Progression constante comme en témoignent les bilans annuels : 387,6 millions de francs CFA (1976) ; 755,1 millions CFA (1977) ; 975,3 millions de francs CFA (1978) ; 1 062,9 millions CFA (1979) ; 1 109,7 millions de francs CFA (1980) ; 1 325,3 millions de francs CFA (1981) ; 1 549 millions de francs CFA (1982) ; 1 899,4 millions de francs CFA (1983).

L'autre analyse possible porte sur la répartition en pourcentages des différentes branches au sein du chiffre d'affaires I.A.R.D.T. L'automobile va en décroissant passant de 64,11 % en 1975 à 47,49 % en 1984. A l'inverse, les transports connaissent une progression croissante passant de 7,66 % en 1975 à 20,64 % en 1984. L'incendie semble n'obéir à aucune règle précise (variant entre 7,70 et 21,18 %) de

même que les risques techniques ou les risques divers.

Rapportées au chiffre d'affaires ces différentes branches donnent les résultats suivants en 1984 : Automobile : 1 070 734 132 francs CFA ; Risques divers : 210 029 621 ; Risques techniques : 92 074 600 ; Incendie : 416 199 279 ; Transports : 465 550 772.

Il faut souligner que 83,76 % du chiffre d'affaires total du Groupement Togolais d'Assurances est réalisé par le bureau de Lomé d'une part, l'Agence de Kara d'autre part.

Concernant les affaires cédées, il faut souligner que sur le volume de primes acquises de 2 147 978 761 francs CFA en I.A.R.D.T., le Groupement Togolais d'Assurances a cédé 1 109 679 093 francs CFA, soit 51,66 % et 72,29 % en branche vie.

En contrepartie, les réassureurs ont pris en charge 29,57 % des sinistres de l'exercice en I.A.R.D.T. et 76,88 % en Vie.

2) **Les charges.**  
La charge des sinistres de l'exercice s'élève, pour :

— La Branche Vie, à 11 909 032 francs CFA.  
— La Branche I.A.R.D.T. à 1 450 541 753 francs CFA.

Les sinistres propres à l'année 1984, c'est-à-dire les sinistres payés et à payer, ont atteint le montant de 1 135 996 060 francs CFA contre 1 027 575 974 francs CFA en 1983, et se répartissant comme ci-après, pour les branches I.A.R.D.T. Les mêmes grandeurs sont reprises par les tableaux qui suivent.

3) **Classement et produits financiers.**

Les revenus des placements essentiellement faits auprès des organismes de la place ont augmenté de 17,89 % par rapport à l'exercice 1983. Ils se décomposent comme suit : S.N.I.-B.T.D. (comptes à terme) : 556 506 395 ; Autres banques (comptes à terme) : 2 240 000 000 ; Comptes courants : 253 692 649. Le revenu total des placements pour 1984 est de 269 768 921.

Enfin le tableau de compte d'exploitation générale de pertes et profits s'établit à 155 662 789.

Les débits réunissent : les pertes sur amortissement travaux en cours : 13 043 760 ; les pertes sur exercices antérieurs : 3 389 023 francs CFA ; les pertes de change : 440 864 ; les provisions F.N.I. : 11 638 665 ; les impôts sur bénéfice : 58 689 264 ; la taxe de 15 % sur commissions et honoraires à l'étranger : 1 806 541 ; le bénéfice net exercice : 66 654 682.

Le crédit comptabilise le solde d'exploitation (155 022 755 francs CFA) et le bénéfice net sur exercices antérieurs (640 034 francs CFA).

### BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984

ACTIF			PASSIF		
Libellé	Montants bruts	Amort. et prov. pour dépréc.	Libellé	Montants bruts	Montants nets
20 Prêts et valeurs incorp. immobilisés	25 630 638	—	10 Capital social	100 000 000	100 000 000
21 Immobilisations corporelles	19 656 931	13 816 868	11 Réserves	1 251 062	1 251 062
Matériel automobile	36 717 340	23 405 903	Réserv. légale	52 438 846	52 438 846
Matériel en matériel	15 236 788	10 620 788	Réserv. F.N.I.	6 450 301	6 450 301
Agencement, outillage, mat.	1 549 198	595 389	12 Report à nouveau	160 140 409	160 140 409
Matériel de fonction	5 995 007	281 000	18 Valeur en espèces remises par cession	144 908 056	144 908 056
Construction	79 127 364	48 719 948	32 Provisions techniques	67 407 648	67 407 648
22 Titres F.N.I.	52 438 846	52 438 846	Branch. vie : prov. math.	11 675 018	11 675 018
25 Dépôts et cautions	1 423 120	1 423 120	Branch. vie : sinistres vie	676 352 888	676 352 888
31 Part des cessibles et rétrocessibles dans les provisions techniques	—	—	Branch. I.A.R.D.T. : primes	3 154 696 452	3 154 696 452
Branch. vie : prov. mat.	51 503 015	—	Branch. I.A.R.D.T. : sinistres	—	—
Branch. vie : pr. sin.	8 893 904	—	33 Dettes à court terme	—	—
Branch. I.A.R.D.T. : pr. prim.	297 027 351	—	c/c des rétrocessions	220 555 736	220 555 736
Branch. I.A.R.D.T. : pr. sin.	1 028 054 472	—	c/c des consommateurs	2 377 119	2 377 119
35 Acceptation : primes	2 074 821	—	c/c des agents « cour. (sin.)	48 343 131	48 343 131
Acceptation : sinist.	1 354 222	—	Etat	141 240 754	141 240 754
45 Valeurs réalisables à court terme ou disp.	1 388 907 745	—	Créances divers	15 525 270	15 525 270
c/c de l'Etat	3 460 837	—	Comptes d'attente	80 911 002	80 911 002
Crédence agents cour.	600 451 673	70 527 742	Ch. et comptes à enc.	1 074 963	1 074 963
Actions divers	1 750 000	—	Banques	3 050 199 044	3 050 199 044
Détachement divers	25 985 544	—	Caisse	3 686 392	3 686 392
Compte rap. acid.	98 704 352	—			
Compte d'attente	80 911 002	—			
Ch. et comptes à enc.	1 074 963	—			
Banques	3 050 199 044	—			
Caisse	3 686 392	—			
Total de l'actif	3 866 223 807	70 527 742	Bénéfice de l'exercice	66 655 373	444 403 677
			Total du passif	5 294 523 830	5 294 523 830

155 من الأصل



## L'« animation » au rang des beaux-arts

DEPUIS 1974, le Togo vit à l'heure de l'« authenticité » africaine. Le général Eyadema a remplacé son prénom d'Etienne par celui de Gnassingbé et la population a été invitée à suivre cet exemple. Certaines initiatives nées d'un zèle interpellé suscitèrent une suite de conflits avec la hiérarchie catholique. Aujourd'hui, la crise, qui culmine avec l'intrusion de la police dans la cathédrale de Lomé le jour du sacre d'un jeune évêque togolais nommé par Rome et contesté par les autorités locales, semble oubliée.

A l'origine de la politique d'« authenticité », il y a l'influence du Zaïre, dont le président, M. Mobutu, est lié par une solide amitié avec le général Eyadema. Dans un domaine au moins, l'élève a surpassé le maître : l'« animation » politique érigée au Togo au rang des beaux-arts.

### « Auprès de ma blonde... »

Le directeur de l'animation et de la propagande, M. Mawulolo Amado-Djoko, s'est rendu au Zaïre avec d'autres fonctionnaires togolais pour se faire une idée sur la rénovation de la tradition africaine telle que l'avait vantée le président Mobutu Sese Seko au cours d'une visite à Lomé en 1971. Il apparaît vite que l'« animation » pouvait être mise au service de la politique pour faire passer slogans et éloges du chef. Plusieurs groupes furent constitués. Bien payés, leurs membres répétaient le temps qu'il fallait pour parvenir à la perfection.

C'est surtout à l'occasion des déplacements du chef de l'Etat à l'intérieur du pays et pour les congrès du parti unique que ces groupes donnaient toute leur mesure. Mais, alors que s'affirme la vocation de Lomé comme capi-

tale de congrès et de conférences internationales, grâce à la création de plusieurs hôtels de luxe, les groupes sont de plus en plus souvent mobilisés pour l'accueil et la mise en condition des hôtes étrangers. Les chants et danses

pagne aérienne, fleuron de l'unité du continent. Une note rédigée par un fonctionnaire sur « Lomé, carrefour de rencontres internationales » explique que cette ambiance de fête a permis que, « comme par un coup de baguette



(Le Togo aujourd'hui, de Maurice Pirant, Editions Jeune Afrique.)

taillant l'Afrique et ses chefs ont beaucoup frappé les participants au quatrième « sommet d'Afrique » en mars. Plus de deux mille jeunes garçons et filles en tenue traditionnelle ont scandé les noms des chefs d'Etat venus pour débattre des difficultés de la com-

munauté, les chefs d'Etat prenant dans un consensus total des décisions importantes en vue de la restructuration de la communauté.

Mais, petit à petit, les groupes d'animation ont étendu leur gamme, et ils se produisent pour des festivités sortant du cadre

strictement togolais et africain. Entre deux séances de travail sur la sécheresse et la famine, les délégués à la récente réunion de l'Union interparlementaire ont eu droit aux démonstrations des « animateurs de la Révolution togolaise ».

Les journalistes invités par le gouvernement togolais ne sont pas oubliés. Il y a quelques jours, des groupes se sont produits pour eux sur les gazons de la résidence privée du chef de l'Etat à Lomé, lors d'un banquet fort animé. En présence de l'ambassadeur de France, l'accent a été mis, en musique, sur l'excellence des relations bilatérales. « Une histoire commune, mêmes idéaux — c'est là la trame des relations sécuritaires qui ont toujours lié la France et le Togo — dans la marche de l'humanité vers le progrès » : malgré les apparences, cette antienne se prête très bien au balancement rythmé des croupes emboutées.

Les groupes d'animation se livrent parfois à des mélanges de genre audacieux, à des improvisations où chacun peut « vivre sa différence », mais ils constituent aussi une espèce de conservatoire de la chanson française qu'on ne s'attendait pas à trouver près de l'équateur. Le répertoire va de Sacha Distel à la plus vieille tradition.

« Quel effet cela vous fait-il d'entendre ça ici ? », nous demandait un ministre pendant que de joyeux diables africains antonnaient Auprès de ma blonde, qu'il fait bon dormir. Pourquoi boudier son plaisir ? Pris par l'ambiance parmi des hôtes qui savent merveilleusement jouer sur la corde sensible, M. Mitterrand, lui-même, n'a-t-il pas donné l'exemple, lors de sa visite officielle au Togo, en reprenant le refrain des Chevaliers de la table ronde ?

J. G.

# OPAT



## office des produits agricoles du Togo

Instrument de garantie et de promotion du revenu du paysan.

Assure l'écoulement des produits agricoles d'exportation (café, cacao, coton, arachides, coprah, karité, palmistes, ricin, kapok).

### ACTIVITÉS :

- Stabilisation et contrôle du prix au producteur.
- Soutien des cours en mauvaise conjoncture internationale.
- Investissement pour la promotion de la recherche agronomique et pour la création des industries de transformation des produits agricoles.
- Construction et amélioration des routes de desserte.
- Investissement pour l'hydraulique villageoise.

### Siège social :

Angle rue Branly et avenue n° 3  
BP 1334 Tél. : 21-44-71 à 74  
Lomé - Togo

### OPAT - PARIS

un bureau de vente antenne du siège sur le marché mondial  
35, rue Joffroy, 75017 PARIS. Tél. : 766-28-11 - 766-28-31  
Télex : 640 789 F OPATOGO

## ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS DU TOGO

*Vous propose les services de*

BALTEX	Route d'Aného BP 4874 - LOMÉ	Tél. : 21-28-29 - 30 Télex : BALTEX TO 5301
BCCI	Immeuble TABA BP 3084 - LOMÉ	Tél. : 21-01-61 Télex : BCC TO 5349
BCG	Rue du Commerce BP 1321 - LOMÉ	Tél. : 21-55-71 - 72 Télex : BANCOM TO 5227
BIAO - TOGO	Rue du Commerce BP 346 - LOMÉ	Tél. : 21-32-86 Télex : AFRIBANK LFW 5218
BTCL	169, bd Circulaire BP 65 - LOMÉ	Tél. : 21-46-41 à 45 Télex : BATOCI TO 5221
BTD	Angle rue Branly-Av. de Calais BP 65 - LOMÉ	Tél. : 21-38-28 - 21-36-41 - 42 Télex : DEVTOGOBANK LOMÉ 5282
CET	Angle rue Champs-de-Course Boulevard Circulaire	Tél. : 21-04-60 Télex : DIRPOSTEL LOMÉ 5245
CNCA	Angle avenue Sarakawa et Duisburg, BP 1386 - LOMÉ	Tél. : 21-45-61 - 21-25-63 Télex : GRAGRITO 5268
SNI	11, avenue du 24-Janvier BP 2682 - LOMÉ	Tél. : 21-62-21 - 21-62-25 Télex : SNIFATO 5265
STOCA	3, rue du Mono BP 899 - LOMÉ	Tél. : 21-37-59
TAW LEASING	10, avenue du 24-Janvier Immeuble NASR BP 2804 - LOMÉ	Tél. : 21-69-83
UTB	Boulevard Circulaire Dir. générale - BP 359 - LOMÉ	Tél. : 21-64-11 BP UTBANK TO 5215 - 5270

## Un entretien avec le président Eyadema

(Suite de la page 7.)

— Certains pays d'Afrique noire n'ont-ils pas été déçus par l'attitude des pays arabes producteurs de pétrole après s'être coupés d'Israël ?

— Ce serait faire injure à l'Afrique noire que de croire qu'elle a rompu avec Israël en 1973 par intérêt. Il s'agissait d'une question de principe. Nous avons rompu par solidarité avec un membre de l'OUA, qui était l'Egypte.

— Le Togo a été parmi les premiers pays à reconnaître la République arabe sahraïenne démocratique. Pourquoi ?

— A cette époque, le Sahara occidental était divisé entre le Maroc et la Mauritanie. On nous disait que les habitants ne pouvaient pas avoir l'indépendance parce qu'ils ne sont pas nombreux. Nous, nous sommes contre le partage des peuples. Nous avons arrêté notre position en tenant compte de cette division.

— Mais maintenant la Mauritanie a renoncé au Sahara occidental.

— C'est vrai. L'OUA s'est prononcée aussi sur la marche à suivre pour régler ce problème.

— Le peuple togolais aussi a été divisé lors du partage de l'ancien Togo allemand. C'est cela la raison de votre position de principe contre le partage des peuples ?

— Le Sahara est le Sahara, et le Togo est le Togo. Il y a beaucoup de kilomètres entre les deux. C'est vous qui faites des rapprochements.

— Néanmoins, en 1977, vous avez évoqué la division artificielle du peuple de cette région entre le Togo et le Ghana. Vous avez parlé d'une frontière naturelle pour le Togo, qui serait le fleuve Volta. N'était-ce pas remettre en question le dogme de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation tel que l'a établi l'OUA ? Maintenez-vous ces déclarations ?

— Je n'ai pas de réponse à ce sujet.

Propos recueillis par  
JEAN DE LA GUÉRIÈRE.



## Togo

### LES RELATIONS ENTRE PARIS ET LOMÉ

## « Une coopération agissante et fructueuse »

La France bénéficie au Togo d'un préjugé favorable, et réciproquement. Le général Eyadéma est un des présidents africains installés depuis longtemps au pouvoir : à ce titre, il a connu plusieurs chefs d'Etat français et il a su s'adapter à la personnalité de chacun d'eux. Il a non seulement séduit M. Mitterrand lors de sa visite à Lomé mais aussi certains de ses proches collaborateurs parfois les plus inattendus, tel M. Régis Debray, alors chargé de mission à l'Elysée, qui, en mars 1983, a effectué un voyage privé à l'occasion duquel il a tenu des propos élogieux.

Le président Eyadéma ne s'est pas rendu au dernier sommet franco-africain à Bujumbura et cela a donné lieu à quelques spéculations. Il tient maintenant à préciser que cette absence n'avait pas d'autre raison que la nécessité pour lui d'assister à une réunion importante en matière de concertation régionale au Nigeria, qui s'était prolongée au-delà du temps prévu initialement. Mais le chef de l'Etat togolais a déclaré très clairement au « Club de la presse » de Radio-France internationale du 1<sup>er</sup> juin que, à son avis, il vaudrait mieux que ces sommets soient limités aux dirigeants des pays francophones, au lieu d'être élargis à ceux d'autres Etats comme cela fut le cas au Burundi.

Bien sûr, il existe quelques motifs d'agacement dont ne parle pas le chef de l'Etat. Au cours d'un banquet officiel, un ministre togolais, à notre gauche, exprimait une certaine lassitude de la coopération en France. Mais, à notre droite, un autre ministre déplorait que, par excès de libéralisme, les autorités françaises laissent s'établir chez elles des expatriés « qui feraient mieux de travailler dans leur pays ». Il apparaissait en filigrane que ce dernier responsable pensait surtout aux Togolais exerçant des professions libérales à Paris, milieu constitué d'opposants résolus au régime, dont le gouvernement de

Lomé apprécie peu qu'ils puissent organiser en toute liberté des réunions contestataires ou distribuer des tracts.

Les regrets feutrés des dirigeants togolais au sujet de ce « laxisme » français à l'égard des opposants ne les empêchent pas de rendre à Paris des services appréciables quand il faut trouver une terre d'asile pour des personnes encombrantes. Ainsi le Togo offre-t-il depuis septembre son hospitalité à trois Basques expulsés de France. Concernant une affaire africaine, mais dont Paris ne se désintéresse pas, M. Ange Patasse, ancien premier ministre centrafricain, encore actuellement de juriste au Togo, loin de Bangui.

#### 4 000 Français sur place

Alors que d'autres Africains dénoncent les arrière-pensées « néo-colonialistes » de la France dans sa politique de coopération, il est sans doute réconfortant pour Paris de constater qu'il existe au moins un pays où, sans le moindre sentiment de vassalité, on fait preuve de « bon esprit ».

Une note relative aux relations bilatérales distribuée par le ministre togolais de l'Information est intitulée, sans restrictions mentales : « Une coopération agissante et fructueuse ».

La France est le principal partenaire du Togo dans le domaine de la coopération, avec 45 % de l'aide totale, devant la RFA (16 %), la Banque mondiale (13 %), la CEE (10,3 %), la Banque africaine de développement (4 %) et les Etats-Unis (4 %).

En 1984, l'intervention du Fonds d'aide et de coopération (FAC) au Togo s'est faite à concurrence de 28 millions de francs français. Les sommes en provenance du FAC représentent selon les années de 15 % à 20 % des subventions fran-

çaises au Togo. Il s'y ajoute notamment les fonds versés par le biais de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE), de l'aide au Trésor, de la COFACE et de la coopération militaire et universitaire.

Le classement du Togo parmi les pays moyennement avancés a entraîné la remise des dettes contractées par Lomé envers la France dans le cadre de l'aide publique. La signature des conventions de remise a eu lieu le 14 décembre 1984. Il s'agit d'une somme de 33 143 676 francs français représentant le capital dû non échu au

31 décembre 1978 et d'une somme de 7 706 076 F représentant les intérêts échus ou à échoir depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1979.

L'aide française au Togo est multiforme et se décline dans le domaine de l'organisation administrative, des infrastructures de communication, de l'équipement urbain et touristique. Un effort particulier a été fait, à la demande des autorités togolaises, pour le développement rural.

An 31 décembre 1984, il y avait, en comptant les Volontaires du pro-

grès, 318 coopérants français au Togo. Plus d'une cinquantaine étaient des techniciens détachés à la présidence de la République, dans des ministères ou des administrations, et 161 étaient des enseignants. Les autres assumaient des fonctions dans les organismes d'intervention ou de recherche.

Il s'y ajoutait 80 militaires. La défense est un des axes de la coopération franco-togolaise. La France garantit la sécurité du Togo en vertu d'accords signés en 1963, mais sans disposer de bases militaires dans ce pays. Des manœuvres conjointes ont

lieu périodiquement. Les dernières en date, appelées Kawa 85, se sont déroulées en février ; elles avaient pour thème la défense de Lomé face à une invasion par surprise. 78 officiers togolais sont stagiaires en France.

La colonie togolaise en France est estimée à quelque 6 000 personnes : c'est la plus importante dans les pays industrialisés. Pour leur part, les Français établis au Togo sont environ 4 000. Les grandes banques françaises ont presque toutes une antenne au Togo, à côté des sociétés spécialisées dans le négoce africain.

La France est le premier fournisseur du Togo et elle est redevenue son premier client en 1984, après avoir été distancée par les Pays-Bas en 1983. La balance commerciale reste défavorable au Togo, gros acheteur de produits finis français, de biens de consommation courante et de produits alimentaires. Dans les rues de Lomé, les voitures japonaises se font de plus en plus nombreuses mais les magasins d'alimentation, les pharmacies, les librairies, continuent de donner au voyageur l'illusion qu'il se trouve dans une petite localité française.

Si l'empreinte française est manifeste, celle du premier colonisateur, l'Allemagne, se retrouve encore dans certains édifices de la capitale. La République fédérale est le troisième fournisseur et le deuxième bailleur d'aide. Le président Eyadéma s'est rendu à plusieurs reprises en RFA et il entretient d'excellentes relations personnelles avec M. Franz Josef Strauss. La fondation, qui porte le nom du chef de l'Etat togolais, bénéficie de capitaux venus d'outre-Rhin. Plus de soixante-dix ans après le partage du Togo allemand entre Français et Britanniques, des milliers de touristes germaniques viennent bronzer sous le soleil togolais pour la seule raison que d'habiles fabricants de voyages organisés savent jouer du souvenir de l'époque du kaiser.

J. G.

### COMPAGNIE ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DU TOGO C.E.E.T.

10, rue du Colonel-de-Roux  
B.P. 42

LOMÉ - TOGO

Télex : 5230

Tél. : 21-27-44  
21-07-39

### MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU TOGO

(Publicité)

## O.T.P.

### OFFICE TOGOLAIS DES PHOSPHATES

Pays charnière entre l'Afrique occidentale et l'Afrique équatoriale, le Togo s'étend sur 56 000 kilomètres carrés, de Bahré-Fessou au golfe de Guinée. Sa position géographique et la sagesse de ses dirigeants (qui ont su doter d'une législation garantissant les investissements privés) lui ont permis de développer une industrie prospère et en pleine expansion. Principale ressource minière du Togo, les phosphates apportent une contribution importante à l'économie nationale : ils constituent 13 % du produit national brut et représentent à eux seuls près de la moitié de la valeur des exportations.

#### Une histoire récente

Les premières recherches de phosphates au Togo ont débuté en 1952. Très vite, elles permirent de découvrir un gisement sédimentaire étendu, relativement important et capable de donner un matériel marchand d'une qualité exceptionnelle.

Deux années plus tard, à la suite d'études géologiques, de la mise au point de procédés d'enrichissement et des essais de traitement semi-industriel, naquit la Société minière de Béni. Reprise par la Compagnie togolaise du Béni en 1957, cette entreprise devint, le 4 février 1974, une société nationale au capital social de 3 621 720 000 F CFA entièrement souscrit par l'Etat. Depuis 1980, elle a pris le nom d'Office togolais des phosphates (OTP) et regroupe aussi bien la production que la commercialisation du minerai.

En 1981, la production en phosphate enrichi s'élevait à 119 500 tonnes. Elle est passée à 114 500 tonnes en 1986 pour atteindre 227 000 tonnes en 1973 et près de 3 000 000 de tonnes en 1980. L'an dernier, et ce malgré la marée économique qui frappe durement les industries africaines, l'Office a produit 2 782 518 tonnes.

Le développement de l'activité des deux sièges de la carrière actuellement exploitée, l'augmentation de la capacité de transport de la voie ferrée et des aires de stockage, tout comme la mise au point d'une cinquième chaîne de traitement à Kpémé devraient permettre à l'Office togolais des phosphates d'exporter quelque 3 600 000 tonnes par an, si

toutefois la conjoncture le permet. Enfin, un projet visant à transformer sur place 1 000 000 de tonnes supplémentaires est à l'étude.

#### Un gisement important

Distant de la mer de 10 à 30 kilomètres suivant les endroits, le gisement mis en valeur par l'Office togolais des phosphates appartient à une formation tertiaire (hypocène) de bassin sédimentaire côtier du Togo. La zone exploitée se situe à l'est d'une bande recouverte par le delta d'Agoué, au sud-ouest, jusqu'à Dagbéri, au nord-est.

D'une puissance moyenne de 5 à 6 mètres, la couche de phosphate (dont le toit est presque horizontal) présente deux coupures dans l'érosion. Les mers-terrains qui la recouvrent (sable et argile) sont une épaisseur qui varie de 7 à 30 mètres. Susceptible de donner, par déboulage et lavage, un minerai marchand de la qualité 78/80 % de phosphate tricalcique, son minerai riche, le minerai brut, peut, dans l'avenir, fournir un minerai 76/78 %, ce qui est lui-même d'une qualité remarquable.

La mine compte deux sites d'extraction : l'un établi en 1959, non loin de Mahotou, l'autre en 1973 près de Kpémé. Elle est du type « à ciel ouvert », et les trams de taille évoluent entre 800 et 1 500 mètres.

En découvertes supérieures et inférieures, comme sur les chantiers d'extraction, le traitement est effectué à l'aide de roues-pelles et l'évacuation des matériaux est réalisée au moyen de transporteurs à bandes. La présence de blocs de gris dans l'épaisseur des découvertes intermédiaires a nécessité l'emploi de pelles en bûche pour l'excavation et de camions pour le transport. Sur chaque chantier, la cadence de production avoisine les 1 000 tonnes par heure.

L'enrichissement du minerai brut est alors assuré par chemin de fer. Long de 41,5 kilomètres, le réseau ferroviaire appartient entièrement à l'OTP. Chaque convoi, constitué d'une locomotive Diesel électrique et de quatre-vingt wagons autochargés, transporte environ 900 tonnes de minerai de la carrière à l'usine de traitement (en 1983, cinq mille cent soixante-quinze trains ont été utilisés). Un pont de 720 mètres, qui repré-

sente une belle réalisation technique, permet aux ouvriers de franchir cet obstacle naturel qu'est le lac Togo.

#### Ultime étape : le traitement

Une fois traité, le minerai doit être traité. Les installations d'enrichissement sont implantées à Kpémé, sur le littoral, à 35 kilomètres de la capitale Lomé et à 20 kilomètres de Mahotou. Déposé sur une aire de déchargement, le phosphate est dirigé soit vers des unités de traitement (l'Office dispose de cinq chaînes consécutives identiques) soit vers une zone de stockage.

Après diverses opérations simples, des hydrocyclones débarrassent le minerai de sa gangue argileuse. L'eau nécessaire à ce défilage est pompée dans l'océan tout proche. Rincé à l'eau douce, le produit est alors essoré puis séché. Enfin, si cela s'avère indispensable, les oxydes de fer sont partiellement éliminés au moyen de séparateurs électromagnétiques. Le minerai enrichi est désormais prêt à l'exportation. Devenu phosphate marchand, il est stocké dans deux hangars d'une capacité totale de 180 000 tonnes. Un convoyeur à bande, supporté par un viers métallique de 1 200 mètres de long spécialement construit pour l'OTP, achemine le produit jusqu'à la passerelle de chargement. Pensez et échantillonnage sont alors entrepris automatiquement avant l'opération proprement dite, qui s'effectue à une cadence de 2 500 tonnes par heure.

La route de Kpémé offre des possibilités intéressantes, car elle permet de charger des minéraliers de 50 000 tonnes de port en lourd et de 38 pieds de tirant d'eau.

#### Des avantages du phosphate togolais

L'utilisation du phosphate du Togo dans la fabrication des engrais chimiques a pleinement confirmé les caractéristiques favorables de ce minerai. Car il permet la mise en œuvre de produits à haute concentration en acide phosphorique. En particulier, son utilisation dans l'absorption de l'acide phosphorique par voie humide a mis en évidence des conditions de traitement remarquables et des avantages indéniables :

- Le phosphate peut être utilisé directement sans broyage.
- L'emploi d'engrais est accru.
- La capacité de filtration du type est très élevée : environ 8 tonnes de  $P_2O_5$  par mètre carré utile par jour pour la production d'acide phosphorique 32 %.
- Le rendement d'extraction de  $P_2O_5$  dépasse même 96 %, même lorsque le phosphate n'a pas été lavé.
- La consommation d'acide sulfurique 100 % est inférieure à 2,5 tonnes par tonne de  $P_2O_5$  produite.

Enfin, grâce à ses teneurs modérées en matières organiques, magnésium, silice, l'acide produit se prête bien aux fabrications très diverses : phosphates alcalins et engrais liquides. Après une longue période de stockage à température ambiante, aucun dépôt solide n'apparaît en effet dans ces densités.

#### Une entreprise performante

Une telle activité a nécessité de l'Office togolais des phosphates qu'il réalise des installations importantes. Ainsi l'usine électrique est fournie par le CEE. Mais la centrale Diesel électrique de l'Office peut donner 13 000 kW pour les besoins de l'exploitation. A cet effet, la centrale et l'usine sont reliées par une ligne de 83 000 volts.

Employant deux mille quatre cent trente agents, l'Office pour le phosphate, l'OTP a mis en place des structures conséquentes pour l'hébergement et l'environnement social de ses cadres, employés et ouvriers. Il a ainsi créé un centre administratif et deux centres résidentiels équipés chacun d'un dispensaire, d'une école, d'un restaurant et de terrains de jeux.

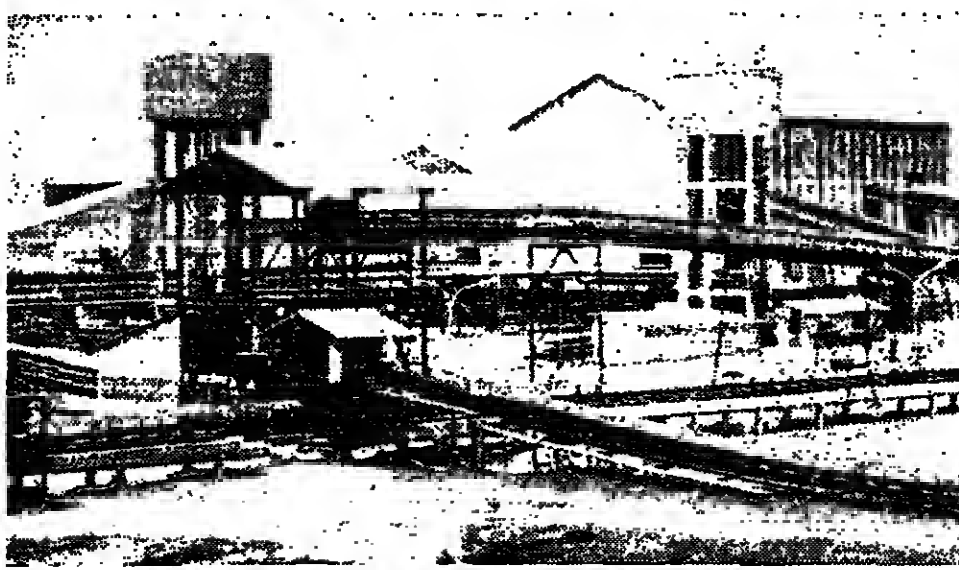
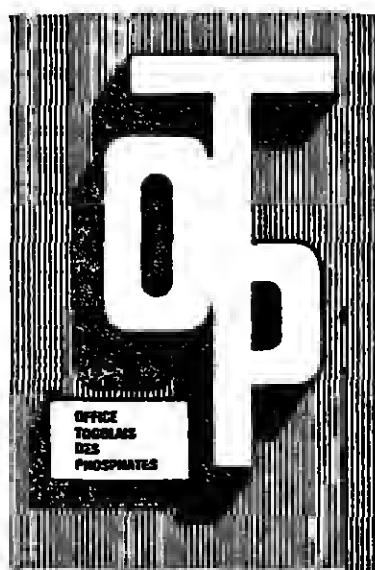
Un département Ressources humaines a même été institué pour assurer, entre autres, le recrutement, la formation et la promotion professionnelle ou sociale du personnel.

Autant d'efforts qui font de l'Office togolais des phosphates une entreprise performante permettant au pays de se placer dans la pelote de tête mondiale des pays producteurs de phosphates.

— OTP (ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE)  
BP 379, LOMÉ (TOGO)  
Téléphone : 21-39-01  
Télex : 4214 FOSFAT-TO

— OTP (COMMERCIAL)  
BP 3200, LOMÉ (TOGO)  
Téléphone : 21-22-28  
Télex : 5287 OTP-TO

— OTP (A L'ÉTRANGER)  
23, rue François-I<sup>er</sup>  
75008 PARIS  
Téléphone : 720-98-88  
Télex : 641148 F PHOTOGO



USINE DE TRAITEMENT DE KPEMÉ : ALIMENTATION DES CHAINES.

هكذا من الأصل



INDE

# Les musulmans frustrés de Laknau

**Visite à Paris de M. Rajiv Gandhi, Armée de l'Inde, festivités de toutes sortes... Les Français vont-ils mieux percevoir les mille pièces de la mosaïque indienne ? Après le sanglant partage qui donna naissance au très islamique Pakistan, des millions de musulmans sont restés citoyens de l'Union indienne. Ils sont loin de former un bloc homogène.**

De notre envoyé spécial

Laknau. — Bien que minoritaires, les musulmans ont exercé le pouvoir en Inde pendant plusieurs siècles. La décolonisation l'a rendu à la majorité hindoue, qui essaie néanmoins d'associer l'islam national à son exercice. Cependant, le « mal-être » des musulmans indiens, qui seraient aujourd'hui près de cent millions (sur sept cent soixante millions d'habitants), tend à s'accroître en même temps que se renforce la nostalgie pour les périodes glorieuses du Sultanat de Delhi (1206-1526) ou de l'Empire mogol (1526-1857). L'intégrisme rend encore plus complexe la situation.

Cela se perçoit notamment à Laknau (en anglais Lucknow), capitale de l'Uttar-Pradesh, l'Etat le plus peuplé de l'Union indienne. Au nombre d'une quinzaine de millions, les fidèles de Mahomet ne sont qu'un peu plus de 15 % de la population totale de cet Etat de la vallée du Gange. Mais, dans une ville comme Laknau, ils représenteraient plus de 40 % d'un million d'habitants (en-

viron 60 % d'hindous et de minorités chrétiennes) et sont généralement groupés dans des quartiers distincts tels Chaok — la « place » — en ourdou.

Dans ce vaste secteur fait de rues bordées de minuscules boutiques et de maisons modestes, ce n'est plus l'Inde des saris et des vaches sacrées. On pourrait se croire en Egypte ou au Maroc, mais les femmes qui passent avec un rideau d'épaisse mousseline noire ou grise devant le visage, les regards inquisiteurs des hommes peu habitués à voir des Européens dans cette cité située hors des circuits touristiques, révèlent une société crispée, sur la défensive même.

Un étudiant en histoire de l'université de Laknau n'y va pas par quatre chemins : « Nous sommes brimés en tant que mahométans. Notre langue, l'ourdou, n'est pas obligatoire dans les écoles et elle n'est celle que d'un seul des huit journaux de la ville » (quatre sont en anglais et trois en hindi). « Regardez, ajoute-t-il, en montrant le monument de l'Indépendance au bord de la rivière arrosant Laknau, la dédicace n'est qu'en hindi ; est-ce que les lettres arabes de l'ourdou font honte ? » Allant dans le sens de notre interlocuteur, le Times of India écrivait au même moment : « Il est urgent de promouvoir l'ourdou. »

« La nouvelle prospérité »

Certains musulmans de Laknau vont jusqu'à comparer leur sort à celui de leurs coreligionnaires de territoires arabes occupés par Israël. La comparaison qui vient plutôt à l'esprit est que la condi-

tion musulmane en Inde est, mutatis mutandis, celle des coptes d'Egypte — à cela près que le système politique démocratique de l'Inde permet aux musulmans de s'y battre pour l'amélioration de leur situation.

Si les coptes égyptiens ne sont plus autorisés à être professeurs d'arabe, les Indiens musulmans, s'ils sont polygames, ne peuvent être fonctionnaires, et, d'une manière générale, ne peuvent, en principe, s'enrichir dans l'armée en tant que fantassins. « Comme les invincibles, mais nous c'est parce qu'on se méfie de notre communauté à cause de ses sympathies supposées pour le Pakistan », estime un jeune cadre. « Tout changera lorsqu'une paix définitive sera intervenue avec les Pakistanais », rétorquent les hindous optimistes.

En attendant, méfiance et frustration forment un couple inséparable. A cela s'ajoute la position doctrinale classique des théologiens islamiques qui élargit encore le hiatus avec les hindous. Si le Coran et le Sunna intèrent chrétiens et juifs, ils ne voient dans les hindous que des « idoles » dont on ne peut même pas épouser les filles, sauf si elles se convertissent à l'islam. Un musulman du Cachemire, en visite à Laknau, notait que dans sa province, où ses coreligionnaires sont majoritaires, « les relations islamo-hindoues n'ont pas ce potentiel de tension qu'on sent à Laknau. Ainsi, nous ne mangeons pas de boeuf pour ne pas choquer les hindous et eux n'évitent pas de porcs ». Le même voyageur cachemirien relevait, en revanche, qu'un peu partout dans les agglomérations mixtes du pays — les

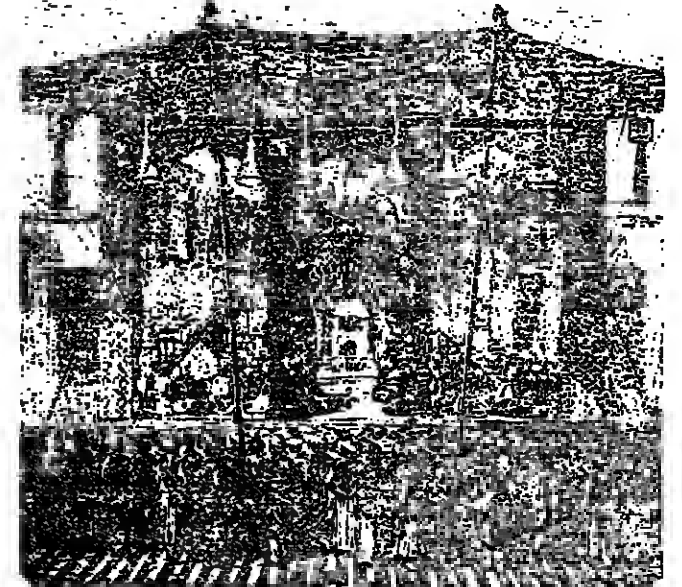
oppositions traditionnelles se renforcent au fur et à mesure que s'améliore la condition sociale des musulmans ».

L'argent, rapatrié ces dernières années par les immigrés musulmans indiens dans la péninsule Arabique ou envoyé par les Etats islamiques, est supposé à l'origine de la « nouvelle prospérité » des musulmans, notamment les commerçants, ce qui inquiète la classe moyenne hindoue, irritée aussi par le taux de natalité musulman encore plus dynamique, croit-elle, que le sien.

« Khomeiny est d'ici ! »

A Laknau, tout se complique encore du fait que les musulmans sont répartis — à peu près à égalité, affirment-ils — entre sunnites et chiites. L'étudiant cité plus haut, un sunnite, nous avait dit qu'il ne mettait jamais les pieds dans tel quartier chiite. Les nababs de Laknau, dont même la sévère Encyclopédie islamique rappelle « l'insouciance munificence » des années 1750-1850, furent chiites. Les descendants de leurs sujets sont aujourd'hui les plus déshérités des habitants de la ville.

Dans le bureau de la mosquée dite « de Kherbela » — ville sainte du chiisme en Irak — au fond de poudres roses, le responsable est assis sous un portrait de l'imam Khomeiny : « C'est notre guide, notre espoir, et savez-vous que son grand-père partit d'ici pour la Perse ? Oui, Monsieur, l'imam Khomeiny est de chez nous ! » Tout le Laknau chiite le croit dur comme fer, alors que, se-



Fête musulmane à Laknau. « Ser terre et sur mer », 1858.

lon une thèse mieux étayée, la famille du chef de la révolution iranienne serait originaire du Cachemire.

Téhéran s'est bien gardé de démentir. Et une note de « journaux religieux » a commencé de fonctionner entre l'Irak et Laknau. Du coup, l'Irak, piqué au vif, s'est intéressé aux sunnites de la ville et le clivage entre les deux communautés islamiques s'est subitement accru, entraînant des incidents sanglants.

Dans cette cité couverte de monuments en semi-désuétude, mais témoignant de la splendeur des derniers feux de l'art indolamique, il y a deux cent ans, sur ce site où, en 1856, les cipayes (1) hindous et musulmans, révoltés et unis, firent vaciller l'hégémonie britannique sur les Indes, il ne semble plus y avoir

aujourd'hui que des ethnies aux agueurs, envisageant de moins en moins dans la même direction l'avenir de leur patrie commune.

Où est le temps où les lettrés hindous apprenaient l'ourdou pour pouvoir apprécier les vers de Ghalib (2). L'un des plus grands poètes de l'Inde ?

J.-P. P.-H.

\* La revue Vivant Univers (115, chemin de Dizaat, 5000 - Namur, Belgique) a consacré son numéro 346 à l'islam indien, avec notamment des articles de Violette Graff, chercheuse au Centre français d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud.

(1) Cipayes : de sipahi, soldat en persan, qui a donné aussi en français le mot spahi.

(2) Oulsh-Khan Ghalib, 1796-1869.

HONGRIE

# Les Mémoires du retraité du stalinisme

**Il fut un stalinien exemplaire, chef du gouvernement hongrois de 1955 à octobre 1956. La révolution évincée de Budapest le chassa du pouvoir. Aujourd'hui, simple retraité — après une excursion dans des études supérieures de sociologie, — il a beaucoup de choses à raconter. C'est ce qu'il appelle « remplir les taches blanches ».**

De notre correspondant

Vienne. — Les amateurs de cuisine chinoise qui fréquentent le Kacsa — un restaurant privé de Budapest — le voient parfois donner un coup de main à son fils, propriétaire des lieux. Tous ne le reconnaissent pas cet homme jadis si puissant, qui signa de sa main l'appel aux troupes soviétiques — qui devaient écraser la révolution de 1956.

Andras Hegedus a décidé récemment « de remplir les taches blanches » qui parsèment certains épisodes de l'histoire de la Hongrie.

Lors d'un séjour à Vienne, il a accordé une interview autobiographique de vingt-cinq heures à l'un de ses anciens élèves, Zoltan Zsille. L'entretien est diffusé par Radio Free Europe, depuis Munich, et publié sous forme de livre.

« J'ai honte. J'ai commis une erreur », dit-il aujourd'hui en se souvenant de ces jours tragiques de fin octobre 1956 où le destin de la Hongrie a été scellé. « Je dois — aussi — assumer ma part de responsabilité pour le sort de la Hongrie après 1945 — notamment pour avoir imposé à la nation hongroise un système étranger. »

Hegedus se souvient de détails : « L'éventualité d'un appel aux troupes soviétiques, à l'automne 1956, a été évoquée

pour la première fois dans une conversation téléphonique entre Gerö (Erno Gerö, premier secrétaire du PC hongrois) et Andropov (Youri Andropov, le futur numéro un soviétique, était à l'époque ambassadeur à Budapest). Nous étions tous — Gerö, Nagy, moi-même et d'autres — réunis depuis le 23 octobre au secrétariat du bureau politique, que je n'ai plus quitté jusqu'au 27 octobre. »

Hegedus, qui avait cédé sa place à la tête du gouvernement, à Imre Nagy, dans la nuit du 23 au 24 octobre, a quitté Budapest, le 28 octobre, à bord d'un avion soviétique pour Moscou, où il resta en exil jusqu'en 1958.

Sur ses impressions de ces jours terribles, il dit aujourd'hui : « En regardant par la fenêtre, je voyais les manifestants et j'ai compris à ce moment qu'il s'agissait d'une insurrection nationale dirigée contre la politique du parti et contre les hommes qui l'appuyaient, y compris moi-même. J'ai compris que cette révolution du peuple allait nous balayer... »

« Qui veut signer l'appel ? »

Selon le récit d'Hegedus, Andropov aurait demandé à Gerö d'interroger les membres présents du gouvernement et du parti pour obtenir leur avis sur une intervention soviétique. La réponse fut un accord unanime, de la part d'Imre Nagy comme des autres.

« Nagy était assis dans son fauteuil, il était fatigué comme tout le monde. La situation était désespérée, et Nagy n'a pas réagi, il n'a pas dit non. Personne n'a rien dit. Plus tard, quelqu'un a rédigé une lettre pour donner une forme officielle à l'appel aux Soviétiques. Gerö demanda à Imre Nagy de signer la lettre, mais il refusa. Il retarda l'opération jusqu'au 26 octobre. Finalement, Gerö ne vit pas d'autre

issue que de me demander de signer. Et j'ai signé. J'ai trouvé ça tout à fait naturel, d'avant plus que j'avais participé à la décision. Je devais donc logiquement assumer ma part de responsabilité. »

Que pensait-il des événements en Hongrie vus de loin après sa fuite à Moscou ?

« Ce qu'Imre Nagy a fait était pour moi la contre-révolution. La sortie du pacte de Varsovie et la déclaration de neutralité ont porté préjudice à des intérêts qu'il fallait respecter. Les Soviétiques ne pouvaient pas accepter la sortie de la Hongrie du bloc. Ils ont eu peur que cela puisse servir d'exemple... »

Et en ouvrant une parenthèse à la situation actuelle en Hongrie, Hegedus ajoute :

« Je n'ai pas approuvé non plus l'introduction envisagée d'un système pluraliste. Même aujourd'hui j'ai peur d'une telle éventualité. L'introduction d'un système pluraliste me paraît extrêmement dangereux. Surtout aujourd'hui. Ces systèmes (les régimes des pays de l'Est) sont militarisés et policierement très forts — ce qui n'était pas le cas en 1956, — mais politiquement faibles. Un système pluraliste ébranlerait la base de la structure du pouvoir. Car il ne fait pas de doute que des élections libres comme à l'Ouest n'apporteraient pas la majorité au parti au pouvoir. Par conséquent, le pouvoir serait appelé à ses forces militaires et policières. Imre Nagy a, à mon avis, commis des erreurs aussi bien en ce qui concerne ses décisions en matière de politique extérieure que sur le plan intérieur. Mais j'avoue que ma position était pleine de contradiction. D'un côté, j'aurais aimé qu'Imre Nagy réussisse à rétablir l'ordre, d'un autre côté, j'ai été angoissé par mes responsabilités... »

Andras Hegedus est resté une personnalité ambiguë. Il est le

seul des anciens dirigeants stalinien hongrois qui se soit identifié à la politique de Janos Kadar. Il a été aussi le seul parmi les « anciens » à ne pas être sanctionné ; au contraire, dès son retour en Hongrie en 1958, il a continué à travailler dans le parti.

Ayant profité de son séjour à Moscou pour faire des études de sociologie, Andras Hegedus, qui a quitté la Hongrie comme stalinien convaincu, est en effet rentré en Hongrie en « apologiste de la nouvelle ligne politique tracée par Janos Kadar ». Il se consacra à la sociologie, écrivit une dizaine de livres et devint directeur d'un centre de recherches sociologiques à Budapest et rédacteur en chef de la revue Valóság (Réalité). Mais il ne voulait plus retourner à la politique. Lorsque Janos Kadar lui a offert en 1963 la présidence de l'Office central des statistiques — un poste important dans les pays communistes — il refusa.

« Je suis un intellectuel critique »

Andras Hegedus, fils de pauvres paysans, membre de la Jeunesse communiste illégale sous le régime Horthy, ministre de l'Agriculture à l'âge de trente et un ans et responsable de la collectivisation de l'agriculture, chef de gouvernement à trente-quatre ans, qui avoue avoir contribué à fausser, dans l'intérêt de la cause du parti, les élections de 1947 pour faire arriver au pouvoir les communistes, a pris aujourd'hui ses distances. « Je n'ai plus d'ambitions politiques. Je suis devenu un intellectuel critique. »

L'année 1968 a marqué un tournant décisif dans son évolution. Fervent du « printemps de Prague », l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie l'acabla. Il protesta dans une lettre au comité central du PC hongrois. La facture lui est immédiatement pré-

sentée. Il perd son poste de directeur du centre de recherches sociologiques.

En 1973, Hegedus, accusé de révisionnisme, est chassé du parti. Comment voit-il son exclusion ?

« Après 1973, je suis passé au révisionnisme ouvert et, dans un certain sens, à l'opposition culturelle. Mais Hegedus n'a pas perdu toutes ses illusions. Il croit à la possibilité d'une réforme du système. »

Cette réforme n'est cependant réalisable que dans la mesure où il y aura une jonction entre les activités des réformateurs au sein du pouvoir et la pression des masses. Les initiatives doivent être prises à la base et être soutenues d'en haut, voilà ce qui est la réforme pour moi. Mais il estime irréalisable en Hongrie un système de parlementarisme pluraliste qui serait, à son avis, synonyme d'effondrement du système et de guerre civile. »

Comment ce stalinien de la première heure justifie-t-il son « évolution intellectuelle » ? Il l'a clairement dit dans une interview récente publiée dans le dernier numéro de l'hebdomadaire autrichien Profil :

« Nous sommes loin d'avoir surmonté le stalinisme. Je crois qu'il n'est pas seulement de mon droit, mais aussi de mon devoir, de montrer, en tant que connaissance intime de cette époque et de l'attitude spirituelle de ses protagonistes, à quel point une éthique révolutionnaire fautive et déformée est susceptible de rendre des centaines de milliers d'hommes — et j'en suis un exemple — incapables d'avoir une pensée indépendante. La croyance messianique réduit les hommes à être des fonctionnaires prêts à tout et capables de tout. »

Hegedus touche aujourd'hui une retraite de 6 300 forints au titre de ses activités scientifiques — ce qui correspond au salaire d'un ouvrier qualifié. Il a renoncé à une pension d'Etat comme



PANCHO.

ancien chef du gouvernement « parce qu'il préfère être indépendant », mais il a gardé l'appartement — dans une villa bourgeoise un peu délabrée — qu'on a mis à sa disposition après son retour en Hongrie. Il a la possibilité de voyager à l'étranger — son interview a été enregistrée à Vienne à l'automne 1984, — mais il n'est pas libre de s'exprimer en Hongrie. La preuve : une interview de huit heures pour la télévision hongroise sur sa vie a été saisie. Le responsable de la télévision et Hegedus lui-même ont fait l'objet d'un avertissement. Ayant peur que le manuscrit d'une biographie ne soit également confisqué, Andras Hegedus a choisi la voie inhabituelle d'une longue interview pour parler de sa vie. Il a fait sa « confession » à un ancien élève qui a été lui aussi exclu du parti à la suite de sa protestation contre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, Zoltan Zsille, interdit de profession en Hongrie, qui a quitté la Hongrie en 1980 et vit depuis à Vienne.

Andras Hegedus a-t-il peur des conséquences de sa franchise ? « Je crois qu'on me laissera tranquille. Je compte sur l'intelligence des dirigeants hongrois. »

WALTRAUD BARYLI.



# France

## LA «CONVENTION LIBÉRALE»

### L'union acte II

Plus de quatre mille personnes étaient attendues dimanche au Palais des congrès à Paris, pour célébrer avec les trois «grands», présents à la même tribune, l'union de l'opposition ou la «réunion» de ses chefs de file. Cette manifestation a été voulue par M. Giscard d'Estaing qui n'a pas ménagé ses efforts pour convaincre M. Barre, peu porté sur les «embrassades», à participer à cette «fête», le jour du vingtième anniversaire des clubs Perspectives et Réalités.

Il devrait s'agir de «l'acte II de l'union de l'opposition», selon l'expression de M. Alain Lamassoure, délégué général des clubs giscardiens. L'acte I a eu lieu, selon lui, le 10 avril, avec la signature par le RPR et l'UDF d'un «accord pour gouverner». L'acte II sera, lui, du ressort des partis politiques qui se sont engagés, le 10 avril, à présenter une plate-forme de gouvernement à l'autonomie.

Les clubs giscardiens, comme le leur avait demandé l'ancien président de la République en octobre 1984, ont travaillé à la préparation de cette manifestation en étroite collaboration avec le Conseil pour l'avenir de la France, structure mise en place par M. Giscard d'Estaing en 1982 et le Club 89, proche du RPR. Les uns et les autres ont tenté de faire la synthèse de toutes les propositions élaborées par l'opposition depuis quatre ans. Pour superviser ce travail, on a même constitué, le 20 décembre 1984, le groupe des Huit, parrainé par MM. Giscard d'Estaing et Chirac et auquel participent, côté giscardien, deux représentants des clubs Perspectives et Réalités (MM. Alain Lamassoure et Paul Merlé, président du conseil d'orientation) et un représentant du CAF, M. Raymond-François Le Bris, secrétaire général. Côté chiraquien, trois représentants des Clubs 89 (MM. Michel Aurillac et Alain Juppé, président et vice-président, tous deux membres du RPR, et M. Nicole Cetele, vice-président). Deux conseillers se sont joints à ce groupe, MM. Alain Chevalier, président de Moët-Hennessy, et Jacques Friedmann, président de la Compagnie parisienne de chauffage urbain. L'un à la demande de M. Giscard d'Estaing, l'autre à celle de M. Jacques Chirac.

Samedi, après une courte élocution de M. Giscard d'Estaing et la présentation par les principaux animateurs des clubs des «propositions pour l'alternance», les participants à cette convention libérale devaient se réunir en ateliers pour discuter des thèmes abordés dans le document de synthèse. Quatre grands thèmes étaient invités, eux aussi, à réagir : M. Jacques Mounier, président d'IBM-Europe, le professeur Miraillet Brochier, président de la Fédération française de cardiologie, M. Jeanne Cayot, infirmière, tête de liste de l'opposition lors de l'élection municipale partielle de Trappes en 1983, et M. Loïc Le Brun, étudiant en histoire à Rennes. Une «table ronde» sur «La France de l'après-socialisme» avec les principaux responsables de l'opposition devait terminer cette journée, avant que les clubs Perspectives et Réalités ne fêtent, au pavillon d'Ermenonville, leur vingtième anniversaire. Dimanche, ce devait être au tour de MM. Barre, Chirac et Giscard d'Estaing de tirer les conclusions de ces travaux. Le premier devait parler de l'enjeu européen du redressement, le deuxième de l'enjeu social et le troisième de l'enjeu économique.

C. F.-M.



### Les propositions pour l'alternance

Le document de «Propositions pour l'alternance», présenté à la convention libérale pour être discuté en ateliers et éventuellement amendé, se veut la synthèse des réflexions menées par les clubs Perspectives et Réalités, le Conseil pour l'avenir de la France et le Club 89 ; réflexions qui ont donné lieu à la rédaction de nombreux rapports comme celui de M. Lionel Stoléru (ancien ministre et membre du bureau politique du PR) sur les entreprises et l'emploi (lire ci-contre). Ce document, qui préconise pour la France «un effort de lucidité, une stratégie cohérente et de nouvelles méthodes de gouvernement», se divise en quatre grands chapitres : «Remettre la France en marche ; préparer l'avenir ; définir le rôle de l'Etat et assumer nos responsabilités en Europe et dans le monde».

**REMETTRE LA FRANCE EN MARCHÉ.** — En matière d'emploi, les rapporteurs proposent de «retrouver un rythme de croissance comparable à celui de nos partenaires ; d'assurer une croissance plus créatrice d'emplois ; d'assouplir la législation (notamment en libérant le régime des contrats à durée déterminée, en assouplissant les dispositions relatives au travail temporaire, en allégeant le contrôle administratif de l'emploi, en simplifiant le régime du travail à temps partiel, en allégeant les charges liées à l'emploi des petites et moyennes entreprises) ; d'élargir le champ de la liberté contractuelle ; de rénover le dispositif d'association des salariés à la vie de l'entreprise et à ses résultats».

En matière de redressement économique et financier, les clubs suggèrent la réduction des dépenses publiques, qui pourrait atteindre «200 milliards de francs pour la législature», et l'allègement des impôts et charges. Ils souhaitent «la privatisation de l'économie» avec un «grand programme de dénationalisations, la restauration des libertés économiques» (prix, changes, réglementation sectorielle et monétaire) ; enfin, l'«encouragement à l'initiative économique».

En matière de protection sociale et de santé, ils proposent que, «tous les niveaux, les circuits soient raccourcis», que «les acteurs du système de protection sociale puissent faire leur choix librement et en assumer les conséquences en dehors des tutelles bureaucratiques» et que «dans la gestion des risques collectifs, les principes mutualistes, la politique contractuelle, les organismes de prévoyance et l'initiative privée retrouvent leur place». Conformément à ces principes ils suggèrent que soit, par exemple, ouverte la possibilité de «véritables retraites à la carte (...)».

**PRÉPARER L'AVENIR.** — Les clubs plaident en faveur d'«une nouvelle orientation de la politique familiale, reconnue comme une urgence nationale». Cette politique «résolument nataliste» devra, disent-ils, être «centrée sur la venue

du troisième enfant». Les salaires versés pour assurer la garde des enfants, soit au domicile, soit par des assistances maternelles, seraient d'autre part fiscalement déductibles.

Dans le domaine de l'éducation, les rédacteurs du rapport souhaitent «une réorganisation en profondeur» du système d'enseignement «à partir des idées de liberté, d'autonomie et de décentralisation». Il s'agit, notent-ils, de «donner la liberté aux parents de choisir entre enseignement public et enseignement privé, mais aussi entre établissements publics. Il est nécessaire, ajoutent-ils, de donner aux établissements d'enseignement public la possibilité d'évoluer dans un cadre autonome afin qu'ils puissent innover pour s'adapter en permanence aux besoins des usagers». Ils proposent aussi de «maintenir la répartition des responsabilités entre régions et communes» mais aussi de «confier à terme la gestion des emplois aux collectivités locales avec comme corollaire le transfert de ressources correspondantes de l'Etat vers les collectivités locales».

Ils réclament l'abrogation de la loi Savary mais tandis que les clubs giscardiens suggèrent «le remplacement des diplômes nationaux par des diplômes d'université», les clubs 89 estiment que les diplômes nationaux peuvent être maintenus parallèlement aux diplômes d'université. Ensemble, ils préconisent la création d'«universités libres sous forme de fondation», et la création d'«Hauts Camille de l'éducation».

Pour ce qui concerne la communication, les clubs proposent notamment «un service public audiovisuel renforcé mais renouvelé». L'Etat, disent-ils, devra se dégager d'une large partie du secteur public de la communication, notamment de Havas, des stations périphériques, de deux des trois chaînes nationales de télévision et de TDF. Ils souhaitent de la même façon, l'ouverture des télécommunications à la concurrence.

En matière de recherche scientifique et technologique, ils veulent «orienter l'effort de recherche vers l'économie» en favorisant le développement de la recherche réalisée et/ou financée par l'entreprise ; (en soumettant les organismes publics de recherche technologique aux disciplines du marché) et «assurer le meilleur emploi des fonds publics».

**DÉFINIR LE RÔLE DE L'ÉTAT.** — «En passant à l'extrême les tendances bureaucratiques apparues depuis longtemps, l'alternance socialiste a fait prendre brutalement conscience des graves inconvénients de la croissance indéfinie de l'Etat», remarquent les rapporteurs. Ils ajoutent : «En développant son emprise sur l'hyper réglementation et la multiplication de ses interventions, l'Etat affaiblit la société civile et s'affaiblit lui-même dans l'exercice de ses fonc-

tions. Une volonté politique très forte devra, le moment venu, mettre l'Etat au service de la nation. Ils réclament notamment pour «protéger les institutions», le retour au scrutin majoritaire. Ils suggèrent «le renforcement des libertés locales» et «une plus grande efficacité de la gestion publique».

S'agissant de l'outre-mer, les clubs, après avoir rappelé que «nul ne peut être contraint de demeurer au sein de la République (...) et que nul ne peut être conduit à en sortir», pensent que «dans certaines situations de crise grave ou devant les surenchères (...) il ne faut pas reculer devant la perspective de consulter les intéressés sur leur avenir». Selon eux, pour les TOM, «la consultation directe des populations suffit (...) et il conviendrait de le faire sans nouvel atermoiement ni manipulation en Nouvelle-Calédonie». Pour les DOM, en revanche, «la consultation de l'ensemble de la population française» leur paraît nécessaire.

En matière de sécurité des citoyens, ils réclament une justice «forte» et une police «efficace». Ils préconisent le «renforcement des moyens d'action en matière de lutte contre le terrorisme» (en ratifiant notamment les conventions internationales), une «modernisation de la procédure pénale» et «des sanctions plus sévères contre les récidivistes et les auteurs d'infractions contre les forces de l'ordre».

Parlant des droits et devoirs des étrangers en France, les rapporteurs estiment qu'il est urgent de «maîtriser réellement les flux migratoires», de définir «des règles strictes offrant des choix clairs aux étrangers résidant en France», d'«organiser le retour sur des bases réalistes». Ils suggèrent que le code de la nationalité soit amendé afin que l'«acquisition de la nationalité française soit vraiment le résultat d'un choix personnel».

**ASSUMER NOS RESPONSABILITÉS EN EUROPE ET DANS LE MONDE.** — Les clubs déplorent le «relâchement de l'effort de défense» et le «déséquilibre des forces». Ils jugent notamment qu'il est grand temps de mettre sur pied le «pilier européen de l'alliance atlantique». Ils préconisent un «redressement budgétaire progressif avec une croissance annuelle moyenne en termes réels de 4 %». Enfin, ils jugent qu'il serait «irréaliste» de refuser de participer au projet IDS américain connu sous le nom de «guerre des étoiles».

Après avoir plaidé pour le développement de la construction européenne (notamment avec la réalisation d'un «véritable marché européen unifié» et l'élaboration d'un «traité unique d'union européenne»), les rapporteurs souhaitent une «approche plus concrète et pragmatique des problèmes du tiers-monde», une «priorité donnée aux pays africains».

### LE RAPPORT STOLÉRU SUR LES ENTREPRISES ET L'EMPLOI

#### Un programme de déréglementation

Le chômage, plus encore que l'emploi, sera au centre de la campagne électorale. C'est donc essentiel que l'opposition gagne en 1985 la bataille de la vérité du chômage en enlevant toute crédibilité au gouvernement, écrit le groupe de travail réuni autour de M. Lionel Stoléru dans son rapport intitulé «Les entreprises et l'emploi». Sachant que la courbe de popularité du président Ronald Reagan a été «exactement parallèle» à celle de la baisse du chômage aux Etats-Unis, il faut mener une «bataille politique» sur ce thème, avec deux idées pour le futur : utiliser un indicateur sensible à celui qu'a mis au point M. Stoléru avec son association l'ARIES, faisaient apparaître 2 870 000 chômeurs au 1<sup>er</sup> mai, pour «mesurer le bilan socialiste» et servir de base de départ pour l'action du futur gouvernement ; retirer l'INSEE et les services statistiques des ministères de la tutelle gouvernementale pour les placer sous l'autorité des députés.

Ensuite, seulement, et en deux chapitres consacrés à «la bataille économique» et à «la bataille psychologique pour ramener l'entreprise», le document énumère les trente-huit autres mesures susceptibles, dans une économie ultra-libérale, de résorber le chômage.

Au total, on y retrouve le catalogue, à peine atténué, de tous les éléments de la flexibilité. Suppression progressive du SMIC remplacé par un revenu familial minimum. Réduction des charges sur les salaires ramené à l'heure de travail, création d'un statut de l'«entreprise à l'essai» qui pourrait employer des chômeurs sans les embaucher. Possibilité d'ajuster rapidement la «quantité de travail», en supprimant l'autorisation administrative de licenciement qui dépend de l'inspection du travail, notamment pour l'intérim et les contrats à durée déterminée, et «l'amélioration du temps de travail». Franchises d'impôt pour l'entreprise qui provisionne les indemnités de licenciement. Statut simplifié pour les entreprises de moins de cent personnes pour supprimer les effets de seuil à dix et cinquante salariés. «Réforme générale» du code du travail.

Aménagement du monopole syndical avec le développement de la «démocratie dans l'entreprise» pour permettre la signature de conventions et d'accords d'entreprise, et représentation de l'ensemble des salariés. Faire payer une indemnité journalière par l'Etat quand le commissaire de la République ne fait pas appliquer dans les trois jours une décision du juge des référés en cas de grève ou d'évacuation, par exemple.

Malgré cela, le groupe de travail souligne que la retour de l'emploi n'est pas gagné pour autant. Même s'il se prononce pour une croissance forte, de l'ordre de 4 %, il observe que celle-ci est nécessaire mais en aucun cas suffisante à la résorption du chômage puisque, dans ce cas, «la France crée à peu près autant d'emplois qu'il arrive de nouveaux actifs sur le marché du travail».

D'où la nécessité de mesures plus incitatives encore, capables de redonner à tous «une mentalité de gagnant». S'il faut supprimer les aides d'Etat aux entreprises, il faut une exonération fiscale des primes individuelles de résultats ou, encore, une simplification des règles de transmission des entreprises familiales. Le groupe préconise également la suppression du contrôle des prix et des changes puis pour venir à bout du travail au noir, propose d'encourager l'artisanat individuel en permettant aux familles de déduire de leurs revenus imposables certaines factures de travaux. Un CAP de bricoleur pourrait même être créé et l'on pourrait envisager de «rendre marchands certains services publics gratuits pour lesquels il existe une demande solvable» (pour la sécurité et le gardiennage).

De proche en proche, et tout en affirmant dans l'avertissement au lecteur que ce rapport ne constitue pas «un engagement gouvernemental après 1985», la série de propositions devient un programme de déréglementation tout à fait complet. C'est-à-dire un changement total des règles habituelles, en référence à des expériences étrangères réussies.

ALAIN LEBEAUCHE.

### La cérémonie de l'union

(Suite de la première page.)

En participant à cette convention, Jacques Chirac, Raymond Barre et les jeunes talents qui montent dans la famille libérale démontreront leur volonté de construire cette union tant voulue et tant attendue par les Français, a affirmé le président de la République dans le Figaro du 7 juin.

Au-delà de la prestation des trois «grands» qui devaient intervenir dimanche matin, sont présentées des propositions pour l'alternance, fruit du travail de réflexion mené en commun depuis plusieurs mois par les clubs Perspectives et Réalités, le Conseil pour l'avenir de la France, créé par M. Giscard d'Estaing il y a trois ans, et le Club 89 proche du RPR (le Monde du 15 mai). «Nous avons conduit ce travail en analysant soigneusement les propositions ici et là développées. Nous avons beaucoup consulté. Nous avons auditionné des experts confirmés. Nous avons rencontré les représentants de la pensée libérale et veillé à ce que soient associés à ces travaux les clubs des différentes villes et régions de province», expliquent les responsables des groupes de réflexion, MM. Alain Lamassoure, Raymond-François Le Bris et Michel Aurillac.

Le document d'une quarantaine de pages qu'ils doivent soumettre samedi à la discussion est présenté comme la quintessence de tout ce qui se dit de mieux dans l'opposition depuis quatre ans. «Des solutions fermes et raisonnables», affirme M. Giscard d'Estaing, qui pense que de telles propositions pourront convaincre les Français que l'oppo-

sition travaille sérieusement et avec imagination. L'ambition est affirmée, même si M. Lamassoure reconnaît que sur certains sujets des «réflexions complémentaires» seront nécessaires (en matière notamment de protection sociale, d'agriculture, de logement). «L'investissement intellectuel n'est pas encore suffisant dans des domaines, délicats politiquement et techniquement compliqués», précise-t-il.

Lors de cette convention les clubs de réflexion veulent «passer le témoin» aux partis politiques qui auront, eux, à faire les choix, à témoigner éventuellement de leur réelle volonté de «rupture» ou de «double rupture» avec le socialisme et avec une certaine forme de social-démocratie sans tomber dans le conservatisme, comme l'expliquent les hérauts du libéralisme. Les lignes de fracture, qui ne passent pas obligatoirement entre le RPR et l'UDF mais peuvent traverser les partis, réapparaîtront sans nul doute comme les conceptions pour la moins divergentes quant à l'attitude à adopter pour gagner les élections législatives et, au-delà, organiser l'«après-socialisme» avec ou sans M. Mitterrand.

«Le plus dur reste à faire», remarque fort justement M. Giscard d'Estaing ! Meie, dimanche, ils seront tous sur le signe de départ pour une course qui doit, pensent-ils, leur mener au pouvoir. Reste à savoir si chacun connaît le couloir que les autres lui attribuent et s'il voudra s'y tenir.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.



SIGNATAIRE DE L'ACCORD DE GOUVERNEMENT RPR-UDF

Le CNIP envisage des alliances électorales avec le Front national

Pour les élections législatives de 1986, le Centre national des indépendants et paysans, qui rappelle que son « seul » objectif « a été et reste » l'union de « toute » l'opposition, hésite entre deux stratégies : celle d'une « alliance avec l'opposition parlementaire RPR-UDF », et celle d'une « alliance avec le Front national ».

M. Philippe Malaud, président du CNIP, a annoncé, jeudi 6 juin, qu'un comité directeur devra prochainement statuer sur ce « problème » et choisir l'une ou l'autre de ces deux « possibilités ». « Ce choix sera clair et s'imposera au niveau national, mais, dans l'un ou l'autre cas, nous nous réservons le droit de présenter dans certains départements nos listes propres sous la seule étiquette du CNIP », a-t-il affirmé.

En s'affiliant éventuellement avec le Front national, le CNIP juge qu'il ne dérogera pas aux engagements auxquels il a souscrit en signant, le 15 mai dernier, l'accord pour gouverner. RPR-UDF, accord dans lequel il est précisé que les formations signataires gouverneront « ensemble et seulement ensemble ». Le CNIP veut, en effet, une distinction entre les

alliances électorales et les alliances de gouvernement.

M. Philippe Malaud s'est, d'autre part, félicité que l'union de l'opposition soit « en progrès constant » au niveau des idées et des programmes, et il a noté avec satisfaction qu'il « retrouve » tant dans les propositions de M. René Monory, premier vice-président du CDS (le Monde du 30 mai), que dans celles formulées au congrès extraordinaire du RPR, de « larges extraits des » Cent propositions pour les cent premiers jours de l'alternance adoptées en octobre dernier au congrès du CNIP. Cela est particulièrement vrai, dit-il, en ce qui concerne la politique de l'immigration préconisée par M. Chirac.

Le CNIP a, d'autre part, adopté une motion dans laquelle il renouvelle son « soutien inconditionnel » au député RPR de Nouvelle-Calédonie, Jacques Lafleur, et au président du territoire, le sénateur Dick Ukeiwé. Il suggère à l'opposition d'organiser « une grande manifestation à Paris en faveur du maintien de la Calédonie dans la France ».

C. F.-M.

HAUTE-GARONNE : remous au sein de l'opposition

(De notre correspondant.)

Toulouse. — L'opposition, en Haute-Garonne, n'échappe pas aux turbulences créées par la guerre des chefs. En témoignage la récente démission de M. Serge Didier de la présidence de la fédération du PR et la décision du RPR haut-garonnais de conduire sa propre liste aux élections législatives de 1986.

Adjoint au maire de Toulouse, M. Serge Didier, qui a su regagner le Parti républicain incapable jusqu'ici de trouver ses marques, est un bariste convaincu. Il se refuse à commenter sa démission et se borne à déclarer qu'il sollicitera en temps utile, « et dans la clarté », un nouveau mandat de président départemental du Parti républicain. Mais les quelques mois qu'il a eus pour « les intrigants et les magouilleux » le laissent penser que le PR de Haute-Garonne subit les coups de la polémique engagée à l'échelon national entre baristes et non-baristes.

Quant au RPR local, il semble agacé de l'« apolitisme » imposé par le maire de Toulouse, M. Dominique Baudis, lui aussi sympathisant bariste. Le secrétaire départemental de cette formation, M. Robert Huguenard, a annoncé, mercredi 5 juin, la volonté de son parti de faire cavalier seul lors des prochaines élections législatives. M. Huguenard, adjoint au maire, avait dit, en mars dernier, affronter sans succès le conseiller général sortant socialiste, M. Gérard Bapt, dans un canton que M. Baudis lui avait en quelque sorte attribué. Les appétits et les rancœurs locales, la montée du phénomène Barre, la préparation des élections législatives, poussent les uns et les autres à marquer leur territoire.

G. V.

APRÈS LES AFFRONTEMENTS D'IVRY

- M. Marchais justifie le rôle de la municipalité
- Le PS cherche à calmer le jeu

Après les affrontements déclenchés par le PCF contre les forces de l'ordre, autour de l'usine SKF d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), le 5 juin, M. Georges Marchais a justifié le rôle joué par la municipalité dans cette affaire. La direction du PS, tout en dénonçant les « méthodes violentes » employées par le Parti communiste, se déclare décidée à agir en faveur d'une solution rapide du problème posé par la fermeture de l'usine d'Ivry. Elle souhaite, par ailleurs, éviter que la polémique autour du film sur le groupe Manouchian ne parvienne à tourner en règlement de comptes entre elle-même et le PCF. Le PS veut calmer le jeu à gauche, afin de diriger l'attention de l'opinion sur les divisions de l'opposition.

« Je souhaite la poursuite d'une concertation, permettant de dégager une solution pouvant amener l'installation d'une nouvelle activité économique dans ce site industriel », et qu'il « continuera, d'ailleurs, à épauler toutes les initiatives qui vont dans ce sens, notamment celles prises par le gouvernement depuis des mois ».

Selon le bureau exécutif du PS, cet objectif ne peut être atteint que si « les exactions, qui vont nettement à l'encontre des intérêts des travailleurs, cessent » et si « la récupération partisane de la direction du Parti communiste, utilisant des méthodes violentes et des moyens qui n'ont rien à voir avec l'action syndicale ni avec les intérêts des travailleurs, s'arrête ».

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, sénateur de Seine-Saint-Denis, chargé de suivre le dossier en liaison avec le gouvernement, les syndicats et les parties concernées, déclare que « le traitement social de cette affaire doit être le plus social possible ».

« Je pense que nous n'avons plus à nous embarrasser de la direction du Parti communiste, avec ses variations à la caméleon. Cela ne nous intéresse plus », déclare M. Debarge, dans une interview que publie, samedi, le Courrier de l'Ouest. « Nous préférons nous adresser directement à ceux qui ont été ou sont encore influencés par le Parti communiste, poursuit M. Debarge. Nous voulons leur délivrer notre message qui prend en compte les réalités, dans le respect des libertés. Nous ne faisons pas de la démagogie, comme la direction du PC, qui mène une politique de slogans ».

« A chaque fois que Georges Marchais pousse un coup de gueule, il perd des voix », ajoute M. Debarge. « J'ai même l'impression que s'il était secrétaire général du Parti communiste en Union soviétique, même là-bas, il perdrait des voix ».

L'« affaire Manouchian » : l'Unité n'engage pas le PS

Interrogé vendredi sur l'article consacré par l'hebdomadaire du PS, l'Unité, à la campagne menée par le PCF contre le film qui devait diffuser Antoine sur le groupe Manouchian, article qui mettait en cause l'attitude de M. Marchais pendant la guerre (le Monde du 6 juin), M. Debarge a déclaré que cet article « et plus particulièrement » le passage consacré au secrétaire général du PCF « n'engage que la responsabilité de son auteur, et non celle du Parti socialiste ». Les éléments contenus dans cet article « ne sont pas ceux que nous emploierions dans le cadre de la confrontation démocratique » avec le Parti com-

Les « coups de gueule » du secrétaire général

« Je pense que nous n'avons plus à nous embarrasser de la direction du Parti communiste, avec ses variations à la caméleon. Cela ne nous intéresse plus », déclare M. Debarge, dans une interview que publie, samedi, le Courrier de l'Ouest. « Nous préférons nous adresser directement à ceux qui ont été ou sont encore influencés par le Parti communiste, poursuit M. Debarge. Nous voulons leur délivrer notre message qui prend en compte les réalités, dans le respect des libertés. Nous ne faisons pas de la démagogie, comme la direction du PC, qui mène une politique de slogans ».

« A chaque fois que Georges Marchais pousse un coup de gueule, il perd des voix », ajoute M. Debarge. « J'ai même l'impression que s'il était secrétaire général du Parti communiste en Union soviétique, même là-bas, il perdrait des voix ».

SKF : plusieurs milliers de manifestants place de la République

Scandant « SKF vivra » et aux cris de « Hier la rote, aujourd'hui la matraque », deux mille manifestants, dont la police (sept mille selon les organisateurs) s'étaient rendus vers midi, le vendredi 7 juin, place de la République à Paris, pour répondre à l'appel de la CGT et dénoncer « l'intervention des forces de l'ordre à SKF ». Indéniablement, le syndicat avait voulu faire de ces événements un symbole. Si le représentant CGT de l'entreprise n'a pas eu droit à la parole, M. Edmond Amble, secrétaire de l'union régionale d'Ile-de-France, a affirmé que « la lutte des travailleurs de SKF est exemplaire » et que leur révolte est « celle de tous les travailleurs ». MM. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du Parti communiste, Henri Krasucki et André Sainjon, leaders de la CGT, étaient également présents dans une manifestation où l'on comptait beaucoup de délégations de fédération. Les participants devaient se diriger vers le carrefour de Richelieu-Drouot et se disperser dans le calme une demi-heure plus tard sans incident, la police étant restée fort discrète.

employés et des camions communaux à SKF. La CFDT qualifie, pour sa part, les actions de la CGT de « dénaturation politique du combat syndical » et met en cause le Parti communiste. Enfin, M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, condamne fermement « les pratiques de la CGT et du Parti communiste ».

« Le Sénat et le droit des assurances. — Le Sénat a définitivement adopté, jeudi 6 juin, en troisième lecture, le projet de loi améliorant l'information des assurés et la transparence des contrats d'assurance-vie et de capitalisation, dans la version approuvée en deuxième lecture par l'Assemblée nationale (le Monde du 17 mai). D'autre part, réexaminant le projet tendant à améliorer la protection des victimes d'accidents de la circulation et à accélérer les procédures d'indemnisation, le Sénat, dans sa majorité, a maintenu son point de vue : il souhaite que la somme correspondante aux pénalités financières, dues par l'assureur, soit versée directement aux victimes et non au Fonds de garantie, et qu'elle soit fixée à 50 % du taux d'intérêt légal (en cas de retard dans le paiement) et non au double de ce taux (le Monde du 24 mai).

A LA DEMANDE DES PRODUCTEURS POLYNÉSIENS

Le vrai « monoï » sera protégé

L'Association des producteurs et distributeurs de « monoï » polynésien (ADPM), créée le 10 août 1980 à Papeete, n'est pas contente. Elle l'a fait savoir, vendredi matin 7 juin, au cours d'une conférence de presse tenue au secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer. Actuellement en procès avec un distributeur de cosmétiques, elle entend attirer l'attention des consommateurs sur les exploitations mensongères auxquelles donnent lieu en France et à l'étranger la commercialisation de ce corps gras obtenu traditionnellement par la macération des fleurs de tiaré, cultivées uniquement en Polynésie, dans l'huile de noix de coco (1).

En effet, la plupart des produits proposés en France sous l'appellation de « monoï » ne sont composés, en réalité, que d'huiles parfumées sans la moindre présence de fleurs de tiaré. On compte plus de soixante-dix contrefaçons dans notre pays ! Ces pratiques commerciales portent préjudice au « monoï » véritable. L'association revendique donc la mise au point d'une réglementation qui puisse aboutir

à la définition d'une appellation contrôlée. Elle est soutenue dans sa démarche par les pouvoirs publics, car la production de « monoï » représente une activité importante dans la vie économique de la Polynésie française, bien que les vertus de cet ingrédient exotique, étudiées en ce moment à la faculté de pharmacie de Montpellier, demeurent en vérité mal cernées.

L'appellation « véritable monoï tahitien » qui pourrait être adoptée prochainement serait en tout cas soumise au respect de trois règles : l'utilisation d'huile de noix de coco et de fleurs de tiaré exclusivement récoltées sur le territoire ; le raffinage de cette huile, sur place ; le respect du procédé traditionnel de fabrication. Le gouvernement du territoire sera saisi du texte réglementaire en préparation.

THOMAS FELL.

(1) On récolte chaque année en Polynésie 15 000 tonnes de coprah qui donnent 10 000 tonnes d'huile, dont un dixième est utilisé pour la fabrication du « monoï ».

LE CUMUL DES MANDATS : M. DEBARGE CHARGÉ D'EXPLORER TROIS VOIES

Le bureau exécutif du PS, réuni mercredi 5 juin, a entendu un rapport de M. Marcel Debarge, sénateur de Seine-Saint-Denis et membre du secrétariat national, sur le cumul des mandats et le statut de l'élu. M. Debarge anime le groupe de travail constitué à cet effet par le PS, après que M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, ait annoncé l'intention du gouvernement de « faire un pas vers la limitation du cumul des mandats » (le Monde des 11 avril et 4 mai).

De premier tour de table effectué mercredi, il ressort que les socialistes ont choisi, en la matière, l'option du « possible ». M. Debarge présentera la semaine prochaine un projet, à partir duquel le bureau exécutif devrait faire connaître sa position au gouvernement.

M. Debarge dnit notamment explorer trois voies : la possibilité d'une limitation du total des indemnités d'un élu, l'incompatibilité entre l'exercice de la présidence d'un conseil régional et celle d'un conseil général ; le développement des crédits d'heures et celui de la formation pour les élus locaux.

Pour les socialistes, la conjonction économique et politique, en particulier la très probable opposition des sénateurs à toute limitation concernant les parlementaires, ne permet guère d'aller plus loin, notamment dans le sens de la définition d'un véritable statut de l'élu, considéré par M. Debarge (dans le rapport qu'il avait rédigé en 1982 (le Monde du 4 juin 1982) pour M. Pierre Manroy comme indissociable d'un traitement au fond de la question du cumul des mandats.

L'éventuelle traduction législative des propositions que fera le PS au gouvernement devrait, pour les socialistes, prendre la forme d'un projet de loi.

J.-L. A.

Contentieux électoral à Sarcelles

Le commissaire du gouvernement a demandé vendredi 7 juin au tribunal administratif de Versailles d'annuler l'élection cantonale de Sarcelles-Nord-Est (Val-d'Oise).

Deux candidats de l'opposition, MM. Jean-Pierre Urviez (UDF-CDS) et Pierre-Alain Benhamou (RPR), ont en effet introduit un recours devant cette instance pour obtenir l'annulation du scrutin de mars dernier qui a donné la victoire à M. Dominique Beaudou, sénateur communiste du Val-d'Oise. Le conseiller sortant réélu en second tour avec 3211 voix sur 12 601 inscrits avait devancé de 38 voix le candidat de l'UDF.

M. Urviez a intenté un recours pour une erreur de 2 voix dans le décompte et pour irrégularités qu'il a constatées pendant la campagne électorale : affiches déchirées ou recouvertes, distribution d'un tract qu'il estime « diffamatoire » et surtout diffusion entre les deux tours d'un texte faussement attribué au Front national, dont le candidat local, M. Daniel Cousin, avait obtenu 15,52 % des suffrages au premier tour, appelant les électeurs à ne pas voter pour l'opposition parlementaire au second tour.

Le commissaire du gouvernement, M. Lamy-Roscod, a admis que deux bulletins de M. Urviez avaient été annulés à tort dans le décompte ainsi qu'un bulletin de M. Beaudou. Il a ensuite rejeté les deux griefs relatifs aux affiches lacérées et la distribution du tract jugé diffamatoire.

« Le troisième grief est plus délicat », a-t-il dit en évoquant le texte apocryphe du Front national. « Après quarante-huit heures de flottement, M. Le Pen a donné des consignes de vote pour le second tour, et, même si ce texte est un faux dont on ne connaît pas l'auteur, il n'est pas exclu qu'il émane d'une fraction dure du Front

national au niveau local », a affirmé le commissaire du gouvernement. « Ce texte invitait les électeurs à se rendre à la pêche à la ligne à-t-il pour autant déformé le livre jeu du scrutin ? Le suis très hésitant sur ce point. C'est plausible, mais ce n'est pas certain, et le doute ne saurait profiter à l'élu », a conclu M. Lamy-Roscod, en demandant l'annulation du scrutin.

Le tribunal rendra son jugement dans les prochains jours. Il devra également se prononcer sur les irrégularités dénoncées dans le recours introduit par le candidat RPR, M. Pierre-Alain Benhamou.

Le défenseur de celui-ci, M. Jean-Michel Baloup, estime en effet avoir apporté la preuve que sur cent soixante-neuf procurations, trente-six d'entre elles, émanant d'un hôpital de gérontologie et d'une clinique privée de la ville, sont « irrégulières ».

ALEX LEROUX.

**"GRAND JURY" RTL - Le Monde**

**FRANÇOIS d'AUBERT**

dimanche 18 h 15

animé par Alexandre BALOUD

Christine FAUVET-MYCIA et Thierry BREHIER (Le Monde), Gilles LECLERC et Dominique PENNEQUIN (RTL)

Député de la Mayenne

en direct sur **RTL**



100



LES LAURÉATS DU CONCOURS GÉNÉRAL

Jean-Yves Ollier (2<sup>e</sup> prix de philosophie, 1<sup>er</sup> accessit de français)

L'audace de l'originalité

Jean-Yves Ollier est encore tout étonné de voir que l'audace peut payer. Son audace, à lui, explique-t-il, a été de ne citer que trois auteurs et surtout de « tabler sur l'originalité ». « Le sujet était : « La liberté se limite-t-elle elle-même par des actes qu'elle accomplit ». Je me suis demandé si la morale chrétienne, avec ses propres frontières, n'apporte pas une infinie liberté. »

Seize ans et demi, élève au Lycée Louis-le-Grand depuis cette année seulement (terminale C 1), Jean-Yves Ollier est ingénieur dans les pétroles. « Mais le premier dans la famille à avoir un baccalauréat », souligne Jean-Yves fibreux. La mère s'occupe du foyer. « Nous avons beaucoup voyagé. Nous sommes allés trois ans et demi au Japon, un aux États-Unis, au Texas, et un en Angleterre. » La famille s'est même rendue en Arabie Saoudite, Jean-Yves ayant appris à lire pratiquement tout seul et s'amusant en CE 1, il est passé directement en CE 2.

De ses voyages, il a gardé une passion des langues, « et surtout de l'étude de leurs structures ». Il parle l'anglais, l'allemand, l'espagnol, a commencé à prendre des cours d'hébreu et vient de se mettre au tibétain parce qu'il compte se rendre en Inde en Tchécoslovaquie.

Bosseur, il n'en est pas moins sportif, et dès qu'il le peut — à chaque congé — il saute sur sa planche à voile ou chasse une paire de skis. « J'aime me tenir au courant de ce qui se passe à travers le monde, mais je ne suis pas attaché à un journal. » Il ne rougit pas d'avoir sur sa table de chevet la Vie de Marianne de Marivaux, mais court aussi « au moins une fois par semaine » dans les salles obscures pour voir les derniers films sortis.

Ses projets : bypochisme et, pourquoi pas, l'ENA ? La diplomatie le tente. Il s'y essaie déjà : costume gris et cravate bleue, il pratique le baise-main avec l'habileté d'un vieux routier du Quai d'Orsay.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Fabrice Nicol (1<sup>er</sup> prix de français et d'espagnol)

Doué en tout

« Il grandit à tout et fait même parfois la cuisine. » Ce garçon modeste, dépeint par sa mère — qui est professeur de lettres — est premier prix de français et d'espagnol. A seize ans et demi, Fabrice Nicol n'est pas un élève tout à fait comme les autres : « Particulièrement doué en tout, d'une qualité exceptionnelle », déclare le proviseur du lycée Bellevue de Toulouse, où il est élève en classe de première scientifique, avec de très bons résultats en mathématiques. Modeste, Fabrice attribue ses succès aux cours par correspondance du Centre national d'enseignement par correspondance, qu'il a suivis pendant la période de scolarité dépendant au collège, « parce que je n'avais plus envie de fréquenter le milieu scolaire traditionnel ».

Il aime Proust, Stendhal, Verlaine, mais lit aussi des bandes dessinées, et les deux héros, Blake et Mortimer, n'ont pas de secret pour lui. Cinéma, il cite, parmi ses réalisateurs préférés, Bergman, Duras et Truffaut.

« Le sujet français me convenait. D'ailleurs, quel que soit le sujet, je me sens à l'aise. Ce qui me surprend, c'est mon premier prix en espagnol. Cela a été difficile surtout en version. » Ce jeune homme envisage de poursuivre des études scientifiques, mais n'exclut pas, pour autant, la possibilité d'une carrière littéraire.

POUR DÉPASSER LA QUERELLE ENTRE LES ANCIENNES ET LES NOUVELLES PÉDAGOGIES.

M. Jean-Pierre Chevènement souhaite relancer la recherche en éducation

M. Jean-Pierre Chevènement a adressé la lettre suivante à M. Jacques Perriault, directeur de programme à l'Institut national de recherche pédagogique, dans laquelle il lui fait part de son désir de relancer la recherche en éducation. Il le charge notamment d'organiser une rencontre sur ce sujet dans la deuxième quinzaine de septembre.

« Dès mon entrée en fonction, j'ai déclaré l'intérêt que je portais à la recherche en éducation. Par là, j'entends la recherche sur l'ensemble du système éducatif et ses relations avec la société. La recherche en éducation ne se limite pas à la recherche pédagogique mais l'inclut naturellement (...).

« Si la recherche en éducation doit être libre comme toute recherche, il est indispensable qu'elle soit aussi guidée par la demande sociale. Les besoins de notre système éducatif sont considérables et souvent mal connus. La prolongation généralisée de la scolarité à dix-huit ans, le projet de faire accéder d'ici l'an 2000, 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, la persistance de la reproduction des inégalités sociales malgré l'école, la comparaison de notre système éducatif avec ceux d'autres pays, autant de pistes, parmi d'autres, que la recherche devrait systématiquement explorer. »

« Il est donc indispensable que la recherche en éducation éclaire les choix auxquels procède le ministre de l'Éducation nationale. Je ne suis pas de ceux qui se réjouissent de ce qu'elle ait été mise à l'écart de ces choix dans les années 1970. La recherche en éducation est en effet nécessaire au progrès de l'école. »

« Un bilan de la recherche en éducation s'impose, qui distingue la recherche fondamentale, plus que jamais utile, et les applications prématurées d'une recherche mal assurée. Ce bilan doit procéder d'une réflexion objective et confronter sans cesse les capacités de l'école et les besoins du pays. Il est temps de dépasser la fausse querelle entre les anciennes et les nouvelles pédagogies. L'heure est venue de synthèses positives. Une seule chose compte à mes yeux : ce sont les résultats et la satisfaction des besoins éducatifs de la nation. »

« Dans cette perspective, je souhaite relancer la recherche en éducation à partir d'une réflexion collective ouverte à la communauté scientifique et aux partenaires de l'école. »

« L'Institut national de la recherche pédagogique, par sa fonction et par les liens qu'il a tissés avec l'Université et avec les mouvements pédagogiques, me paraît être le cadre approprié à l'organisation d'une telle réflexion. Cette rencontre pourrait se tenir dans la deuxième quinzaine de septembre (...).

Maman mule

La mule Krause et l'âne Chester sont heureux de faire part de la naissance de Blue Moon.

Selon la revue suisse Pharma Information, Krause serait la première mule autorisée à avoir réussi à mettre au monde. Jusqu'à présent, toutes les mules — hybrides de soixante-trois chromosomes résultant du croisement d'un jument (soixante-quatre chromosomes) et d'un âne (soixante-deux chromosomes) — étaient considérées comme stériles. Cette naissance serait d'après les généticiens le résultat d'un extraordinaire concours de circonstances : la mule qui a mis bas aurait produit un œuf fécondable, uniquement porteur de chromosomes de jument, qui, après avoir été fécondé par du sperme d'âne, a donné une petite mule. Un événement qui, statistiquement, ne se produit qu'une fois sur un milliard.

LA CATASTROPHE DE BEAUNE DEVANT LE TRIBUNAL DE DIJON

Des peines de prison de dix-huit mois et deux ans ont été requises

C'est le 28 juin que le tribunal correctionnel de Dijon présidé par M. Jean Levanti rendra son jugement dans le procès pénal de la catastrophe routière de Beaune contre le chauffeur de l'un des autocars, M. Antoine Alu, et contre le directeur de l'entreprise de transports M. Jean Bouttaz, le substitut du procureur de la République M. Bernard Gauthier a requis, vendredi 7 juin, des peines de dix-huit mois et deux ans de prison, laissant au tribunal le soin de leur consentir ou non le sursis.

De notre envoyé spécial

Dijon. — Après le long débat technique de la veille, la seconde et dernière journée du procès pénal de la catastrophe routière de Beaune — cinquante-trois morts dont quarante-quatre enfants — a été sans surprise. Comme on s'y attendait, les avocats des parties civiles et, après eux, le représentant du ministère public, ont demandé aux juges de rendre une décision qui ait valeur d'exemple : visant à frapper sévèrement les deux prévenus, cette décision doit être considérée comme un avertissement pour tous les transporteurs et conducteurs négligeant leurs obligations et le respect des règles de sécurité. Ce n'est assurément pas là un discours inédit. Le même fut tenu en d'autres circonstances, que ce soit à l'occasion de procès plus ou moins anciens comme ceux de la catastrophe de Feyzin, de l'incendie du CES Paileron ou de la tragédie du dancing de Saint-Laurent-du-Pont le « 5-7 ». C'est qu'il faut des drames comme ceux-là pour faire découvrir ces négligences, inattentions, imprudences ou inobservances des règlements que réprime le code pénal, mais dont personne ne peut dire qu'elles ne se perpétuent pas puisque, au fil des années, on est amené à les constater encore et toujours.

A Dijon on a noté une différence entre le réquisitoire et les plaidoiries des parties civiles. Alors que M. Bernard Gauthier devait s'en tenir rigoureusement au dossier et aux conclusions des experts judiciaires, les représentants des associations parties civiles ont négligé volontairement l'aspect purement technique pour insister sur des responsabilités plus vastes à leurs yeux, sinon plus graves. Ainsi M. Roland Weyl, au nom de l'association des familles des victimes de Crépy-en-Valois, qui ont perdu quarante-quatre enfants, devait dire : « Il faut savoir qu'il y a encore beaucoup de Bouttaz, que ça continuera, qu'il y aura d'autres accidents de ce genre si l'on ne donne pas un coup d'arrêt ».

En amont des fautes retenues par le parquet — freinage tardif de M. Alu, défaut d'entretien des véhicules par M. Bouttaz — il y a d'autres responsabilités. Elles sont

de freinage avant du deuxième véhicule de la colonne qui, sans cette anomalie, aurait pu, lui aussi, s'arrêter au lieu de venir heurter, à 35 kilomètres à l'heure, les deux voitures intercalées entre lui et le véhicule de M. Alu, et qui alors s'embrasèrent, propageant instantanément le feu à l'autocar tamponneur.

« Ce sont là des fautes extrêmement graves », devait dire avec force M. Gauthier avant de conclure : « Je demande contre Antoine Alu, le chauffeur, seize à dix-huit mois de prison et contre Jean Bouttaz le maximum de la peine prévue par le code pénal, c'est-à-dire deux ans de prison et une amende de 30 000 francs. »

Je ne me sens pas autorisé, devait-il ajouter, à consentir moi-même pour l'un et l'autre le bénéfice du sursis. Le tribunal appréciera si ce sursis peut être accordé totalement à M. Alu et partiellement à M. Bouttaz. »

Contradictions

La défense ne se résigne pas pour autant. M. Camille Beziz et le bâtonnier Jacques Feron ont, en effet, vaillamment plaidé la relaxe. Pourquoi ? Parce que les rapports d'expertise ne les ont pas convaincus et que, pour le moins dans leur esprit, un doute demeure. Point ne suffit d'affirmer. Il convient aussi de démontrer. Or M. Beziz et Feron n'étaient pas sans arguments, tout au moins pour M. Alu. A son sujet les experts, fondant leurs conclusions sur l'examen des disques tachygraphiques du car allemand qui précédaient celui conduit par M. Alu, affirment que ce véhicule se trouvait à

350 mètres devant quand il commença à freiner et qu'au moment du choc sa vitesse était tombée à 6 kilomètres/heure.

Pour les avocats, cette affirmation se heurte à une double impossibilité. Le chauffeur du car allemand n'a-t-il pas déclaré à l'instruction qu'il doublait les autocars de la colonne un kilomètre avant le lieu de la catastrophe. Il roulait alors à 90-95 kilomètres/heure. Pour prendre une avance de 350 mètres il lui aurait fallu parcourir 3.500 kilomètres. Est-il convenable de surcroît, la circulation étant ce qu'elle était cette nuit-là, qu'aucun véhicule ne soit venu alors s'intercaler entre les deux cars ? Dès lors, peut-on exclure que la distance séparant les deux véhicules était en réalité beaucoup plus réduite et que, dans ces conditions, loin de disposer de 350 mètres, M. Alu n'avait guère qu'une cinquantaine de mètres à sa disposition et que, dans ces conditions, son freinage ne fut pas tardif.

Autre contradiction : le chauffeur allemand estime qu'il roulait au moins à 50 kilomètres/heure au moment du choc et non à 6 kilomètres/heure comme l'affirment les experts. Il en a d'ailleurs donné pour preuve le fait qu'il était, à cet instant, en sixième vitesse et qu'il n'eut pas à rétrograder pour aller se ranger sur la bas-côté. L'argument n'est pas négligeable. Comment y répondra le tribunal dans ses attendus que l'on connaîtra le 28 juin ? Une date qui, vraisemblablement, n'a pas été choisie par hasard : ce sera celle précisément de la veille des grands départs de l'été.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Economie et sécurité

Autrement dit, les conditions même d'emploi que pratiquait le transporteur de Saint-Jean-de-Maurienne sont déjà révélatrices d'une négligence, d'une inobservation des règlements, et doivent être retenues à charge elles aussi, tout autant que les défauts d'entretien des véhicules constatés par les experts.

De cet aspect des choses le représentant du ministère public n'a pas traité. Il s'est malgré tout retrouvé en accord avec les parties civiles pour dire, comme elles, que « dans cette tragédie, la fatalité n'a pas sa place », qu'« on n'a jamais le droit pour des raisons économiques ou financières de mettre en danger la sécurité et plus encore la vie d'autrui » et qu'« on ne transporte pas des enfants comme des marchandises ou des pièces détachées ».

Pour le reste, le réquisitoire s'est appuyé sur les conclusions des experts. D'une part, un freinage trop tardif de M. Alu, conducteur du premier autocar de la colonne de vacances, qui s'en fut heurter l'autocar allemand qui le précédaient et avait ralenti, alors que 350 mètres séparaient les deux véhicules. D'autre part, les déficiences constatées dans le système

En bref

Le commissaire Ambrosi libéré

Le commissaire Gilbert Ambrosi, trente-neuf ans, inculpé de « coups et blessures avec préméditation » l'aide d'une arme dans l'exercice de ses fonctions d'officier de police » et écroué le 18 avril, a été libéré, vendredi 7 juin, sur décision de la chambre d'accusation de Riom (Puy-de-Dôme). Le policier est notamment accusé d'avoir frappé un jeune Algérien convaincu de cambriolage avec une « matraque électronique » (le Monde du 2 mai).

M. Dominique Chambon, son avocat, a déclaré avant l'annonce de la libération : « Gilbert Ambrosi a été très affecté par l'attentat à l'explosif qui a détruit sa propriété, et cet homme est désormais sans ressources. Il a reçu dernièrement l'arrêt lui signifiant sa suspension administrative, avec effet rétroactif au 19 avril. Il ne perçoit donc plus son traitement. »

Trois surveillants de prison condamnés pour corruption

Trois surveillants de prison de la maison d'arrêt de Severne (Bas-Rhin) ont été condamnés, jeudi 6 juin, à des peines de prison ferme pour « corruption, remises et sortites d'objets et correspondance », et pour l'un d'eux, « connivence d'évasion ». L'affaire avait débuté avec la découverte de lames de scie

dans la cellule d'un détenu (le Monde du 14 février). L'enquête avait démontré la complicité d'un gardien, M. Waldeemar Zelazny, quarante-quatre ans. Une seconde information avait été ouverte contre MM. Rôph Kuppe, trente-huit ans, et Gérard Farnetier, vingt-quatre ans, coupables avec M. Zelazny d'avoir entré et sorti irrégulièrement, en échange d'argent, des lettres, des bouteilles d'alcool et de la charcuterie, depuis 1983, au bénéfice de détenus.

M. Zelazny a été condamné à trois ans d'emprisonnement ferme, qu'il purge à la maison d'arrêt de Sarreguemines (Moselle), et les deux autres à deux ans d'emprisonnement, dont un avec sursis. Huit autres personnes, parents et amis des gardiens de prison, ont été condamnées à des peines allant de trois mois avec sursis à quinze mois ferme, et à des amendes de plusieurs milliers de francs.

« L'attaque d'un transport de fonds à Marseille : une arrestation. — L'un des pillards qui, lors de l'attaque d'un fourgon de transport de fonds, le 31 mai à Marseille, avait ramassé de l'argent, a été inculpé de vol et écroué, mercredi 5 juin, à la maison d'arrêt des Baumettes. M. Mohamed Agoune, âgé de trente ans, docker, domicilié près du lieu de l'attaque, s'était précipité dans les débris du véhicule, que des gangsters avaient fait exploser provoquant la mort des trois convoyeurs. Une somme de 15 000 F a été découverte à son domicile.

Mariages

— M. et M<sup>me</sup> Ornato Pautasso, M. et M<sup>me</sup> César Benetti, ont l'honneur de faire part du mariage de leurs enfants,

Catherine et Dico.

La bénédiction nuptiale leur sera donnée le samedi 8 juin 1985.

Décès

— Ses amis Et anciens élèves, ont la profonde tristesse de faire part du décès, le 29 mai 1985, de

M. Georges DEVEREUX

Il sera inhumé, le lundi 10 juin 1985, à 8 h 30, au columbarium du Père Lachaise.

— L'association Droits de l'Homme et Solidarité salue avec émotion la mémoire de

M. Vladimir JANKÉLEVITCH

qui a tant lutté pour les « droits de l'autre ».

Il était avec

et

Yvonne Dorcas

coprésident du comité d'honneur de Droits de l'Homme et Solidarité.

127, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

— Les enseignants, Les étudiants, Le personnel administratif de l'UER de philosophie de l'Université de Paris-I-Parisod-Sorbonne,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Vladimir JANKÉLEVITCH,

professeur honoraire à l'Université de Paris-I.

Les obsèques auront lieu le lundi 10 juin à 16 h 15 au cimetière de Châtigny-Malabry.

(Le Monde du 8 juin.)

— La famille précise que l'inhumation de

M. Vladimir JANKÉLEVITCH

aura lieu au cimetière nouveau, rue de l'Égalité,

à Châtigny-Malabry, le lundi 10 juin, à 16 h 15.

Carnet

— M<sup>me</sup> Colette Saffra, M. et M<sup>me</sup> Leclercq, et leurs enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> Pierre Saffra, et leurs enfants, M<sup>me</sup> Martine Saffra, ont le regret d'annoncer le décès, survenu le 6 juin 1985, de

M. Joseph SAFFRA ancien avocat international ancien directeur commercial de Bernard Motereux.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

14 bis, avenue Casimir-Davaigne, 92380 Garches.

Lille, Mulhouse, Montbrison.

— M<sup>me</sup> Jacques Tostain, son épouse, Dorine et Guy Barbey, leur fille Elodie, Marion et Jean-Paul Charles, ses enfants, Docteur René Tostain, et ses enfants, M<sup>me</sup> Maurice Baur, sa mère,

ont la douleur de faire part de la disparition de

M. Jacques TOSTAIN,

ingénieur ECP

survécu à Boulogne-sur-Seine, le 3 juin 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Un service religieux sera célébré ultérieurement.

11 bis, rue du Belvédère, Boulogne-sur-Seine.

Communications diverses

— La SPA organise les 8 et 9 juin, de 9 h 30 à 17 h 30, au refuge Grammont, 30, avenue du Pont-Saint-Denis, 92230 Gennevilliers, des journées d'adoption.

700 chiots et chats sont à adopter. Participation demandée 250 F à 300 F pour un chat, 350 F à 500 F pour un chien. Se munir d'une pièce d'identité et d'un justificatif de domicile. Tél. : (1) 798-57-50.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-IV, lundi 10 juin, à 18 heures, salle 201, M. Gilles Thibien : « Hegel et le romantisme allemand ».

— Université de Paris-X Nanterre, mardi 11 juin à 15 h 30, salle des Actes, M. Philippe Masrét : « Cinéma et communication politique ».















## Le Monde REGIONS

UNE EXPÉRIENCE THÉÂTRALE RÉUSSIE

### L'autre feuilleton de Chateaufallon



nées, les chanteurs à la mode, et produit quelques spectacles lyriques dont il est urgent d'améliorer la qualité. On parle d'une salle style Palais des congrès, d'un aménagement du centre-ville, laissé à l'abandon...

C'est dans ce contexte qu'est arrivé Denis Guénoun dont les élus ont apprécié le charme et les qualités. « Il ne se contente pas de se tourner vers nous et de nous demander de l'argent », dit François Trucy, premier adjoint au maire, chargé des finances, et la ville ne lui a pas marchandé son appui. Les Chantiers navals lui donnent la charpente de l'immense décor pour le *Printemps. Var-Matin*, le quotidien le plus important de la région, pratiquement le seul, soutient son travail, régulièrement suivi par Alain Perrier, journaliste économique qui se bat pour que Chateaufallon ne soit pas « réservé à la consommation estivale ». Les agences de voyage proposent un forfait week-end au bord de la mer et une représentation du *Printemps* (du 5 juillet au 17 août). Le soleil et la Méditerranée ne suffisent plus aux touristes...

Michel Pezet, président socialiste du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, mise, lui aussi, sur Chateaufallon et compte sur un effet d'entraînement, au-delà des grandes opérations comme les festivals d'Aix, d'Avignon, d'Orange ou les Ballets de Marseille : « Nous créons ainsi, explique-t-il, des emplois culturels. L'investissement est minime. Avec 500 000 francs nous avons aidé un atelier de décors régional. Son carnet de commandes est plein : il va falloir en créer un second. »

Evidemment, les petites troupes installées depuis longtemps dans la région voient d'un mauvais œil l'importance prise par Denis Guénoun. Mais celui-ci apporte une qualité de travail reconnue et il a su focaliser les énergies à un moment où la culture est considérée comme une « industrie porteuse ». « Aux élus de se montrer à la hauteur », dit François Trucy. « Nous voulons prouver que nous sommes capables de... », dit Michel Pezet.

COLETTE GODARD.

(1) Le spectacle a fait l'objet d'un film pour FR 3, qui doit être projeté à Marseille, et dans la région, sous l'impulsion de M. Marc Sarabecoles, président du colloque international « Virgile au vingtième siècle », qui a eu lieu en mois de janvier.

A U moment où les organismes culturels, grands et petits, se replient sur eux-mêmes, s'arc-boutent pour résister aux tempêtes politiciennes et subir sans mourir les budgets de la rigueur, Denis Guénoun, qui dirige une compagnie indépendante, tente, près de Toulon, une expérience ambitieuse avec le Centre d'action culturelle de Chateaufallon, fondé et dirigé depuis vingt ans par Gérard Paquet.

Ils préparent ensemble une épopée grandiose — en trois parties, avec cent cinquante comédiens, — le *Printemps*, qui raconte la Renaissance : les débuts de notre monde moderne, la découverte de la terre et du ciel. Le budget du spectacle atteint 10 millions de francs, mais la compagnie et le Centre sont largement subventionnés par l'Etat et les collectivités locales.

Il y a trois ans, Denis Guénoun a présenté à Chateaufallon, avec succès, le *Chapeau de paille d'Italie*. Puis, en coproduction avec le Centre, un spectacle — déjà du genre grandiose — *L'Enlèvement*. Les salles sont pleines, les spectateurs enchantés (1). Gérard Paquet propose à Denis Guénoun de développer leur collaboration. Le Centre de Chateaufallon, c'est d'abord un théâtre en plein air pour festival d'été — le jazz jusqu'en 1975, la danse à partir de 1977. En revanche, jusqu'à présent les activités théâtrales permanentes n'étaient pas fidèlement suivies.

Accusé à la fois d'élitisme et d'éclectisme, Gérard Paquet va trouver en Denis Guénoun quelqu'un qui répond à ses exigences artistiques et qui, un peu à la manière du Théâtre du Soleil, établit un contact chaleureux entre la scène et la salle. Homme de gauche, il a obtenu l'appui de la « gauche enseignante », comme c'est normal, et, comme ça l'est moins, de la municipalité de Toulon, qui est de droite. Car si, administrativement, Chateaufallon dépend d'Ollioules, c'est Toulon et ses 180 000 habitants (plus de 400 000 dans l'agglomération) qui fournissent la majeure partie des spectateurs et des subides.

Dès son arrivée, Denis Guénoun s'est senti chez lui à Toulon, où il a fait son service militaire. Il y a trouvé une famille d'esprit qu'il connaît bien, des pieds-noirs, comme lui. Son succès s'explique par cette complicité presque filiale, son charisme personnel, la qualité de son travail et un élément conjoncturel, mais essentiel : Denis Guénoun est survenu à point nommé, alors que les élus cherchaient à relancer le prestige de la région, frappée de plein fouet par la crise.

Toulon finance un festival de musique, « qui tient son rôle », un musée important, un théâtre municipal qui accueille les tour-

dans une cinquantaine de châteaux et de musées, les festivals de la région, une centaine de salles de cinéma le dimanche et surtout au cinémobile, une salle d'art et d'essais ambulante qui parcourt les routes de la région.

Ce passeport vendu avec un badge se présente sous la forme d'un livret et il contient la liste des lieux de visite et des manifestations avec les renseignements pratiques correspondants. Il est vendu 100 francs pour un an, 50 francs pour un mois dans les syndicats d'initiative, au siège des comités départementaux du tourisme et dans les 800 agences du Crédit agricole de la région.

#### FRANCHE-COMTÉ

BESANCON. — Une convention insistant la « Communauté de travail du Jura » a été signée le 3 mai 1985 à Delémont, en Suisse, entre le conseil régional de Franche-Comté et les représentants des quatre cantons suisses frontaliers : Berne, Vaud, Neuchâtel, Jura. Il s'agit d'instaurer une coopération privilégiée dans différents domaines tels que l'économie et l'emploi, les liaisons routières et ferroviaires, la culture, l'éducation, le tourisme, l'aménagement du territoire et l'environnement. On envisage aussi la possibilité pour un frontalier de consulter un médecin dans le pays

de son choix sans perdre le bénéfice de sa couverture sociale.

Cet accord s'inscrit dans la politique de coopération étrangère développée par la Franche-Comté en direction de différentes régions d'Europe comme le Val d'Aoste (Italie), l'Emmental (RFA) ou la région de Saragosse (Espagne).

#### ILE-DE-FRANCE

CRÉTEIL. — Cent jeunes viennent de commencer la réhabilitation du « fort de Champigny » à Chennvières (Val-de-Marne) dans le cadre des travaux d'utilité collective. Ils participeront ensuite, à partir du 21 juin, aux animations estivales prévues dans le cadre de « Fêtes et foras ».

Les « tucistes » sont partagés en plusieurs ateliers et encadrés par quatre associations : Loisirs-Culture, Jeunes-Medras, Rempart, et Animation 94.

Achévé en 1878, le fort de Champigny a été longtemps laissé à l'abandon. Inscrit depuis 1979 à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, il est un des mieux conservés de la région parisienne.

En septembre prochain, le fort 3 devrait être transformé en un lieu de promenade enfin accessible et agréable.

#### LANGUEDOC-ROUSSILLON

##### NIMES :

« démunicalisation »

2 200 titulaires et 600 vacataires : les services municipaux à Nîmes (130 000 habitants) disposent, selon l'équipe Bousquet élue en 1983, d'effectifs pléthoriques. D'où la décision votée récemment de privatiser progressivement six services, notamment les cantines scolaires et l'assainissement. L'opération devrait concerner un millier de salariés de la ville d'ici au mois de juin. L'objectif est de rationaliser la gestion municipale à l'heure où les nombreux et ambitieux projets de la Ville nécessitent le dégageant rapide de sommes importantes.

Réaction globalement négative des syndicats. A la CGT, la condamnation est ferme et sans appel. La CFDT proteste elle aussi, mais insiste sur l'absence de consultations de l'ensemble du personnel. Côté FO et autonomes, on conteste le principe, mais, dans la pratique, on négocie.

PERPIGNAN. — Le conseil général des Pyrénées-Orientales envisage la création d'une « zone ostréicole » de 120 « tables » sur la partie sud de l'étang de Leucate.

Le coût du projet s'élève à 9 millions de francs et devrait être présent à Bruxelles pour l'obtention de prêts et de subventions dans le cadre

des « programmes intégrés méditerranéens ».

Resterait ensuite à valoriser cette « huile plate du Roussillon », susceptible d'intéresser la clientèle espagnole.

#### LORRAINE

##### NANCY :

le leader du bermudo

En étant admis à la cote du second marché de la Bourse de Nancy, le 13 juin prochain, les établissements Jullien, implantés à Pompey (en Meurthe-et-Moselle) depuis quatre générations, ont réussi un tour de force peu commun. En effet, il s'agit d'une entreprise lorraine du secteur textile, dont on sait les difficultés actuelles.

Jean Semin, l'actuel PDG de Jullien, a soigneusement su faire évoluer l'entreprise familiale, primitivement spécialisée, au début du siècle, dans le vêtement de chasse. Dans les années 60, il a décidé d'opter pour la confection enfantine, notamment pantalons, shorts et bermudas, se cantonnant dans la grande distribution. Les établissements Jullien sont désormais leaders français dans leur secteur avec un chiffre d'affaires en 1984 avoisinant les 160 millions de francs pour un bénéfice hors taxe de 8,6 millions.

#### PAYS DE LOIRE

##### NANTES :

la cathédrale retrouvée

Treize ans après l'incendie qui avait ravagé la charpente de la cathédrale Saint-Pierre — une pure nef gothique flamboyant commencée au quinzième siècle, — cette église a retrouvé son aspect primitif. Les travaux de réparation de la toiture ont d'abord été réalisés peu après le sinistre, mais cette réparation a surtout été l'occasion d'une restauration générale qui vient seulement de se terminer.

Coût de l'opération — financée par l'Etat — 40 millions de francs effectués en douze ans à ce monument historique où repose le duc de Bretagne François II.

C'est une véritable renaissance pour cet édifice dont le chœur, le transept, les chapelles, le déambulatoire...

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Jean-Louis Bener, Olivier Clerc, Jean Cantrucci, Didier Cornille, Claude Fabert, Francis Gouge, Régis Guyotat, Claude Régent, Christian Tual, Jean Videau.

toire ainsi qu'une crypte romane du sixième siècle apparaissent comme au premier jour.

#### PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

##### MARSEILLE :

l'archéologie sur ordinateur

Marseille, qui a payé cher l'ignorance de l'histoire de son sous-sol (un retard de dix ans sur le projet du Centre-Bourse après la découverte et la mise au jour du port antique), est la première ville française à mettre à la disposition des décideurs une cartographie informatisée du centre ville sur le plan archéologique. Cette initiative intéresse les quartiers du centre ville entourant le Vieux-Port, où, voici deux mille six cents ans aborderont les « pères fondateurs » grecs, venus de Phocée.

Les informations portées sur des cartes informatisées au 1/500 indiquent pour chaque secteur du terrain concerné son « histoire » à travers les divers monuments, bâtiments, édifices qui s'y sont succédés. Ce sont les architectes de l'Atelier du Patrimoine, émanation du secrétariat général de la Ville, qui ont mis au point ce programme.

#### RHONE-ALPES

##### Lyon, j'aime...

Les responsables de la chambre de commerce ont commandé une enquête très instructive sur « l'image de Lyon à Paris ». Les résultats de plus de deux cents entretiens avec des cadres ou des dirigeants d'entreprise sont un véritable plébiscite pour la capitale rhodanienne.

La ville est en tête de tous les classements lorsqu'on compare son image à celle de treize autres villes françaises — sur les thèmes décisifs au moment du choix d'un transfert en province. Elle est citée comme la plus « dynamique », la plus « industrialisée », celle où se trouvent les meilleurs moyens de communication, un lieu où chercheurs et ingénieurs « ne sont pas coupés des centres d'innovation », où il est possible d'« assurer sa formation professionnelle » tout en pouvant, mieux qu'ailleurs, « recruter du personnel qualifié ».

Le revers de la médaille tient à l'assimilation trop forte de Lyon à une « mégapole », donc à une grande cité aux nuisances nombreuses : pollution, insécurité, cadre de vie hostile... Et si l'on vante sa situation géographique : « (près de la mer, proche des pistes de ski), la ville elle-même reste mal connue ».

#### DE LA COUTELLERIE A L'ACCASTILLAGE

### Michel Boissonnet, marin de Thiers

D'Eric Tabarly à Philippe Jean-tot, la plupart des grands navigateurs ont pris au moins une fois le route de Thiers, la ville des couteliers, perchée sur son rocher au-dessus de la Limagne. A 500 kilomètres du premier port de mer, l'entreprise Wichard arbore en effet le pavillon du chef de file européen de l'accastillage en matière de manilles et de mousetons, et lutte pour la suprématie mondiale avec le groupe australien Fico-Ronstan.

L'accastillage représente pour l'heure 40 % de l'activité générale de la forge Wichard (fondée en 1919...), qui cultive décidément l'originalité en fabriquant des prothèses de hanche en titane, pour lesquelles le principal dirigeant, M. Michel Boissonnet, et ses collaborateurs vont étudier un plan de commercialisation vers les Etats-Unis.

C'est aussi outre-Atlantique que se joue la bataille de Wichard pour l'accastillage. Après avoir attaqué le marché américain, en 1977, les « marins » thierois

sont aujourd'hui à se lancer sérieusement à la conquête du Pacifique, dont M. Boissonnet estime qu'il représente « la grande zone de développement des sports nautiques des dix années à venir ». Les Jeux olympiques se déroulent à Séoul, en 1988, et l'Australie s'est enflammée pour la « plaisance » depuis sa victoire dans l'Admiral's Cup.

Cette aventure industrielle partagée par cent vingt salariés a débuté juste avant la grande crise de la sidérurgie de 1976. Elle était davantage le fruit de circonstances que d'une initiative délibérée. Dans les années 60, la navigation de plaisance s'était orientée, sous l'impulsion des Suédois, vers l'utilisation d'aciers inoxydables, domaine que connaissait bien Wichard, comme beaucoup de couteliers thierois qui étaient mis à fabriquer de petites pièces de précision. A la demande d'un industriel extérieur à la région, Wichard commençait à produire des manilles au début

des années 70. Son savoir-faire étant connu, Eric Tabarly vint le solliciter d'urgence qu'il construisait *Pan Dulac-VI* pour la première Course autour du monde par équipages : « Ce fut pour nous un fabuleux banc d'essai qui décida de notre orientation », se souvient Michel Boissonnet. L'entreprise produisit dès lors une série de mousetons particulièrement réputés, et Eric Tabarly travaille actuellement avec Wichard pour la construction de son futur bateau de 26 mètres. Côte d'or.

Cette réussite ne repose pas uniquement sur une opportunité. Elle s'explique aussi par la tradition industrielle de Thiers, où le façonnage séculaire des couteaux et forgés des générations de compagnons, qui maîtrisent parfaitement le travail du métal, « le fer, on a ça dans le sang », dit M. Boissonnet, Toulonnais d'origine. Ce qui explique peut-être pourquoi il a su si bien convertir à la marine ce haut lieu du Massif central.

LIBERT TARRAGO.

#### BRETAGNE

##### RENNES :

du courant pour les pauvres

La déléguée d'Ille-et-Vilaine du Secours catholique attire l'attention sur les dettes d'électricité qui se multiplient pour cause de chômage ou de maladie. Elle fait deux propositions :

— Création d'une nouvelle catégorie dans l'échelle des tarifs préférentiels afin de fournir aux personnes en difficulté le courant à son coût de fabrication et non à son coût de revient ;

— Dans le cas d'un dépôt de bilan d'une entreprise familiale, séparation des dépenses de consommation d'énergie pour l'activité commerciale ou artisanale et pour l'usage domestique du ménage.

A l'intention de sept mille familles en état de « pauvreté absolue » dans le département, le Secours catholique demande aussi que soit créé un fonds de solidarité qui serait alimenté par les salariés EDF-GDF acceptant de « verser un certain pourcentage (10 à 20 %) des bénéfices qu'ils obtiennent sur leurs consommations personnelles d'énergie ».

SAINT-BRIEUC. — A Plénissien, dans les Côtes-du-Nord, est né en 1962 le premier centre de recherches appliquées en algologie : douze personnes, dont quatre scientifiques et deux techniciens, plus les équipes de chercheurs de passage, y travaillent ; des entreprises sont venues s'installer près du centre : Natural-gue (diététique), Armor Algue (créé avec l'épargne locale), qui assure diverses transformations pour la cosmétologie, la parapharmacie, la thalassothérapie ou les amendements agricoles.

Le hasard des recherches a fait découvrir récemment que l'algue verte, incorporée à l'alimentation des poules, donne des œufs au jaune mieux coloré, et d'une meilleure qualité gustative. Une usine de production de l'aviticulture bretonne, qui a investi 6 millions de francs dans ce projet, a été inaugurée à la fin mai et « exploitera » les œufs de Plénissien.

#### CENTRE

##### ORLÉANS :

un passeport-loisirs

Les châteaux de la Loire et les richesses artistiques de la région du Centre sont rendus encore plus accessibles grâce à un « passeport-loisirs » mis au point par le conseil régional et le Crédit agricole. La présentation de ce passeport permet d'obtenir une réduction de 25 à 40 %



## Sports

### TENNIS



## Les Internationaux de France

**1 338 200 francs au vainqueur, 669 060 francs au vaincu.**  
Le verdict de la terre battue tombera, dimanche 9 juin, au stade Roland-Garros pour les champions 1982 et 1984. Pour avoir le droit de s'affronter pour la douzième fois de leur carrière, Wilander et Lendl n'ont pas pris le risque de s'enrhumer en entraînant sur le central le 7 juin, lors des demi-finales. En moins de trois heures, le Suédois, a éliminé McEnroe et, en moins de deux heures, le Tchèque a éliminé un Américain ne gagnant donc pas les Internationaux de France, trente ans après Tony Trabert. Les couleurs des États-Unis devraient néanmoins s'imposer Porte d'Auteuil, samedi 8 juin, au terme de la finale entre Martina Navratilova et Chris Evert-Lloyd.

### Les résultats du vendredi 7 juin

**SIMPLE MESSIEURS (Demi-finales)**  
Lendl (Tch. n° 2), b. Connors (E.U. n° 3), 6-2, 6-3, 6-1; Wilander (Sué. n° 4), b. McEnroe (E.U. n° 1), 6-1, 7-5, 7-5.  
**DOUBLE DAMES (Demi-finales)**  
Navratilova-Shriver (E.U. n° 1), b. Nagelsen-White (E.U. n° 6), 6-3, 6-4; Kohde-Kilsch-Sukova (RFA-Tch.), b. Burgin-Temesvari (E.U.-Hon.), 6-4, 7-5.  
**DOUBLE MIXTE (Demi-finales)**  
M. Navratilova-Gundhart (E.U.-Sué.), b. S. Golea-Pripic (Youg.), 6-4, 6-1.

## Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

## CATASTROPHES AÉRIENNES : LE COURRIER ACCIDENTÉ

En vente chez votre marchand de journaux

## Ivan, fakir inoxydable

Il peut, il doit arriver que les éléments renouent et prennent le chemin du cimetière. En regardant Jimmy Connors, épuisé, épuisé par le cornet Ivan Lendl (6-2, 6-3, 6-1), quitter le central sans se retourner, comment ne pas penser à un adieu ? « Jimbo » n'a pas existé en une demi-finale tronquée, écourtée, un énorme lapin posé au plaisir des spectateurs.

Un confrère britannique, Richard Evans, racontant Jimmy Connors, avait eu pour le qualifier une très jolie formule : « Ce désir furieux, désespéré et parfois vulgaire de gagner ». Jimmy Connors, le gagnant, n'entendait même plus gagner ce vendredi, aussi résigné à l'inévitable qu'il peut être insoumis à la logique. Une brusque éboute de tension comme cette chute de thermomètre : 40° mercredi, 18° ce vendredi ou comme ce ciel bouché assurément tombé sur la tête du plus combatif des champions.

Jimmy Connors avait jusqu'à bien vécu ce tournoi. Le soleil, féroce aux autres, était devenu son allié, la sécheresse son amie. La terre battue sous la chaleur se cimentait presque. Les ennuis étaient rapides, les balles sèches, le moral et l'homme en quai, tout réchauffé jusqu'à ses vieux os.

Du jour au lendemain, changement de décor. En voyant Jimmy Connors pénétrer sur le central, le bras emmitouflé dans une immense coudière, comme la chaussette du papy ou la chaussette de la mamy, on sut que l'essentiel de cette demi-finale était joué. Le vent violent, la pluie un instant, la terre battue plus « laite », des balles plus lourdes.

Rien ne pouvait aider l'attaquant, le jeu brusquement rouillé par l'humidité.

Jimbo, il le dira, n'avait pas « une chance » : « Je peux gagner lorsque j'ai une chance. Sur les surfaces rapides, j'ai l'impression d'avoir une chance lorsque je fais de bons coups. Ici, vous faites deux ou trois bons coups ; malgré cela, le point n'est toujours pas fini et vous n'êtes pas récompensés ». Alors, trop vieux pour changer son jeu, trop pris pour s'entraîner vraiment à cet exercice contre sa nature, Jimmy Connors ne gagnera jamais Roland-Garros, il le sait, il le dit : « Si je ne peux changer mon jeu, c'est de ma faute ; je suis prêt à accepter le revers de la médaille ».

### L'outrage fait à Jimmy

On peut y être prêt, affirmer l'accepter et pourtant l'accepter mal. Jimmy Connors, dans sa frustration parfois vulgaire de la victoire, n'a pas craint de commenter à sa façon le jeu de son vainqueur Lendl. Un bruit de bouche éloquent comme une chasse d'eau tirée.

C'était trop, l'expression d'un féroce contentieux bien plus que celle de la vérité. Car, renouant ou pas, Jimmy Connors aurait dû, bon gré, mal gré, subir l'outrage. Ivan Lendl, « élevé sur terre battue », était très fort en 1984. Il gagna Roland-Garros. Le voici, délesté de quelques kilos et de quelques complexes, devenu intenable. Sûr de lui et dominateur, menant ses matches comme une descente de police, le court quadrillé, capable d'intégrer à

la perfection toutes les données. Même la vitesse du vent. Ivan Lendl ne joue plus, il impose, il ordonne, il conduit. Trois sets secs et puis s'en va. Une heure cinquante-huit pour en finir avec Jimmy Connors, même résigné.

Ivan Lendl avait la tête et le savoir. Il a aujourd'hui les jambes. Ne manque plus guère à ce stratège métallique, fâché aux yeux croisés, condamnant l'adversité à des séances de planches à éluc, que la vraie popularité, la communion avec le public. Cela ne se mende ni ne s'achète. La popularité vient ou non et parfois très tard. Ivan Lendl est trop fort, trop lisse encore pour ne pas susciter plus de respect que de tendresse, plus d'admiration que d'affection. Il est comme un inoxydable, champion de l'ère de la robotique et du tennis planifié. Mais, patience, cela pourrait venir. Déjà le robot s'humanise. Il devient capable, sur le court s'entend, d'un sentiment humain.

Ce vendredi, au prix de quelques risques, Ivan Lendl s'est offert une séance de pure méchanceté : le jeu le plus cruel de la quinzaine, le jeu de l'humiliation pour Connors, un jeu complet. Un lob, une volée croisée, un passing-shot et un ace : la gamme complète en quatre points. La méchanceté n'était pas fortuite de toute évidence.

Il lui fut demandé après s'il l'avait fait délibérément. Il le nie, les yeux plissés de plaisir. Allons. Puisque Mats Wilander est à peu près du même métal, cela devrait s'élever, dimanche, par un assez joli bruit d'ennemi à Roland-Garros.

PIERRE GEORGES.

## Wilander, intraitable, autoritaire, conquérant

En 1984, McEnroe, réputé invincible sur surface rapide, s'était, pour la première fois, véritablement donné la peine de préparer cette quinzaine de la terre battue, surface lente par excellence. Du coup, il avait fait la preuve qu'il pouvait maîtriser les difficultés de la géométrie sur la brique pillée. Las ! Son caractère lui avait joué un mauvais tour. Habituellement, on pensait que ses coups de colère avaient un effet bénéfique en lui apportant des poussées d'adrénaline. En l'occurrence, il n'était parvenu qu'à rendre son tennis brouillon face à Lendl ce finale.

Douze mois après, pour la demi-finale, nous avons retrouvé un McEnroe placé dans des conditions idéales pour aller au terme de cette nouvelle aventure. Il arrivait, en effet, à Paris avec le plus beau palmarès des six premiers mois de l'année, ayant gagné à Philadelphie, Houston, Milan, Chicago et Atlanta. Il avait à nouveau préparé soigneusement son coup, en disputant deux épreuves sur terre battue, Forest Hills et la Coupe des nations par équipe, où seul Lendl l'avait battu. Et il avait bénéficié du meilleur entraînement possible : les balles choisies extrêmement rapides convenaient d'autant plus à son jeu que la chaleur des dix premiers jours a

contribué à durcir les courts, c'est-à-dire à accélérer les rebonds.

Toutefois, le tirage au sort puis la météo ont joué contre lui. Après la chaleur sèche, l'humidité a alourdi, vendredi, la brique pillée, ralentissant sensiblement les échanges au moment où, dernier test avant la finale, un troisième Suédois consécutif, Mats Wilander, se dressait devant lui. Beaucoup d'éléments se sont alors conjugués en défaveur du numéro un mondial. Il avait dû puiser dans ses ressources physiques et nerveuses en quart de finale contre le Suédois Nylström. Avait-il parfaitement récupéré de cet effort inouï ? Rien n'est moins sûr. Les invectives qu'il a adressées aux spectateurs et aux photographes, tout au long de la partie, ont indiqué qu'il avait le plus grand mal à fixer son attention.

Après avoir disputé les premiers tours sous un soleil de plomb, McEnroe s'est retrouvé, tout à coup, sous un ciel de plomb. La température a baissé de 23 degrés en deux jours. Et le vent s'est mis à soulever des tourbillons de poussière. Il pouvait difficilement dans ces conditions pousser à son avantage le flirt singulier qu'il entretenait habituellement avec le filet et les lignes.

### Le grand jeu

A un autre stade du tournoi, contre un autre adversaire, McEnroe s'en serait sûrement sorti. Vendredi, il a eu en face de lui un Wilander intraitable, autoritaire, conquérant, pour tout dire dominateur. Il est rare de voir McEnroe incapable de faire plus de quatre points en six jeux, comme cela lui est arrivé de 2-1 dans la première manche à 1-0 dans la deuxième. Il est très rare de voir McEnroe avoir dans la raquette onze balles de

break sans pouvoir en concrétiser une seule, comme cela lui est arrivé pendant le deuxième set. Il est rare de voir McEnroe mener 5-1, avoir deux balles de set au 9<sup>e</sup> jeu, puis laisser son adversaire aligner six jeux pour conclure le match sur un retour de service-cann. C'est pourtant la dure leçon que lui a infligée le Suédois devant 16 000 spectateurs aussi pétrifiés par le froid que par la tournure des événements.

Certes, Wilander a abattu le grand jeu. Le jeune crocodile n'a pas hésité à prendre le contrôle du filet chaque fois qu'il était menacé. Il a pu d'autant plus facilement appliquer cette tactique très inhabituelle pour un joueur de fin de court que l'Américain retournait trop souvent dans le carré de service.

Bref, à aucun moment de cette partie — même pas lorsqu'il a aligné cinq jeux au début du troisième set — McEnroe ne nous est apparu comme le finaliste en puissance que nous avions appelé de nos vœux.

En fait, il nous a semblé, dans ces conditions extrêmes de jeu, que McEnroe avait, ancré dans sa tête, la crainte obscure de la brique pillée. Lui qui répugnait déjà aux glissades — naturelles sur la terre battue — lorsque le sol est sec, a donné l'impression d'avoir mis des crampons sous ses semelles pour ne pas perdre l'équilibre sur le terrain rendu gras. Il nous a aussi surpris en exécutant de petits sauts carpiés qui ne devaient rien à l'exercice de style, et beaucoup plus à la peur de tomber. Cela se comprend, d'ailleurs : McEnroe a des chevilles fragiles. Sa carrière a déjà failli être compromise par des entorses. Entre une finale aléatoire et un piètre assuré, son subconscient a sans doute choisi pour lui : il a fait son plus mauvais tennis depuis fort longtemps.

ALAIN GRAUDO.

**12 mois sur 12 COURS HUBERT LE FÉAL : DÉPASSER LE TRAC, S'AFFIRMER DANS LA PAROLE.**

documentation sans engagement 387 25 00

● **BASKET-BALL :** Championnat d'Europe. Troisième défaite consécutive pour l'équipe de France le 7 juin à Karlsruhe : après les Soviétiques et les Yougoslaves, ce sont les Polonais qui ont battu la formation entraînée par Jean Lucet (97-94).

● **ATHLÉTISME :** Record de France féminin du 3 000 m. — Annette Sergent, qui a porté le record de France du 3 000 m à 8 m 52 s 33, le 5 juin à Saint-Maur, est la première athlète à bénéficier d'une prime de 10 000 F attribuée par une fédération française d'athlétisme, cette somme doit être attribuée chaque fois qu'un record national en demi-fond sera amélioré.

## Services

### PARIS EN VISITES

**LUNDI 10 JUIN**  
« Un cimetière traditionnel aux cent tombes de marginaux », 14 h 45, sortie escalier mécanique, métro Père-Lachaise (Vincent de Langlade).  
« Tombes romantiques au cimetière de Montmartre », 14 h 30, entrée avenue Rachel.  
« Le Marais de Mme de Maintenon et de Mme de Sévigné », 14 h 30, 99, rue Saint-Antoine (Arona).  
« Promenade entre la villa des fleurs » et l'église rustique de « Monsieur Vincent », 15 heures, métro Brochant.

« L'île de la Cité », 15 heures, 1, rue d'Arcole (Paris aurefais).  
« L'hôtel de Rohan et l'affaire du collier de la reine », 10 h 30, 87, rue Vieille-du-Temple (P.-Y. Jastet).  
« L'hôtel de Lamoignon, demeure du président de l'Assemblée nationale », 15 h, 4, place du Palais-Bourbon (Marion Ragumeau).  
« Tout le Marais autour du village Saint-Paul, les hôtels Fleuret, la Maison Professe des Jésuites », 15 heures, station Louis-XIII, centre place des Vosges (C.A. Meuser).  
« L'Observatoire de Paris », 14 h 30, 61, avenue de l'Observatoire (L. Haultier).  
« Vieux village d'Anteuil », 14 h 30, métro Église-d'Anteuil (Les Filippières).  
« Hôtels du Marais, place des Vosges (nord) », 14 h 30, sortie métro Rambuteau. (Rénovation du passé).  
« Les salons de l'hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau.

**MARDI 11 JUIN**  
« Cent tombeaux de célébrités oubliés à Montparnasse », 14 h 45, 3, bd Edgar-Quinet (Vincent de Langlade).  
« Trésors de la civilisation chinoise : Les 6 000 guerriers », « Les grottes de Dazou », « Tombes de la dynastie des Han », 19 h 30, 30, rue Cabanis.  
« L'Opéra de Paris », 14 heures, dans le hall (M. Rejoie).  
« L'éventail, miroir de la Belle Époque », 15 heures, Musée de la mode, 10, rue Pierre-Léon-Serbin.  
« L'ancien collège des Écoles et l'église Saint-Etienne-du-Mont », 15 heures, 63, rue du Cardinal-Lemoine (Anne Fernand).  
« Les galeries supérieures de l'église Saint-Martin et les caves gothiques du quartier », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue du Renard, lampes de poche (M. Benassati).  
« La bibliothèque de l'Arènes et les appartements XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, l'appartement de Charles Nodding », 15 heures, 1, rue Sully devant entrée (Marion Ragumeau).  
« Un parcours « policier » dans les rues et les passages du Vieux Paris », 15 heures, métro Sentier, sortie côté des Petits-Carreaux.

« Salles de réceptions officielles de l'Hôtel-de-Ville », 14 h 30, 29, rue de Rivoli (L. Haultier).  
**DES ARRÊTÉS**  
● Modifiant l'arrêté du 22 mars 1983 relatif au programme des épreuves du troisième concours d'accès à l'École nationale d'administration.  
● Portant fixation de la tarification provisoire applicable au Minitel à couleur.  
● Fixant, hors du territoire métropolitain, des conditions particulières pour l'obtention de la qualification « vol de nuit avion ».

**RETROMANIE**  
**CENTENAIRE DES PUCES.** — Les Pucés de Saint-Ouen continuent de fêter leur centenaire pendant tout le mois de juin. Dimanche 9 juin, de 15 h à 17 h, au marché Biran, Jean Bodel dédicacera son livre Les Pucés ont cent ans (68 F). On peut également se procurer cet ouvrage contre 80 F par chèque adressé à « La cote des antiquités », 76450 Camy.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3983 HORIZONTALLEMENT

I. Une manière de baisser les bras ou levant les mains. Tout ou presque rien. — II. N'a donc pas envie de se mouiller ou se trouve bien compromis. Possède un beau brin de plume. — III. Tranchée ou tranchants. Vieille pierre pleine de mystère. — IV. Est certainement plus attiré par une réussite que par une partie d'échecs. — V. Comme un homme d'intérieur ou à l'intérieur d'un homme. Un roi du « ballon » ou Italie. — VI. N'importe quel imbécile peut le faire. Vitré en partie pour faire profiter de la vue. Un chef. — VII. Jeu ou travail. — VIII. Connaît donc une période de trouble. Conjointement. — IX. Tient compte de l'ancienneté pour donner de l'avancement. — X. Rivière d'Angleterre. Prénois. Queque chose de zoologique. — XI. Échange de coups qui peut se terminer par une bonne volée. Bonnes pour accord. — XII. Marque un point. La belle gosse. — XIII. Se lance avec l'intention de rattraper. Caractères religieux. Bon à tirer. — XIV. Peut avoir un aspect sévère ou un aspect des plus engageants. Pèle initiation. — XV. Plus fort que les as. Est célèbre en Belgique pour ses défilés de mannequins.

**VERTICALEMENT**  
1. Moyen d'expression. — 2. Point pour la ténos. — 3. Un petit bruit ou un grand tapage. Tout juste bon à faire du feu. — 4. Formule à employer quand on n'a pas la forme. Négation. — 5. Personnel. S'adaptent aussi bien au crinier qu'au Stridivarius. — 6. Espèce de tord-boyaux. Boîte à lettres. — 7. Allemand, un des chefs de la résistance. Finit toujours par rencontrer le grand « Amour ». Personnel. — 8. Prénois. Fait le plus extra avec le plus ultra. Faire du mal ou faire du bien. — 9. Personnel. Donc bien soignée en matière de folie. — 10. Mise en demeure. Peut se trouver dans un placard. Jumelles de théâtre. — 11. Pris au hasard. On peut dire qu'il « pompe ». Faire. — 12. Offre généralement aux regards. Abréviation. Possessif. — 13. Était plus porté sur la « Fauchasse », que sur la fauchaison. A la cote sur une côte. — 14. Cité. Accordée donc sa main avant de dire oui. Au plus haut point. — 15. Hommes de biens. Défie toute concurrence.

**Solution du problème n° 3982**  
**Horizontalement**  
I. Ressasser. — II. Edimbourg. — III. Su. Tif. — IV. Sculpteur. — V. Aa. Lai. Rh. — VI. Sures. Te. — VII. Siestes. — VIII. Eos. Estes. — IX. Une. Ari. — X. Dur. Dia. — XI. Sias. Vent.  
**Verticalement**  
1. Ressasseurs. — 2. Education. — 3. St. Réseda. — 4. Smiles. Us. — 5. A. B. Pasteur. — 6. Sottises. — 7. Sile. Stade. — 8. Erfurt. Erin. — 9. RG. Rhéostat.

GUY BROUTY.







# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

La « réaction technique » attendue avec une grande impatience rue Vivienne après la dernière phase de hausse, qui avait conduit la Bourse de Paris sur un nouveau piedestal, s'est enfin produite durant la semaine écoulée. Le moins que l'on puisse en dire est que la consolidation s'est déroulée dans de très bonnes conditions, « idéales » même, pour reprendre l'expression d'un boursier.

En très modeste repli lundi (- 0,34 %), les valeurs françaises égalisaient le score le lendemain (+ 0,01 %), se redressaient légèrement mercredi (+ 0,31 %), s'effritaient un peu jeudi (- 0,15 %), pour, vendredi, manifester de meilleures dispositions à la veille du week-end (+ 0,24 %). Sans le brusque alourdissement des pétroles, la tendance se serait sans doute raffermie de façon sensible (+ 0,60 % ou + 0,7 %). Tel n'a pas été le cas. Mais le marché n'en a pas moins administré la preuve, et de façon éclatante, qu'il n'avait rien perdu de sa vigueur. Pourtant marquée par d'importantes ventes bénéficiaires, cette semaine s'est achevée sur un score à peu près nul, tous les indices s'établissant au voisinage immédiat de leurs plus hauts niveaux historiques.

Disons-le tout net : cette consolidation avait été programmée. Les grands investisseurs, ces fameux « gendarmes » de la corbeille, se sont employés à remettre de « papier » en circulation pour calmer le jeu et éviter ainsi un emballement dont la Bourse aurait pu ultérieurement souffrir. Ils ont été à pratiquement tous les jours.

Seul résultat obtenu : la hausse a été stoppée. Mais le volume des liquidités en quête de placement fut tel, que tout le papier a été ramassé et que la Bourse a obstinément refusé de baisser. On a du mal à imaginer le degré de fièvre qui aurait pu être atteint si les « gendarmes » n'avaient été là. Entendons-nous bien. La consolidation a quand même fait son œuvre. Mais elle a concerné qu'un certain nombre de valeurs, qui avaient récemment défrayé la chronique, soit en atteignant des sommets, soit simplement en affichant des scores insolites, comme CSF, Mott, Carrefour, Chargeurs, Schneider, Avions Dassault,

## Une consolidation « superbe »

Arjomari, Hachette, Skis Rossignol. Et encore : les revers subis n'ont pas revêtu, et de loin, l'ampleur des performances précédentes.

Le cas des pétroles est à traiter à part. Ceux-ci n'entraient pas, aux dires des professionnels, dans le cadre de ladite consolidation. D'une façon générale, ils n'ont plus la cote. « L'image de l'industrie pétrolière française tend à se dégrader », faisait-on remarquer. Quelques-uns s'empressaient d'ajouter : « C'est intrigant ».

Pour ELF-Aquitaine, cela ne l'est pas. En prévoyant des résultats semestriels en baisse, MM. Pecqueur, président du groupe, a pas contribué à redorer le blason de l'action, qui, d'autre part, a encaissé vendredi de plein fouet (- 4 %) l'annonce de l'échec définitif enregistré en mer d'Irroise. Le dernier forage était sec.

Bref, le cortège des valeurs en repli a été fourni. Mais autant de monde, sinon davantage, a figuré dans le défilé des valeurs en hausse. Deux événements ont marqué la semaine : la reprise des « alimentaires » (Général Biscuits, Perrier, Bongrain, Pernod, RSN) ; l'exceptionnelle tenue de la distribution avec l'explosion des Galeries Lafayette (+ 54 %), favorisée par l'annonce, un peu inattendue, d'un résultat net consolidé pour 1984 presque doublé (+ 96 %). Piqué au vif, le Printemps, déjà sur le devant de la scène depuis quelques semaines, a, du coup, rajouté 5 % à ses gains précédents.

Et puis, à côté de ces vedettes, l'on a pu apercevoir les entreprises de travail temporaire (Bis, Ecco), toujours sur une pente ascendante. Pour le reste, comme disait un habitué, « ce fut une affaire de résultats ». DMC, Provost, Bic ont été choyés, car leurs derniers bilans étaient bons.

Une seule hésitation fut notée : elle a concerné Peugeot... pendant deux jours. La présentation des comptes mardi ? « Impeccable », assurait un fondé de pouvoir. Mais « la Bourse est restée sur sa faim, car il n'y

avait dans l'exposé aucune trace de stratégie industrielle accompagnant le redressement. Et puis la conjoncture, la lourdeur des frais financiers... ». Mais cette hésitation n'a pas duré. Vendredi, l'action de la firme de Sochaux repartait de l'avant (+ 4,5 %), atteignant son plus haut niveau depuis 1979. Paris semble vouloir jeter Peugeot comme en son temps, Milan avait parié sur Fiat.

Vous avez dit « abondantes » ? Assurément les liquidités le sont. D'après les dernières évaluations, ce sont encore 20 milliards de francs qui vont tomber ce mois-ci en dividendes et coupons divers. Et l'on s'attendra après cela de voir le marché éclater de santé. Les agents de change peuvent ainsi voir arriver, sans trop de crainte, la date fatidique du 1<sup>er</sup> juillet prochain à partir de laquelle ils vont devoir rétroceder aux banques une part significative de leurs courtages (40 % contre 27,5 %) sous forme de remises. A cet égard, les volumineuses transactions quotidiennes (près de 600 millions de francs encore) peuvent contribuer ainsi à les rassurer.

On a bien sûr beaucoup parlé cette semaine également de la modernisation de la Bourse avec, en avant première, l'ouverture d'ici à la fin de 1985, d'une séance supplémentaire du matin, de 10 heures à 11 h 30, au cours de laquelle seront traités les blocs de titres. Trente ou quarante valeurs parmi les plus actives seront sélectionnées à cet effet. M. Philippe Derail, un jeune agent de change, trouve l'idée séduisante. Selon lui, cette séance matinale permettra à la profession de s'habituer à un futur marché continu dont elle constituera la première antichambre. Mais il a été catégorique : les transactions devront se faire à « des cours limités ». Autrement, cela n'aurait, à ses yeux, aucun sens. Mais, de sens, la Bourse en connaît-elle d'autre que celui qui la mène vers de nouveaux sommets ? On peut se le demander, surtout, si d'ailleurs, pour stimuler l'économie française frappée de croissance zéro au cours du premier trimestre, M. Bérégovoy agissait sur le levier des taux d'intérêt en l'abaissant.

ANDRÉ DESSOT.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

#### Nouveaux records

L'indice des valeurs industrielles a enregistré de nouveaux records la semaine passée à Wall Street dans un marché très actif, mais les ventes bénéficiaires ont amputé les gains. Cet indice a terminé avec un gain d'un point par rapport à la clôture de vendredi dernier à 1 316,41. Après avoir battu jeudi pour la seconde journée consécutive et l'avoir frôlé mercredi, son précédent record de 1 315,41 établi le 31 mai. Selon les analystes, la demande a été favorisée par la baisse du prix du pétrole britannique entraînant une diminution des taux d'intérêt sur le marché des bons et obligations, secteur très sensible à tout élément de réduction des pressions inflationnistes. Par ailleurs, ont estimé de nombreux observateurs, le ralentissement de l'activité économique devrait favoriser un nouvel abaissement des taux d'intérêt bancaires et même du taux d'escompte de la Réserve fédérale.

	Cours 31 mai	Cours 7 juin
Alcoa	32 1/4	31 1/2
AT&T	23 1/4	23 7/8
Boeing	66 1/2	68 3/4
Chase Man. Bank	38 5/4	40 1/8
Du Pont de Nemours	69 3/8	68 1/4
Eastman Kodak	44 3/4	43 3/4
Exxon	54 1/8	55
Ford	43 1/2	48 1/2
General Electric	60 5/8	61 5/8
General Motors	71 5/8	74 5/8
Goodyear	29 5/8	29 1/4
IBM	128 7/8	127 1/2
ITT	32 1/8	32 3/8
Mobil Oil	31 1/8	30 1/4
Philips	38	37 1/4
Schlumberger	38	37
Tesaco	36 3/4	37
UAI Inc.	53 5/8	54 1/8
Union Carbide	40 1/4	41
US Steel	28 3/4	27 3/8
Westinghouse	34 1/2	34 1/2
Xerox Corp	59	49 1/4

### LONDRES

#### Repli sensible

Le Stock Exchange a progressé en début de semaine pour fléchir son record absolu de hausse de 1 024,5 établi en janvier dernier, mais la nervosité causée par la baisse des cours monétaires du pénétre a déclenché un net repli à la veille du week-end.

La faillite de la banque Overseas Trust à Hongkong a entraîné un vif repli des banques étrangères possédant des intérêts dans cette région. Le Standard Oil et Hongkong & Shanghai ont particulièrement souffert.

Les assurances, en revanche, ont été recherchées dans l'espoir d'une augmentation de la demande pour les retraites-vieillesse complémentaires dans le cadre du projet de réforme de la sécurité sociale que vient de publier le gouvernement britannique.

Indices « F.T. » : industriels, 1 001,6 contre 1 002,5 ; mines d'or, 434,2 contre 451 ; fonds d'Etat, 81,81 contre 81,36.

	Cours 31 mai	Cours 7 juin
Beecham	398	373
Bovater	268	300
Brit. Petroleum	528	520
Charter	188	184
Comstock	146	141
De Beers (*)	540	533
Dunlop	66	24 3/8
Free State Ged. (*)	12 45/64	13
Glaxo	820	850
Gr. Univ. Stores	774	764
Imp. Chemical	693	690
Shell	11 19/64	11 11/32
Unilever	308	285
War Loan	34	

(\*) En dollars.

### TOKYO

#### Reprise

Les valeurs, qui avaient cédé du terrain en début de semaine dans la perspective d'une baisse anticipée des exportations japonaises, se sont redressées dès mardi à la Bourse de Tokyo, stimulées par une reprise de la consommation intérieure.

Indices Nikkei-Dow Jones : 12 716,59 yens (contre 12 689,47) ; indice général : 1 003,70 points (contre 995,97).

	Cours 31 mai	Cours 7 juin
Alcatel	400	410
Bridgeport	535	528
Canon	1 190	1 240
Fuji Bank	1 570	1 600
Honda Motor	1 320	1 290
Matsushita Electric	1 410	1 420
Mitsubishi Heavy	289	304
Sony Corp.	4 220	4 460
Toyota Motor	1 250	1 190

### FRANCFORT

#### En hausse

La Bourse de Francfort est restée en hausse cette semaine, à l'initiative des acheteurs étrangers, particulièrement britanniques et américains, qui ont permis à certains secteurs délaissés de reprendre du tonus.

Indice de la Commerzbank : 1 363,4 contre 1 345,7.

	Cours 31 mai	Cours 7 juin
AEG	123,70	132,50
BAF	218,80	224,30
Bayer	229	223,80
Commerzbank	199	211,50
Deutschebank	266,50	262
Hochtief	228,50	225,30
Karstadt	228,50	239
Mannesmann	172,10	180,70
Siemens	564,50	569
Volkswagen	246	278

## Mines, caoutchouc, outre-mer

	7-6-85	Diff.
Charter	23,05	-
Geophysique	763	- 35
Imitrol	128	- 3,50
INCO (I)	138,70	+ 1,85
Michelin	1 080	+ 10
Min. Penamayo	104,20	- 4,60
RTZ	391	- 2,70
Zambia	73,37	- 0,94

(1) Compte tenu d'un coupon de 0,35.

## Bâtiment, travaux publics

	7-6-85	Diff.
Auril. d'entr. (I)	965	+ 5
Bouygues	853	+ 3
Ciments Français	378,50	+ 4,5
Dumez	708	-
GTM	391	+ 2
J. Lefebvre	349	+ 78
Lafarge	574	- 9
Maisons Phénix	261	inch.
Pellet et Chausson	635	- 35
SCREG	145	+ 14,90
SGESB	65,50	- 1,50

(1) Compte tenu d'un coupon de 20 F.

## Valeurs à revenu fixe

	7-6-85	Diff.
4 1/2 % 1973 (1)	1 618	+ 7
7 % 1973	820	- 24
10,30 % 1975	98	- 0,70
PMI 10,6 % 1976	98,60	+ 0,10
8,80 % 1977	119,45	+ 0,85
10 % 1978	97,80	- 0,58
9,80 % 1979	97,65	- 0,50
8,80 % 1978	97,80	- 0,15
9 % 1979	94,25	- 0,63
10,30 % 1979	99,95	- 0,85
12 % 1980	108,89	- 0,83
13,80 % 1980	110,04	- 0,04
16,75 % 1981	112,10	- 0,35
16,20 % 1982	118,23	+ 0,13
16 % 1982	118,72	- 0,28
15,75 % 1982	115,55	- 0,32
CNE 3 % (2)	4260	+ 55,30
CNB 6 % 5 000 F	102,99	+ 0,09
CNF Paribas		
5 000 F	103,75	+ 0,40
CNB Saec	103,75	+ 0,85
CNI 5 000 F	102,98	+ 0,08

(1) Compte tenu d'un coupon de 4,50 F.

(2) Compte tenu d'un coupon de 104,30 F.

## CAP GÉMINI SOCIÉTÉ EXPLORE

Devant le rûc sur les 326 250 actions de la société Cap Gémini Société, offertes à 650 F chaque, le 7 juin sur le second marché de la Bourse de Paris (40 millions de titres demandés), la Banque Lazard Frères a décidé de changer de procédure et de lancer, mercredi 12 juin, une offre publique de vente (OPV) prix unitaire de 875 F, soit 23,8 fois le bénéfice net par action pour 1985, au lieu de 17,7 fois précédemment, ce qui reste en dessous des ratios américains et anglais pour ce genre d'activité.

Elle espère, ainsi, de stopper une spéculation trop vive et de permettre à un plus grand nombre d'acquiescer quelques titres.

## Banques, assurances sociétés d'investissement

	7-6-85	Diff.
Bail Équipement	408	+ 19
Banque (Cie)	673	+ 33
Canal	645	+ 28
Chargeurs SA	927	+ 25
CFI	927	+ 15
CFI	321	- 27
Eurafrance	1 648	- 1
Hélas (La)	485	- 35
Imm. Pl. Monaco	489	+ 25
Localfrance	495	- 11
Locindus	831	+ 11
Midland	2 695	- 5
Midland	264,00	+ 8,90
O.P.F. (Ouz. Fin. Paris)	1 211	+ 16
Pourcentage de rétic.	1 140	- 10
Prêtall	229	+ 75
Schneider	216	- 15
UCB	348	- 4

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 31 mai	Cours 7 juin
Or fin 999,9 (en barre)	95 000	94 500
Or fin 999,9 (en lingot)	94 850	94 100
Pièces françaises (20 F.)	583	581
Pièces françaises (10 F.)	300	400
Pièces belges (20 F.)	565	540
Pièces belges (10 F.)	545	528
Pièces suisses (20 F.)	545	528
Souverain	691	608
Souverain Elizabeth II	688	608
Demi-souverain	380	386
Pièces de 20 dollars	3 250	3 015
- 10 dollars	1 380	1 340
- 50 pesos	3 525	3 480
- 20 pesos	851	876
- 10 roubles	574	583
- 1 rouble	410	415

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en millions de francs)

	3 juin	4 juin	5 juin	6 juin	7 juin
RM	759 402	564 746	733 918	596 356	583 281
Comptant	3 036 456	2 366 502	2 665 895	2 818 917	3 226 042
R. et obl.	64 521	289 564	123 199	127 617	221 608
Actions					
Total	3 860 379	3 220 812	3 523 012	3 542 890	4 030 931

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)

	7 juin	31 mai	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Franc.	125,5	125,5	125,6	125,6	-
Etrang.	107,5	107,2	107,2	107,3	-

## COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)

	7 juin	31 mai	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Tendance	129,9	130	130,3	130	130,3
Indice gén.	232,5	232	232	231,9	231,3

## SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

	7 juin	31 mai	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Indice	117,9	116	+ 1,6	117,9	99,7

## Alimentation

	15-2-85	Diff.
Béghin-Say	270,10	- 4,90
Bongrain	2 035	+ 30
BSN G.-Danone	2 620	+ 55
Citrofruct	2 275	+ 35
Cosino (I)	1 025	+ 30
Cédis	800	inch.
Eurocristal	1 130	+ 135
Guyenne et Gasc.	320	- 15
Ladur	719	- 15
Marcel	1 785	- 15
Mot-Hennessy	1 980	- 58
Mumm	751	+ 1
Nestlé (I)	2 400	+ 60
Occidentale (Gie)	764	+ 23
Odette-Cabry	227	- 14
Pernod-Ricard	885	+ 46
Propriété	1 381	- 32
St-Janis-Bouche	324	- 16
C.S. Sainpierre	530	+ 3
Source Perrier	563	+ 15
Veuve Clicquot	2 535	- 25
Vinoprix	590	- 10

(1) Compte tenu d'un coupon de 50 F.

(2) Compte tenu d'un coupon de 340 F.

## Valeurs diverses

	7-6-85	Diff.
Acor	290	- 7
Agence Havas	355	- 5
Appl. Gaz	200	- 5
Arjomari	1 068	- 125
Bic	583	+ 22
Bic	549	+ 54
CGIP	390	- 5
Club Méditerranée	539	+ 12
Endor	2 408	- 45
Europe 1	802	- 19
Hachette	1 895	- 5
L'Air Liquide	664	- 16
L'Oréal	2 685	+ 15
Navigation Mixte	411	- 22
Nord-Est	1 688	- 5,20
Prosses de la Cité	2 227	+ 12
Saufl	739	- 13
Skis Rossignol	1 551	- 99

(\*) Du 31 mai au 6 juin.

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (\*)

TRAITES A TERME (*)		
	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
CIT-Alcatel .....	1008 595	366 551 070
CNE 3 % .....	59 675	249 223 270
Canal (Prior) .....	252 940	223 540 620
Penhoët .....	96 664	91 841 761
Eurafrance .....	52 665	85 830 483
Merfin-Gerlin .....	35 319	82 241 051
ELF-Aquitaine .....	315 525	70 967 838
BSN .....	27 231	70 297 945
Cordis .....	81 466	65 468 360
Carrefour .....	26 295	60 995 310

(\*) Du 31 mai au 6 juin.



BOURSES ÉTRANGÈRES

L'euro-marché

Un instrument tout terrain

Si la direction générale des impôts le permet, la BNP pourrait être la première à introduire le concept de paiement partiel dans une euro-emission obligatoire à taux variable. Cette technique originale, dont nous avons brossé les grandes lignes dans notre chronique du 11 mai dernier, permet d'obtenir un instrument à usages multiples. Il donne à l'emprunteur une grande souplesse et un éventail de choix et de combinaisons allant d'un crédit stand-by classique à un accord de confirmation, c'est-à-dire d'un prêt bancaire qui n'est pas destiné à être tiré, à l'émission de papier à taux variable négociable. Cette ambition pose un délicat problème de statut fiscal.

Bien que les conditions de l'opération BNP ne fussent pas encore dévoilées à la veille du week-end, on peut imaginer le scénario suivant : la banque française lance une euro-emission à taux variable de 600 millions de dollars d'une durée de dix ans, dont environ 100 millions seulement sont libérables, c'est-à-dire tirés immédiatement. La transaction se présente sous forme de coupures nominatives de 1,5 million de dollars, chaque acquéreur n'aura donc à verser que le sixième de la valeur nominale, soit 250 000 dollars. On peut imaginer alors que la BNP stipule : a) que l'intérêt semestriel sur la partie tirée sera composé de l'addition au taux du Libor d'une marge de 0,05 % ; b) qu'elle versera une commission d'engagement de 0,05 % sur la partie non tirée ; c) que la commission bancaire totalisera 0,275 % pour toute la durée de la période. Sur ces bases, l'établissement français disposera tout à la fois de 100 millions de dollars en espèces et de l'équivalent d'une ligne de crédit de 500 millions de dollars lui coûtant, dans les deux cas, 0,0775 % par an, soit 7,75 points de base.

En s'appuyant sur les 500 millions de dollars qui n'ont pas été libérés, la BNP aura à sa disposition une ligne de crédit lui permettant de remplacer avantageusement des lignes existantes servant à cautionner l'émission ultérieure de papier commercial, de certificats de dépôts, d'euro-notes ou de tout autre instrument de substitution. Dans cette optique, la BNP avait mobilisé 650 millions de dollars entre 1981 et 1983. Ces lignes de crédit avaient, à l'époque, été mises sur pied à un coût moyen de l'ordre de 15 à 16 points de base. Le lancement éventuel d'une euro-emission à taux variable à libération partielle à partir du schéma ci-dessus permettrait donc à la BNP de réduire de moitié

le coût de ses engagements actuels, c'est-à-dire d'économiser quelque 450 000 dollars d'intérêt par an. Ce n'est pas une bagatelle.

C'est la nature nominative des euro-obligations qui fonde l'existence de leur valeur nominale de 1,5 million de dollars. Si, en effet, elles se présentaient sous la forme de titres au porteur ainsi qu'il en va pour les euro-emissions obligataires, il serait impossible d'en garantir la réalité car l'anonymat rendrait impossible la libération théorique ultérieure des 1,25 million de dollars impayés. Si, en revanche, la personnalité du porteur est connue, on peut

le contraindre à respecter son engagement initial même s'il est sous-entendu que le solde de 1,25 million de dollars ne sera jamais intégralement appelé.

On peut toutefois envisager l'émission ultérieure de papier au porteur. Ce pourrait, par exemple, être le cas si la BNP décidait de tirer et donc de demander la libération d'une autre tranche de 100 millions de dollars. On pourrait même imaginer le dépôt dans un « trust » des euro-obligations nominatives libérées et l'émission en contrepartie de titres au porteur de valeur nominale beaucoup plus faible. Dans ce domaine, les variations sont infinies.

EDF et Crédit lyonnais

Pour tenir compte d'un euro-criminatif défavorable, EDF a préféré ne pas choisir, pour lancer vendredi matin une euro-emission de 125 millions de dollars, les conditions les plus basses qui lui avaient été offertes à l'occasion de soumissions caractérisées par une concurrence acharnée entre les banques internationales. C'est l'Union de banque suisse (UBS) qui a emporté le mandat avec les termes suivants : une durée de dix ans, un prix de 99,50 avec un coupon annuel de 10 % pour donner un rendement de 10,08 % et une commission totalisant 2 %. L'ensemble s'est avéré excellent. Les euro-obligations qui bénéficieront de la garantie de la France se trouvaient à la veille du week-end avec une décote de seulement 1,25 % - 1 %.

Le Crédit lyonnais a préféré les taux plus calmes du secteur à taux variable pour lever brillamment 300 millions de dollars pour son propre compte. Pour ce faire, il a lancé en début de semaine une euro-emission sur quinze ans dotée d'un intérêt semestriel qui sera l'addition du 0,0625 % au taux du Libor à six mois. Pour sa part, la commission bancaire s'élève à 0,1875 %. Le schéma de l'opération après la multitude de propositions alambiquées offertes au cours des semaines précédentes, et le fait que l'emprunteur s'interdit de rembourser par anticipation son emprunt pendant les cinq premières années, ont séduit. Rapidement et solidement placée, l'émission, dont le montant initial n'était que de 250 millions de dollars, a pu être augmentée de 50 millions. En fin de semaine, elle se traitait avec une toute petite décote de seulement 0,08-0,09, preuve supplémentaire de son succès.

CHRISTOPHER HUGUES.

Les devises et l'or

Un dollar très résistant

Malgré un petit accroc de faiblesse en début de semaine, le dollar s'est, finalement, montré très résistant, évoluant toujours entre 3,03 DM et 3,08 DM, au gré des nouvelles apportées par le vent d'Amérique.

Ainsi lundi, il poursuivait le repli amorcé à New-York au début du week-end précédent, sur l'annonce d'un recul de 0,5 % des commandes de biens durables et plongeant de 3,09 DM à 3,03 DM et de 9,41 F à 9,27 F. Mais les jours suivants, il se redressait : les mises en chantier de logements avaient augmenté de 1 % aux Etats-Unis. Les taux d'intérêt ont eu beau fléchir autre-Atlantique (voir en rubrique *Marché monétaire et obligataire*), le « billet vert » est resté impavide. En fin de semaine, il venait même à se raffermir à plus de 3,07 DM et à près de 9,40 F, après l'annonce d'une stabilisation du taux de chômage américain à 7,3 %, alors qu'on attendait une augmentation. Avec l'appoint d'une légère détente du taux en RFA, qui a un peu affaibli le mark, le dollar a aboré le week-end en assez bonne condition.

Sur les graphiques de spécialistes, pourtant, il n'a pas très bonne allure, presque toutes les « moyennes

mobiles » s'inscrivant en baisse. A vrai dire, les opérateurs sont tous un peu perdus : une partie d'entre eux affirme que le dollar « a une sale gueule », d'autres, le voyant prochainement battre ses records de la fin de février dernier (3,47 DM et 10,61 F).

La livre sterling, très ferme en début de semaine, retrouvait son cours de septembre (1,30 dollar) et repassait au-dessus de 12 F à Paris. Mais les diminutions du prix du pétrole enregistrées un peu partout, notamment en mer du Nord, la ramenaient un peu en arrière, repli limité par le niveau des taux d'intérêt britannique (12,5 %) les plus élevés d'Europe à part l'Italie et la Suède.

Le franc a continué de se bien porter, soutenu, lui aussi, par le niveau des taux d'intérêt français, supérieur de près du double aux taux ouest-allemands. Le deutchmark, qui, un moment, avait franchi les 3,05 F, s'est hâté de se réinstaller à 3,0480 DM. La Banque de France a enregistré de nouvelles rentrées de devises : 2,3 milliards de francs, officiellement, pour la dernière semaine de mai. M. Pierre Bérégovoy a

encore dénoncé « la campagne politique menée artificiellement par le patronat et certains milieux de droite », prônant une prochaine dévaluation. Le franc « est solide, le marché ne s'y trompe pas », a-t-il déclaré à FR 3, ajoutant que les taux réels sont à peu près semblables à ceux des autres pays européens. Sans doute, mais, font observer les milieux financiers, les détenteurs de capitaux étrangers apprécient particulièrement les hautes rémunérations prodiguées à Paris, taux réels ou pas, et les capitaux affluent. S'adressant, enfin, à l'hebdomadaire zurichois *Weltwoche*, le ministre s'est prononcé en faveur d'une suppression du contrôle des échanges « mais on ne peut y parvenir que par étapes. Ce serait une erreur de courir des risques inutiles et c'est pourquoi ma politique est de l'alléger par petites étapes ».

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 3 AU 7 JUIL

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	S.E.U.	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
London	127,00	127,00	16,6666	16,6666	36,3333	1,1111	2,3636	2,3636
New-York	127,00	127,00	16,6666	16,6666	36,3333	1,1111	2,3636	2,3636
Paris	11,9970	9,3800	362,34	362,34	362,34	15,1466	270,51	4,7848
Zurich	3,2807	2,5880	27,4000	27,4000	84,1333	4,1771	744,359	1,3194
Bruxelles	3,2807	2,5880	27,4000	27,4000	84,1333	4,1771	744,359	1,3194
Amsterdam	4,4031	3,4075	36,3677	36,3677	112,72	5,9921	—	1,7673
Milan	2,6976	1,944	20,928	20,928	67,84	31,6611	566,63	—
Tokyo	324,44	251,30	27,6430	27,6430	86,507	4,8961	73,139	6,1284

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 7 juin, 3,7605 F contre 3,6978 F le vendredi 31 mai.

Marché monétaire et obligataire

Un petit air de détente à l'étranger

C'est tout à fait incontestable, un petit air de détente flotte dans l'air, mais pas en France, du moins pour l'instant. On se sent aux Etats-Unis et en Allemagne. De l'autre côté de l'Atlantique, le loyer de l'argent continue de fléchir. Ainsi, le taux moyen du rendement des bons à un an adjugés le 6 juin par le Trésor s'est établi à 7,18 %, contre 7,94 % le 14 mai ; il retrouve son niveau de mai 1978 (7,07 %). A long terme, l'emprunt-phare de l'Etat fédéral au taux de 11 1/4 % et à échéance de 2015, a vu son cours en Bourse bondir de 13,5 % depuis la mi-mars et dépasser de 9 % son montant nominal : son rendement actuel n'est plus que de 10,27 %.

Quant à l'eurodollar à six mois, il est revenu à 7,5/8 % - 7,3/8 %, contre près de 13 % il y a un an. « Les taux d'intérêt américains vont encore baisser », a déclaré à Hongkong M. William Butcher, président de la Chase Manhattan Bank. C'est également l'opinion du chef économiste du géant Du Pont de Nemours, et de nombreux experts, qui voient les taux de base des banques passer de 10 % à 9 1/2 %.

Pour sa part, M. Henry Kaufman, célèbre « gourou » de Wall Street, a

estimé que la Réserve fédérale pourrait décider prochainement une nouvelle réduction de son taux d'escompte et, tout de même, le chômage s'aggrave et si les ventes au détail continuent de fléchir. Or le taux de chômage est resté stable à 7,3 %.

Autre son de cloche, celui entendu auprès de M. Wallis, l'un des administrateurs de la Réserve fédérale, par les participants au voyage organisé par notre confrère *l'Expansion*. M. Wallis, qui ne s'inquiète nullement d'une reprise éventuelle de l'inflation — jugulée, notamment, par la baisse du prix du pétrole, — ne voit guère de recul des taux supplémentaires, et entrevoit même une tension au quatrième trimestre de cette année si l'expansion reprend. Le président de la Fed, M. Volcker, ne s'est guère engagé en déclarant que la stabilité des prix observée ces derniers mois aux Etats-Unis donnait à l'institut d'émission plus de latitude dans la conduite de sa politique. Avec cela, on est bien renseigné.

La Banque fédérale d'Allemagne organise la détente, à tout petit pas. Vendredi, elle a ramené de 5,30 % à 5 % ses billets à deux jours, tandis que le ministre des finances, en liaison avec elle, ramenait de 6,85 % à 6,75 % les obligations d'Etat à cinq ans (de 5,45 % à 5,25 % pour les bons à un an).

En France, ce n'est pas du tout la même éhanson. La Banque de France a renouvelé son adjudication d'argent frais au taux imperturbable de 10 1/8 % après l'avoir ramené de 10 1/4 % à 10 1/8 % le 14 mai dernier. Cette prudence s'explique, sans doute, par les incertitudes sur l'évolution du rythme d'inflation en France, celui du mois de mai pouvant osciller entre 0,4 % et 0,6 %, peut-être plus, suivant des rumeurs totalement incontrôlées : l'INSEE n'a pas fini de rassembler ses données.

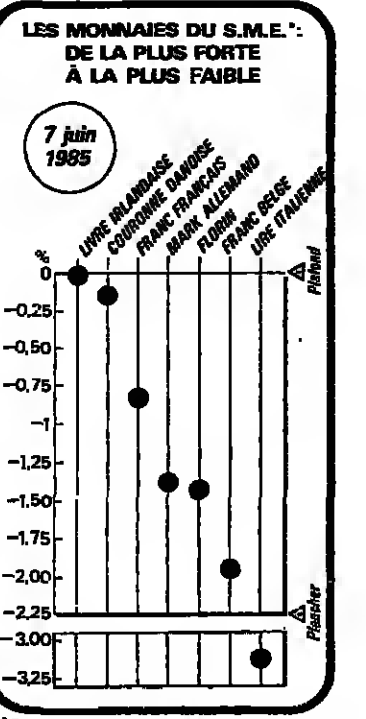
De telles incertitudes se communiquent au marché financier, devenu plus hésitant. Les uns croient à la poursuite de la détente des taux, d'autres n'y croient plus. Dans ce contexte médiocre, force est de constater qu'une fois de plus les taux à long terme viennent buter sur ceux du marché monétaire à court terme. Ainsi, on a vu, depuis quinze jours,

les rendements sur le marché secondaire des obligations cesser de baisser et, même, se raffermir légèrement à 10,61 % contre 10,69 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 10,54 % contre 10,49 % pour ceux à moins de sept ans, et 11,98 % contre 11,91 % pour ceux du secteur public, selon les indices Paribas.

Dans cette ambiance redevenue un peu morose, l'emprunt d'Etat, porté en fin de semaine de 15 milliards à 20 milliards de francs, s'est placé avec une chaleur modérée : on ne se l'est pas arraché, comme cela avait été le cas, la semaine précédente, pour l'émission du Crédit foncier, pomme de discorde entre les réseaux bancaires, qui ont, très provisoirement, enterré la haie de guerre. La demande des particuliers a démarré moins vite et les grands investisseurs se sont montrés moins gournands. En outre, un certain flottement s'est produit en fin de semaine dans les réseaux de placement, dont certains, dit-on, n'auraient pas très bien compris que les 20 milliards de francs étaient déjà pratiquement placés par les chefs de file. Caisse de dépôt, Crédit agricole et, surtout, Indosuez, ont redouté une « rallonge ». En fait, si le climat a un peu échangé sur le marché, les disponibilités restent abondantes. Mais on est peut-être moins pressé de les réemployer, en attendant que les taux du marché monétaire recommencent à fléchir... si l'inflation le permet.

Du côté des banques, les 2,28 milliards de francs d'obligations perpétuelles émises par la Société générale pour renforcer de fonds propres se placent fort bien. Ces obligations sont assorties d'un « bon de souscription » à des certificats d'investissement à émettre fin 1985, fin 1986 et fin 1987 pour 700 millions de francs. La formule d'obligations perpétuelles à taux variable (TMO-0,25 %), la première en France pour ce genre de titres, s'inspire de celle imaginée en Grande-Bretagne, d'abord par la National Westminster avec ses « notes » perpétuelles à taux flottant (1 milliard de dollars, il y a un an), ensuite par les autres banques, et, ces jours-ci, par la Barclays pour 600 millions de dollars. Etre perpétuel n'est rien, être à taux flottant est tout...

FRANÇOIS RENARD.



Les matières premières

Baisse du sucre et du cuivre

Les fluctuations de prix sont restées contenues dans des limites relativement modérées. La concurrence entre les différents pays producteurs risque de s'exacerber comme le montrent les exemples récents de l'Ytain (cas du Brésil ne faisant pas partie de l'accord international) ou du blé (vente américaine à l'Algérie).

**MÉTAUX.** — La baisse s'est ralentie sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Les stocks britanniques de métal n'ont que faiblement progressé et plusieurs négociants s'attendent à de prochains achats chinois de métal rouge.

Une reprise s'est produite sur les cours du plomb à Londres, mais le disponible n'a pu se maintenir au-dessus de 300 livres la tonne. En vue de parvenir à un meilleur équilibre entre l'offre et la demande mondiale de métal, un important producteur américain vient de décider de réduire d'un cinquième la capacité d'une unité située dans l'Etat du Montana. Les prix sont actuellement inférieurs de plus de 10 % à ceux d'il y a un an.

L'effritement s'est poursuivi sur les cours du zinc à Londres qui a touché ses niveaux les plus bas depuis sept mois. Les stocks britanniques de métal se sont accrus de plus de 5 % pour atteindre 42 450 tonnes. Les avis divergent en ce qui concerne les perspectives offertes au zinc. Certains spéculateurs estiment qu'à fin 1986 le niveau record de l'utilisation mondiale de métal atteint en 1973, soit 4,83 millions de tonnes, devrait être dépassé. D'autres, en revanche, plus pessimistes, soulignent que le rythme de progression de la consommation tend à diminuer depuis quelques mois.

Après avoir chuté au commencement de la semaine à son niveau le plus bas depuis sept mois, l'Aluminium a ensuite légèrement progressé

à Londres. Mais, les perspectives restent toujours peu favorables, l'utilisation de métal fléchissant dans plusieurs pays alors que les capacités de production ne sont toujours pas satisfaites à plein régime.

**DÉNREES.** — De plus en plus déprimé, le marché du sucre se caractérise à nouveau par une chute plus sensible des prix. La production mondiale de la campagne 1984-1985 est évaluée à 98,07 millions de tonnes, supérieure de 1,5 million de tonnes à celle de la campagne précédente. Quant à la consommation mondiale, elle ne devrait augmenter que de 500 000 tonnes environ pour atteindre 96,48 millions de tonnes. Dans plusieurs pays (Argentine, Brésil, Chine, Thaïlande et Chili), les récoltes ont été plus importantes. En revanche, elles ont dimi-

nué dans l'île Maurice et en République dominicaine. Il faut donc s'attendre à un nouvel accroissement des stocks mondiaux.

**LES COURS DU 7 JUIL 1984**  
(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

**MÉTAUX.** — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 1121 (1149) ; à trois mois, 1138 (1154) ; étain comptant, 9 565 (9 542) ; à trois mois, 9 505 (9 510) ; plomb, 296 (291,50) ; zinc, 585 (601,50) ; aluminium, 827 (826,50) ; nickel, 4 360 (4 402) ; argent (en pence par once troy), 481 (501). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 60,65 (60,57) ; argent (en dollars par once), 6,20 (6,14) ; platine (en dollars par once), 266,20 (264,10). — Pérou : étain (en ringgit par kilo), 29,25 (29,30).

**TEXTILES.** — New-York (en cents par livre) : coton, juillet, 63,07 (61,35) ; octobre, 61,65 (60,12). — Londres (en pence par once) : août, 539 (535). — Roubaix (en francs par kilo), laine, juillet, inch. (55,40).

**CAOUTCHOUC.** — Londres (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 690 (645). — DENREES. — New-York (en cents par lb) : café pour le cacao, juillet, 2 074 (2 061) ; septembre, 2 043

(2 046) ; sucre, juillet, 2,85 (3,08) ; 2,56 (3,20) ; café, juillet, 144,15 (144,60) ; septembre, 144,82 (146,25). — Londres (en livres par tonne) : sucre, août, 90,40 (95,20) ; octobre, 93,20 (99,10) ; café, juillet, 2 036 (2 047) ; septembre, 2 073 (2 095) ; cacao, juillet, 1 778 (1 742) ; septembre, 1 765 (1 732). — Paris (en francs par quintal) : cacao, septembre, 2 054 (2 035) ; décembre, 2 026 (2 014) ; septembre, 2 500 (2 487) ; novembre, 2 549 (2 530) ; sucre (en francs par tonne), août, 1 272 (1 294) ; octobre, 1 280 (1 307). — Tourneaux de soja : Chicago (en dollars par tonne), juillet, 120,30 (119,30) ; août, 123,52 (122,40). — Londres (en livres par tonne), juin, 112,50 (113) ; août, 112 (110).

**CÉRÉALES.** — Chicago (en cents par boisseau) : blé, juillet, 320,25 (316,50) ; septembre, 322,25 (318,50) ; maïs, juillet, 277,75 (273,75) ; septembre, 261,50 (258,75).

**INDICES.** — Moody's, 905,60 (910,30) ; Reuters, 1 776 (1 820,40).



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

3. EUROPE
4. PROCHE-ORIENT
4. DIPLOMATIE

### SUPPLÉMENT

- 7 à 10. TOGO: l'Afrique sans ses tourments.

### FRANCE

12. La convention libérale.

### SOCIÉTÉ

14. La FAR en manœuvre.
15. Des peines de prison requises dans l'affaire du carambolage de Bouane.

### CFM

de 18 h 45 à 19 h 20  
**Allô «le Monde»**  
à Paris (89 MHz)  
720-52-97  
à Bordeaux  
(101,2 MHz)  
(56) 45-88-55

**Allô «le Monde»**  
Lundi 10 juin  
**Les mécanismes  
de la cancérisation**  
avec JEAN-YVES NAU  
et FRANK NOUCHI  
Débat conduit  
par FRANÇOIS KOCH

### CULTURE

16. MM. Mitterrand et Gandhi inaugurent l'Année de l'Inde.
17. COMMUNICATION

### RÉGIONS

19. Une expérience théâtrale réussie: l'autre feuilleton de Châteaufort.

### ÉCONOMIE

21. A la veille du quarantième congrès de la CFT.
22. Revue des valeurs.
23. Crédits, changes et grands marchés.

**RADIO-TÉLÉVISION (18)**  
Carnet (15); Mots croisés  
(20); Programmes des specta-  
cles (17-18); «Journal offi-  
ciel» (20).

## NOUVELLES BRÈVES

● Un journaliste espagnol menacé par la police. — Le quotidien espagnol *El País* écrit dans son édition du vendredi 7 juin que le directeur général de la police espagnole a menacé l'un de ses journalistes, dont les articles avaient révélé la semaine dernière une affaire d'espionnage des partis de l'opposition par les autorités. Le quotidien affirme que M. Rafael del Rio, chef de la police, a déclaré mercredi dernier au reporter Javier Garcia, au cours d'une conversation téléphonique: «Vous êtes des lâches, et vous ne vous défendez pas en homme. Mais la police sait attendre et on vous aura...» (Reuter).

● La crise de la construction est-elle terminée? — M. Jacques Longuet, futur président national de la Fédération des agents immobiliers (FNAIM), a déclaré, vendredi 7 juin, à Clermont-Ferrand: «La crise de la construction va s'achever en 1986, indépendamment des échéances électorales. La demande croît de façon telle que le secteur de l'habitat ancien sera vite saturé, alors que le secteur de l'habitat neuf, dont les programmes s'étaient sensiblement ralentis, ne procure plus une offre suffisante. Cela doit donc entraîner un redémarrage du marché de la construction...»

● Manifestation d'immigrés à Genevilliers. — Quelque 200 personnes, 500 selon les organisateurs, ont manifesté à Genevilliers vendredi 7 juin, à l'appel de SOS-Racisme et d'une quinzaine d'associations antiracistes. Jeunes immigrés pour la plupart, les manifestants entendaient protester contre «les méthodes policières» employées lors de l'opération antidrogue menée le 21 mai à la cité du Port de Genevilliers (*le Monde* du 5 juin).

A B C D E F G

## LA VISITE OFFICIELLE DE M. GANDHI

### Le premier ministre indien souhaite un rééquilibrage des échanges entre Paris et New-Delhi

La visite officielle de M. Rajiv Gandhi en France s'est poursuivie vendredi 7 juin, dans le climat chaleureux qui avait marqué la première rencontre, la veille, entre le chef du gouvernement indien et le président Mitterrand. Les entretiens politiques ont été consacrés pour l'essentiel à la coopération économique franco-indienne et aux efforts pour réduire les disparités entre pays industrialisés et pays en développement.

M. Gandhi a eu une conversation en tête à tête d'une vingtaine de minutes avec le premier ministre, M. Laurent Fabius, qui a été élargie ensuite, côté français, au ministre de la défense, M. Charles Herru, et au ministre délégué au développement et à la coopération, M. Christian Nucci, et, côté indien, aux responsables des affaires étrangères et de la défense.

Les deux délégations ont passé en revue les domaines dans lesquels la coopération entre les deux pays pourrait être renforcée: livraisons par la France, d'hélicoptères, d'Airbus, d'ordinateurs, d'équipements pour les télécommunications et la production d'énergie. L'Inde manifeste également de l'intérêt pour des propositions françaises concernant la protection de l'environnement, la «dépollution» du Gange, l'irrigation, les transports ferroviaires, l'industrie du cuir et l'électronique. Mais le premier ministre indien a souhaité que les échanges — nettement à l'avantage de la France — soient davantage équilibrés. L'Inde est «très intéressée» par les transferts de technologies, mais elle souhaite aussi que l'Inde puisse bénéficier de ce qui pourrait être entreprises en

commun sur les marchés extérieurs par des entreprises françaises et indiennes, a indiqué le président du CNPF, M. Yvon Gattaz, à l'issue d'une rencontre entre une trentaine de chefs d'entreprises français et le premier ministre indien. Celui-ci a évoqué, au cours de cette réunion, la possibilité de sociétés conjointes franco-indiennes susceptibles d'exporter leurs productions vers des pays en développement, notamment en Afrique.

Les entretiens entre MM. Fabius et Gandhi ont porté également sur les problèmes économiques et monétaires internationaux, sur lesquels les deux chefs de gouvernement ont exprimé des vues convergentes. La tenue d'une réunion, en juillet à New-Delhi, sur la situation des pays en développement, à laquelle serait conviée la France, a été évoquée. Cette réunion aurait lieu avant celle du comité intermédiaire du Fonds monétaire international.

Vendredi matin, le premier ministre avait reçu M. Georges Marchais, secrétaire général du PC, qui avait fait valoir qu'«pour le nouvel ordre économique international, c'était de la fois l'intérêt des pays en voie de développement et des pays industrialisés soumis à la crise».

### L'éloge de l'UNESCO

Après un déjeuner à l'Élysée, M. Gandhi avait été l'hôte officiel de l'UNESCO où, au cours d'une séance solennelle, il avait plaidé dans un discours en faveur de cette institution. «L'UNESCO est une organisation qui travaille aussi bien que ce que fait l'Organisation des Nations

unies pour l'éducation, la science et la culture», avait-il déclaré. Il avait souligné que plusieurs institutions des Nations unies connaissent aujourd'hui des difficultés «parce que des nations puissantes ont essayé de les détourner de leur but» et qu'on assiste aujourd'hui «malheureusement, d'un recul» du multilatéralisme dans la coopération internationale. «L'Inde soutient les efforts constructifs qui permettent de résoudre la crise de l'UNESCO», avait ajouté le premier ministre indien, qui avait également déclaré qu'un «pouvoir excessif sur les moyens de communication de la part d'une poignée de pays ne permet pas d'accéder à une véritable liberté».

Samedi matin, un petit déjeuner a réuni à l'Élysée MM. Mitterrand et Gandhi, en compagnie de leurs épouses et des deux enfants du premier ministre indien. Ce dernier est ensuite allé à l'Hôtel de Ville de Paris par le maire de Paris, M. Jacques Chirac, avant de se rendre au Bourget. Il devait assister samedi soir à l'Opéra de Paris à une représentation du *Bal manqué* de Verdi. Cette soirée devait s'achever par un souper offert par le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz.

Dimanche 9 juin, M. Gandhi assistera, à l'Hôtel Marigny, à une démonstration de vidéotexte et de télématique. Il visitera ensuite les établissements Marcel Dassault, à proximité de Paris, puis se rendra en TGV à Lyon, où il sera reçu aux Laboratoires Mérieux et dans un centre de télécommunications. Il reviendra dans la capitale en Airbus qui quittera Paris lundi matin pour Alger.

## EN NOUVELLE-CALÉDONIE

### Journée de (faible) «mobilisation canaque» sans incidents

De notre envoyé spécial

Houailou. — «C'est moi qui ai lancé des pierres contre la voiture de votre chef qui s'est pris un caillou à la tête, en désignant sa joue, un jeune Canaque à l'adresse du colon de gendarmes mabillais, impossible, qui protègent la gendarmerie de Houailou (côte est). Ce militant du FLNKS est accompagné de deux cents autres indépendantistes venus des tribus environnantes pour la journée de mobilisation du peuple canaque», déclare lors du congrès de Hienghène, le 25 mai, pour protester contre le projet de loi de réorganisation stratégique en Nouvelle-Calédonie.

Dans plusieurs localités de la Grande-Terre et des îles sont organisés des rassemblements. Celui de Houailou est l'un des plus importants. Les autres, à Panahiouen, Poinindimi, Pouébo, pour la côte est, et La Foa, Moindou, Koné, sur la côte ouest, se sont déroulés sans incidents. Nommée a été volontairement épargnée par ce mouvement: écartée par les graves incidents du 8 mai, tranquille par l'absence d'une solution politique proche, le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjiboué, avait passé de tout son poids au congrès de Hienghène pour ne pas risquer un affrontement racial à Nouméa.

A Houailou, la manifestation a commencé en début de matinée, samedi 8 juin, par un sit-in devant la mairie cubique de couleur rose, plantée au milieu du village, véritable incantation architecturale, parmi les maisons coloniales à peu délabrées, mais néanmoins typiques. Pendant que les meneurs se succèdent au mégaphone pour délivrer les sempiternels discours prônant l'indépendance canaque et socialiste et la décolonisation du Pacifique, un militant, assis à côté d'un gros pot de peinture rouge, écrit avec application sur le bannier: «RPGR, comme l'OAS, sera balayé par l'histoire». Près de lui, un jeune Canaque, petit et barbu, tripoie nerveusement sa machette tandis qu'un autre carresse son casse-tête sur

### A «France-soir»

#### LES LICENCIÉS EXIGÉS POURONT ÊTRE DES VOLONTAIRES

La direction de France-soir, qui a fixé à treize le nombre des journalistes qu'elle comptait licencier dans les meilleurs délais, a fait savoir aux délégués syndicaux qu'elle était disposée à accepter, dans les limites d'une certaine enveloppe budgétaire, que des volontaires leur soient substitués. Au cours d'une assemblée générale de la rédaction, réunie vendredi 7 juin, il n'apparaissait qu'une dizaine de volontaires étaient prêts à négocier leur départ.

### L'année américaine après le BAC

sur le campus d'une grande université des U.S.A.  
le «plus» nécessaire aux études supérieures  
U.S.A.-France-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 722-94-94

## LE PRÉSIDENT BOURGUIBA A PARIS ET A WASHINGTON

### Les visites de la fidélité

De notre correspondant

Tunis. — Malgré les réticences de son entourage, préoccupé par les fatigues que vont inévitablement entraîner les «visites officielles de travail» qu'il entreprendra à partir de lundi 10 juin à Paris puis à Washington, le président Bourguiba a refusé de se laisser convaincre: il attache trop d'importance à ces déplacements dans les deux pays qui demeurent les plus sûrs alliés de la Tunisie pour y renoncer. Pour le «Combattant suprême», ces deux visites consacrent quelque trente années d'une amitié et d'une coopération qui, contre vents et marées, ne se sont jamais démenties.

Le président Bourguiba séjournera à Paris jusqu'au 14 juin. La seule activité officielle prévue jusqu'ici consiste en un entretien, mardi, avec M. François Mitterrand, qui, en signe de considération pour le doyen des chefs d'Etat arabes et africains, se déplacera à l'hôtel de la Tunisie.

Si la coopération avec la France n'est désormais plus assombrie par aucun contentieux et se maintient approximativement au même niveau en qualité et en quantité, ce qui est dans les domaines culturels, scientifiques et techniques ou en matière économique et financière (1), force est de constater qu'elle ne s'est guère dégoûtée des sentiers battus. Les Tunisiens sont certes conscients que les restrictions budgétaires françaises freinent la définition d'une politique de coopération plus originale et plus ambitieuse qu'ils appellent de leurs vœux, mais, même s'ils ne le disent pas, sont-ils réellement convaincus que ce souhait est partagé par leurs partenaires?

L'absence de la France dans la construction avec le concours de l'Espagne et des Pays-Bas du port commercial et industriel de Zargis, dans le Sud, alors qu'elle avait annoncé formellement à plusieurs reprises sa participation, permet d'en douter.

Le rôle de la France en Méditerranée, auquel les Tunisiens attachent une importance toute particulière, les efforts déployés ces derniers mois par M. Bourguiba en vue de réunir un sommet maghrébin, qui se sont heurtés au problème du Sahara occidental, les relations de la Tunisie avec ses voisins — chahouées avec l'Algérie et toujours difficiles avec la Libye, — les difficultés que rencontre l'économie tunisienne dans ses rapports avec le Maroc commun, pourraient faire l'objet d'échanges de vues avec M. Mit-

terrand. La conversation portera sans doute aussi sur l'évolution actuelle du conflit du Proche-Orient, pour lequel, vu tout juste vingt ans, le président tunisien préconise la solution qui semble, aujourd'hui, être envisagée.

M. Bourguiba quittera la France le 14 juin pour les Etats-Unis. Il s'entretiendra quatre jours plus tard à la Maison-Blanche avec M. Ronald Reagan.

Ce séjour, la troisième qu'il effectue à titre officiel aux Etats-Unis, intervient alors que la coopération tuniso-américaine a été largement développée au cours de ces dernières années. Si l'aide économique se situe à un niveau relativement bas par rapport à celle de la France (25,3 millions de dollars pour 1985), les crédits destinés à l'achat de matériel militaire — chars et avions F-5 — notamment — ont considérablement augmenté, puisque, de 25 millions de dollars en 1977, ils sont passés à 106 millions en 1984 et que 58,55 millions sont prévus pour 1985. En outre, les visites à Tunis de responsables américains se sont multipliées et à chaque occasion l'attachement des Etats-Unis à l'indépendance et à la souveraineté de la Tunisie a été réaffirmé.

MICHEL DEURÉ.

(1) L'aide publique française accordée à la Tunisie en titre de 1983 s'élève à 283 millions de francs et entraîne des crédits prévus garantis d'un montant équivalent.

## LE CONSEIL D'ÉTAT ANNULE LA CRÉATION DE 327 COMITÉS D'ÉTABLISSEMENT À LA SNCF

Le Conseil d'Etat a annulé la création, en 1983, de 327 comités d'établissement à la SNCF (240 000 salariés), donnant ainsi raison à trois fédérations de cheminots — FO, la CFTC et la CGC.

Fin 1983, la direction de la SNCF et les syndicats n'ayant pu parvenir à un accord sur la mise en place des comités d'établissement, l'arbitrage était rendu par le ministre des transports (inspection du travail régionale d'Ile-de-France) : sur 717 établissements, la SNCF comptait 327 CE.

La SNCF avait eu auparavant des institutions de représentation du personnel spécifiques, mais la loi du 28 octobre 1982 relative au développement des institutions de représentation du personnel et la loi d'orientation des transports intérieurs du 30 décembre 1982 stipulaient, en effet, que le droit commun en matière de comités d'entreprise s'appliquait à la SNCF sous réserve d'adaptation, par voie réglementaire, aux structures de l'entreprise. La direction et les syndicats devaient reprendre des négociations pour déterminer un nouveau découpage et organiser de nouvelles élections.

La CGT, qui aux élections de CE de 1983 avait obtenu 53,66 % des voix, qualifie la décision du Conseil d'Etat de «coup de force litigieux».

La mesure de «Monde»  
datée 8 juin 1985  
a été tirée à 444 749 exemplaires

Le Monde Infos Spectacles  
sur Minitel  
615.91.77 + I S L M

## M. BÉREGOVY SE DÉCLARE FAVORABLE À UNE MODIFICATION DU STATUT DE L'INSEE

Le statut de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) sera peut-être modifié. M. Pierre Bérégovoy l'a en tout cas souhaité jeudi 6 juin devant la commission des finances de l'Assemblée nationale. Évoquant les contestations de certaines professions économiques, le ministre de l'économie, des finances et du budget a en effet fait le vœu que cet organisme totalement indépendant dans les faits, a-t-il souligné, le devienne également en droit.

Au cours de cette même audition, M. Bérégovoy a donné un accord de principe à une proposition de M. Raymond Douyère, député socialiste de la Sarthe, de donner un statut fiscal aux personnes qui épargneraient pour se constituer une retraite selon le système de la capitalisation. Mais le ministre a souligné qu'il ne pourrait s'agir là que d'un troisième niveau de retraite venant s'ajouter et non se substituer aux deux qui existent actuellement, c'est-à-dire le régime général de la Sécurité sociale et les régimes complémentaires, qui, eux, fonctionnent selon un système de répartition.

M. Bérégovoy a profité de cette rencontre avec les députés pour réaffirmer le refus du gouvernement de bécoter l'opinion de promesses «démagogiques» ou «hétéroclites». Ainsi, il a confirmé qu'il n'était pas question d'un collectif budgétaire pour l'éducation et que les mesures en faveur des chômeurs en fin de droits qui viennent d'être décidées par le conseil des ministres seraient financées par des économies et un accroissement de la fiscalité frappant l'énergie, l'industrie, l'importation. Ce dispositif sera présenté au Sénat lorsqu'il discutera du projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financières.

Le gouvernement envisage une compression des dépenses prévues au budget 1985, a expliqué à cette même occasion M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, de façon à réduire le niveau de déficit fixé. M. Bérégovoy a reconnu que la part des prévisions obligatoires dans le produit intérieur brut ne diminuerait probablement en 1985 que de 0,7 % à 0,8 %, au lieu du point entier prévu, et cela à cause d'un rythme de croissance économique inférieur à ce qui était escompté.

Préservez votre dos fragile avec le nouveau sommier  
**TRECAFLEX** de conception entièrement nouvelle, avec système de ressorts pré-comprimés à lattes flexibles, d'une progressivité incomparable, inclinable tête et pied (toutes dimensions)  
C'EST L'ULTIME ÉTAPE DU PROGRÈS  
INTERROGEZ VOTRE MÉDECIN  
37, Avenue de la République  
75018 PARIS Tél. 357.46.35  
DISTRIBUTEUR  
**CAPÉLOU**  
Métro: PARENTIER

55 من الأصل